

La Tribune



CONVOCATION

CONGRÈS DÉCENTRALISÉ ORDINAIRE

16 novembre 2019

CONGRÈS FÉDÉRAL ORDINAIRE

30 novembre 2019

Bourse du Travail de Saint-Denis (93)

Tout sur le Congrès : eelv.fr/congres-2019

Dans les pages suivantes...

Textes introductifs P 4 / 15

- L'ÉDITORIAL DU SECRÉTAIRE NATIONAL P 4/5
- LE CONGRÈS ÉELV : MODE D'EMPLOI P 6/8
- APPEL À CANDIDATURES COMMISSAIRES FINANCIERS/CIÈRES P 8
- ADRESSES DES CONGRÈS DÉCENTRALISÉS DU 16 NOVEMBRE 2019 P 10
- ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS DÉCENTRALISÉ DU 16 NOVEMBRE 2019 P 11
- TABLEAU PAR RÉGION DU NOMBRE D'ADHÉRENT.E.S 2019
DE DOUBLETTES POUR LE CONSEIL FÉDÉRAL
ET DU NOMBRE DE DÉLÉGUÉ.ES POUR LE CONGRÈS FÉDÉRAL À SAINT-DENIS P 12
- ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS FÉDÉRAL DU 30 NOVEMBRE 2019 À SAINT-DENIS P 13
- LE MANDAT / PREUVE D'ÉMARGEMENT - COMMENT VOTER ? P 14
- LE CARTON ET LES BULLETINS DE VOTE P 15

Bilans P 16 / 22

Bilans du Bureau exécutif (BE) :

- SANDRA REGOL..... P 16
- ALAIN COULOMBEL..... P 16
- JULIEN BAYOU..... P 17
- THIERRY BROCHOT P 17
- HENRI ARÉVALO P 18
- NADIA AZOUG P 18
- BRUNO BERNARD..... P 19
- CHRISTELLE DE CRÉMIERS..... P 19
- PHILIPPE STANISIÈRE..... P 20
- NICOLAS THIERRY P 20
- MARINE TONDELIER..... P 21
- MARIE TOUSSAINT P 21

- BILAN DU BUREAU DU CONSEIL FÉDÉRAL (BCF) P 22

suite page suivante 

Dans les pages suivantes...

TEXTES SOUMIS AU VOTE LORS DU CONGRÈS DÉCENTRALISÉ ORDINAIRE DU 16 NOVEMBRE 2019:

Quatre motions d'orientation générale P 24 / 62

(avec listes, présentation des candidat.es pour le Bureau exécutif et signataires)

- A** L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR
GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN P 24
- B** LE TEMPS
DE L'ÉCOLOGIE P 36
- C** DÉMOCRATIE
ECOLO P 46
- D** LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE
RETOUCHONS TERRE ! P 54

Six motions ponctuelles thématiques P 64 / 75

- 1** CONSTRUIRE EN CONFIANCE LES MOYENS
DE NOS AMBITIONS P 64
- 2** EÉLV, LE PREMIER PARTI ÉCOFÉMINISTE
EN ACTES P 66
- 3** MOTION PONCTUELLE STATUTAIRE
PLUS DE DÉMOCRATIE ET PLUS DE DÉBATS :
RÉINSTAURONS LA PROPORTIONNELLE INTÉGRALE AU BUREAU EXÉCUTIF P 68
- 4** REPLACER LES MILITANT·E·S
AU CŒUR DU FONCTIONNEMENT D'EÉLV ! P 70
- 5** CONDITION ANIMALE, AGRICULTURE ET ALIMENTATION : DÉPASSER
LES CLIVAGES ET ÉCRIRE UN NOUVEAU CHAPITRE D'ÉCOLOGIE POLITIQUE P 72
- 6** S'ENGAGER VERS UNE DÉMOCRATIE
PERMANENTE P 74

Ce que nous sommes...

Pour comprendre la situation nouvelle qui est celle de l'écologie politique dans notre pays, il faut mesurer le chemin parcouru depuis notre dernier congrès, il y a trois ans et demi. Nous étions alors une force exsangue à l'influence résiduelle. Pour parler cru, on ne donnait pas cher de notre peau. Nous avons voulu qu'un autre destin soit possible parce que nous croyons à la force de nos idées, à la justesse des convictions écologiques qui nous portent et à l'importance historique de notre mission.

Nous avons, loin des phares de l'opinion, commencé par vouloir comprendre la cause de nos maux. Nous nous sommes soumis à la critique de la société pour mieux nous remettre à son service. Les errances tactiques, le démon de la division, le manque de lien avec les intellectuels, l'éloignement de la société civile écolo, nous ont été jetés au visage sans ménagement, comme autant de preuves de notre inutilité.

Que celles et ceux qui ont accepté de nous dire sans ambages nos vérités sachent à quel point notre reconnaissance leur est acquise. De cet état des lieux, nous avons tiré une double conviction. La première était que la déception était à la mesure de l'attente dont nous étions les dépositaires. La seconde était que l'humilité devait guider notre redressement.

Notre pari était simple : si nous savions répondre aux critiques formulées par nos contempteurs, alors tout redeviendrait possible. Plutôt que de se cabrer sous la mitraille des quolibets, nous avons choisi d'en tirer des leçons, sans jamais cesser d'assumer notre identité.

Le fil conducteur de notre résurrection politique, c'est la volonté d'affirmer fortement une identité singulière dont découle une vision, un projet et une ligne politique. L'écologie politique n'est pas soluble dans les traditions politiques qui l'ont précédée. Nous avons donc ramassé le drapeau vert que d'autres avaient choisi de délaïsser.

Notre travail a été multiple : réaffirmation de la dimension environnementaliste du combat des écologistes politiques, réarmement intellectuel, rassemblement des écologistes, travail programmatique, ou soutien aux initiatives locales procédaient dans notre démarche du même désir de constituer une offre verte affranchie des schémas anciens. C'est parce que ce travail a été mené sans coup férir, et qu'il le fût de manière collective, que nous avons pu connaître le succès des élections européennes.

suite page suivante 

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

La vague qui nous porte n'est pas née de notre seule initiative. Personne ne peut en effet sérieusement nier que l'accélération de la prise de conscience de la catastrophe climatique en cours joue un rôle déterminant dans l'écoute retrouvée dont nous jouissons.

Mais quand les oreilles se tendent, il faut que la parole soit claire. En sortant de la tutelle intellectuelle et politique de la sociale démocratie, en refusant de nous soumettre aux catégories imposées par des forces politiques comptables de la crise que nous vivons, en ayant l'audace de dire notre vérité, nous avons retrouvé le chemin du succès. En nous respectant nous-mêmes, nous avons regagné le respect d'autrui. En assumant le drapeau vert, nous avons retrouvé le chemin de la fierté. Quelles leçons en tirer ?

Premièrement qu'une ligne politique claire et constante est la première condition de la réussite. Toujours, c'est la clarté qui rassemble et c'est l'ambiguïté qui divise. La singularité de l'écologie politique est désormais établie. Nous avons vocation à rassembler autour de nos propositions et devons refuser d'être traités en appendices d'autres forces politiques.

Deuxièmement, que l'écologie est un sport collectif. C'est ensemble que nous avons su devenir crédibles. Notre unité est notre bien le plus précieux. Aucune ambition personnelle ne peut s'épanouir positivement sans son inscription dans une ambition collective.

Troisièmement, que nous ne sommes pas propriétaires de la confiance qui nous est accordée. Nous sommes ses obligés. Elle doit donc déterminer notre action. En particulier, la génération climat qui, partout, se met en marche pour imposer un agenda politique nouveau est notre mandataire le plus exigeant.

Elle n'attend pas de nous que nous nous soumettions à l'ordre du monde, mais que nous le transformions pour rendre possible l'avenir. Au moment où s'achève mon mandat, je tenais à vous livrer ces réflexions. Elles n'ont pas vocation à faire autorité mais à instruire sur la démarche que j'ai eu l'honneur de conduire avec vous en exerçant la belle responsabilité de secrétaire national d'EÉLV.

Voici donc ce que nous sommes. Des écologistes, tout simplement. Nous portons une idée neuve aux racines profondes. Nos valeurs et nos convictions nous guident. Nous savons désormais ce qui, par le passé, nous a fait perdre du temps et de l'énergie, et nous savons aussi ce qui a pu nous faire gagner. Avec détermination et fidélité, je continuerai à œuvrer en ce sens, à vos côtés.

Amitiés, ■

David Cormand
Secrétaire national

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Comment ça marche ?

Réuni tous les trois ans, le Congrès Fédéral est l'instance qui fixe l'orientation politique du parti et élit les personnes qui seront chargées de la mettre en œuvre jusqu'au prochain congrès.

C'est le moment où les adhérent.e.s s'emparent de différentes thématiques pour élaborer les orientations politiques – les “motions d'orientation générale” – débattre et prendre position sur les sujets d'actualité et de politique générale – les “motions ponctuelles (ou thématiques)”.

Les orientations politiques proposées au vote des militant.e.s sont décrites dans des documents normés : les “motions d'orientation générale”. Elles abordent toutes les dimensions du projet politique souhaité : le rapport aux pouvoirs en place, la stratégie politique, le périmètre des alliances, la relation à la société, aux citoyen.ne.s, aux associations et aux élu.e.s, les voies de l'amélioration du fonctionnement interne.

Elles sont adossées à des listes de candidat.e.s au Bureau exécutif qui seront en charge de son application durant les trois prochaines années. **Un.e même adhérent.e ne peut signer qu'une seule motion d'orientation.**

Sont également proposées aux votes des “motions ponctuelles”. Elles abordent un sujet plus spécifique (actualité, vie du parti, combats locaux...) Un.e adhérent.e peut signer plusieurs motions ponctuelles.

Ces motions ont été déposées officiellement le 11 octobre 2019.

Désigner les instances qui appliqueront les décisions :

De nombreuses instances sont renouvelées à l'occasion du Congrès :

- le Conseil fédéral (CF), “parlement du parti” ;
- le Bureau exécutif (BE), “gouvernement du parti” ;
- les commissaires financiers.

LA PREMIÈRE PHASE : LE CONGRÈS DÉCENTRALISÉ SAMEDI 16 NOVEMBRE 2019

Où ça se passe ?

Les adresses régionales du Congrès décentralisé se trouvent à la page 10 de cette Tribune.

Qui y est convoqué ?

Tout.e.s les adhérent.e.s à jour de cotisation 2019 et validé.e.s par le Conseil politique régional (CPR) – pour les nouvelles adhésions de plus de trois mois. Les adhérent.e.s 2018 (non-démissionnaires) sont également convoqué.e.s et ils et elles peuvent participer aux votes dès lors qu'ils et elles régularisent leur situation au préalable auprès du Secrétariat régional, ou sur [soutenir.eelv.fr] ou, le jour même, le 16 novembre 2019, sur place au Congrès décentralisé.

Qu'est-ce qu'on décide ?

Les quatre motions d'orientation sont soumises au vote des adhérent.e.s au Congrès décentralisé l'après-midi. Les adhérent.e.s se prononcent également sur les 6 motions ponctuelles. Sont également désigné.e.s lors du Congrès décentralisé :

- Les conseillers/ières fédéraux/ales. Le scrutin s'effectue par un scrutin ad hoc à la proportionnelle de liste. Les listes de candidat.e.s ne sont pas tenues à épouser les motions d'orientation générale. Il est possible d'avoir des candidatures “hors motion” comme il est possible que deux ou plusieurs motions proposent des listes de candidat.e.s communes.
- Les délégué.e.s des régions (400 au total) au Congrès fédéral élu.e.s à la proportionnelle de listes. De la même manière que pour les conseillers/ières fédéraux/ales, rien n'oblige les listes de candidat.e.s à épouser les motions d'orientation générale. Il est possible d'avoir des candidatures “hors motion” comme il est possible que deux ou plusieurs motions proposent des listes de candidat.e.s communes.

suite page suivante

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Comment ça marche (suite) ?

LA DEUXIÈME PHASE : LE CONGRÈS FÉDÉRAL SAMEDI 30 NOVEMBRE 2019

Le Congrès fédéral se tiendra à la Bourse du Travail de Saint-Denis (93), le samedi 30 novembre 2019. Il sera suivi, dimanche 1^{er} décembre 2019, du premier Conseil fédéral. Il rassemble les 400 délégué.e.s des régions élu.e.s lors du Congrès décentralisé.

Le vote des motions

Les motions d'orientation peuvent être déposées à nouveau le jour du Congrès fédéral. Elles peuvent également fusionner entre elles – on parle alors de motions de synthèse. Les motions d'orientation présentent des candidat.e.s au Bureau exécutif (BE) et au Conseil fédéral (CF).

Les premières désignations

Lorsque le Bureau exécutif est au complet, les délégué.e.s votent pour la ou le Secrétaire national.e ; il ou elle ne peut être désigné.e que parmi les deux premiers/ières candidat.e.s de chaque liste pour le Bureau exécutif. C'est aussi le Congrès fédéral qui élit, pour trois ans, le binôme de commissaires financiers/ières du mouvement.

LA SÉANCE INAUGURALE DU CONSEIL FÉDÉRAL

Le premier Conseil fédéral se tient le lendemain du Congrès fédéral, le 1^{er} décembre 2019.

À cette occasion, les conseillers/ières fédéraux/ales désignent les membres des instances suivantes :

- Le bureau du Conseil fédéral (BCF) : 1 président.e, 4 membres ;
- La Commission permanente électorale (CPE) : 21 titulaires, 21 suppléant.e.s ;
- Les membres de la Commission financière du Conseil fédéral (CFCF) : 12 membres.

Toutes ces instances doivent respecter la parité.

Certaines instances peuvent être désignées lors du Conseil fédéral suivant pour des contraintes de temps.

Le Conseil fédéral (CF)

96 membres du Conseil fédéral désigné.e.s par les régions sont élu.e.s lors des Congrès décentralisés. Dans chaque région, des listes paritaires de doublettes sont constituées et déposées auprès du secrétariat du

Congrès décentralisé concerné. Ces listes ne font pas nécessairement référence à des motions d'orientation.

Les adhérent.e.s réuni.e.s en Congrès décentralisé votent pour l'une des listes présentées. Le nombre d'élu.e.s de chaque liste est déterminé à la proportionnelle au plus fort reste par rapport au nombre d'adhérent.e.s de chaque région à une date déterminée par le Conseil fédéral. Cette date doit être fixée au moins sept semaines avant la première phase du Congrès.

Chaque région a, au minimum, droit à deux sièges au Conseil fédéral. Si un ajustement se révèle nécessaire pour que le sexe des doublettes élu.e.s corresponde au résultat déterminé par le BE, il porte sur la (ou les) doublette.s la (ou les) moins bien élue.s du sexe sur-représenté. Le nombre d'adhérent.e.s à cette date est dit "nombre de référence". Le Bureau du Congrès suivant cette date détermine le nombre de doublettes de membres du Conseil fédéral par région. Pour les régions étant représentées par un nombre impair de doublettes, il est procédé à un tirage au sort national des régions devant apporter une doublette supplémentaire masculine et celles devant apporter une doublette supplémentaire féminine.

24 membres du Conseil fédéral sont désigné.e.s par le Congrès fédéral pour trois ans, à bulletins secrets au scrutin proportionnel de liste, paritaire, complète, à la plus forte moyenne. **Pour être membre du Conseil fédéral, il faut être adhérent.e depuis au moins un an.** Tout membre du Conseil fédéral peut être suppléé par la personne de même sexe élue en doublette avec lui.

Le siège est déclaré vacant :

- s'il est constaté que les deux délégué.e.s élu.e.s en doublette ont, l'un et l'autre, perdu la qualité d'adhérent.e ;
- si le/la délégué.e et son/sa suppléant.e sont absent.e.s plus de trois sessions consécutives du Conseil fédéral.

Tant que le Conseil fédéral ne sera pas paritaire, les doublettes démissionnaires sont remplacées systématiquement par la doublette suivante du sexe le moins représenté non encore élue venant sur la liste sur laquelle figurait le membre du Conseil fédéral dont le départ a provoqué la vacance. En cas d'impossibilité pour une liste de proposer une nouvelle doublette en remplacement de la doublette démissionnaire, le siège demeure vacant.

suite page suivante 

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Comment ça marche (suite) ?

Chaque organisateur/trice de Congrès décentralisé est tenu de joindre au PV de son Congrès toutes les doublettes présentées par toutes les listes, ordonnancées, pour communication au Bureau du Conseil fédéral. Lors des votes au sein du Conseil fédéral, chaque membre du Conseil fédéral dispose d'une voix non transférable.

Le Conseil fédéral se réunit au moins tous les trois mois en session ordinaire, suivant un calendrier prévisionnel de réunions établi annuellement par lui-même. Ce calendrier prévisionnel est diffusé auprès des adhérent.e.s au travers des médias du mouvement.

Le Conseil fédéral se réunit en session extraordinaire à la demande du quart au moins de ses membres ou sur convocation du Bureau exécutif.

Le Conseil fédéral prend ses décisions à une double condition, à 50% des votant.e.s (le total des oui ou des pour doit être supérieur à 50% des votant.e.s) et à 60% des exprimés (le total des oui ou des pour doit être supérieur à 60% des exprimés). ■

*Voir les statuts
et le Règlement intérieur
d'Europe Écologie Les Verts
sur eelv.fr, le mouvement
> Statuts et règlement intérieur*



Appel à candidatures

Commissaires financiers-cières

Le Congrès fédéral procédera à l'élection des **deux commissaires financiers/cières** d'Europe Écologie Les Verts (une femme, un homme). Pour être candidat.e, il vous suffit d'être adhérent.e à jour de cotisation.

MERCI D'ENVOYER VOTRE CANDIDATURE avant le 26 novembre 2019

Soit par courriel à : congres@eelv.fr

Soit par courrier à EÉLV – Bureau du Congrès, 3 rue de Vincennes, 93100 Montreuil accompagnée de vos coordonnées (courriel / adresse / téléphone)

et d'une profession de foi de maximum 2 500 caractères (espaces comprises) ■

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

A large area of horizontal dotted lines, intended for handwritten notes or text. The lines are evenly spaced and cover most of the page's vertical space.

Ça se passe où le 16 novembre ?

Lors du Congrès décentralisé du 16 novembre, tou.te.s les adhérent.e.s se réunissent simultanément dans chaque région en respectant exactement le même ordre du jour.

Alsace	Foyer Ste-Marie, Association France Carrefour, Salle Oberlechner, 14 rue Maimbourg, 68000 Colmar
Aquitaine	Salle Quintin Loucheur, 96 rue de la Béchade, 33000 Bordeaux
Auvergne	Salle Auguste Ricard, 20 rue de la Rocade, 63100 Clermont-Ferrand
Bourgogne	Espace Saint Ex, Centre international de séjour, rue Saint-Exupéry BP 123, 71400 Autun
Bretagne	Salle le Cadran, Maison de quartier Beauregard, 11 avenue André Mussat, 35000 Rennes
Centre	Ethic Étapes Jean Monnet, 5 rue Jean Monnet, 41200 Romorantin-Lanthenay
Champagne-Ardenne	Hôtel de Ville de Mézière, salle 1, place de l'Hôtel de Ville, 08000 Charleville-Mézières
Corse	Fac de Corte, salle A, Faculté de droit, 20200 Corte
Franche-Comté	Centre International de Séjour, 3 avenue des Montboucons, 25000 Besançon
Guadeloupe	Centre Rémi NAINSOUTA, boulevard Legitimus, 97110 Pointe-à-Pitre
Guyane	Chez Michel Dubouillé, 1750 chemin de la Désirée, 97351 Matoury
Hors de France	Bureau du Groupe, 4 rue du St. Esprit, L-1475 Luxembourg
Île-de-France	Le Cargo, 49-51 av. Henri Barbusse, 93000 Bobigny
Languedoc-Roussillon	Lieu à définir
Limousin	Local EÉLV, 11 rue Delescluze, 87000 Limoges
Lorraine	Domaine du Charmois, 2 avenue du Charmois, 54500 Vandoeuvre Les Nancy
Midi-Pyrénées	Salle Barcelone, 22 allées de Barcelone, 31000 Toulouse
Nord-Pas-de-Calais	Salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville, rue de l'Hôtel de Ville, 59500 Douai
Normandie	La Halle aux Toiles, 19 place de la Basse Vieille Tour, 76000 Rouen
Pays de la Loire	Salle des Fêtes, rue Henri Gandon, 49430 Huillé-Lézigné
Picardie	Salle Communale (Hôtel de Ville), 90 rue de l'Église, 80400 Brouchy
Poitou-Charentes	Salle Abeille, 287 rue de la Gare, 79360 Beauvoir-sur-Niort
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Hôtel Novotel Prado, 103 avenue du Prado, 13008 Marseille
Réunion	Centre Jacques Tessier, 13 rue des Murex, 97434 La Saline les Bains
Rhône-Alpes	Parc des expositions, 16 avenue Georges Clémenceau, 26000 Valence
Savoie	Maison Aussedat, salle de la Résistance, rue de la Providence, 74000 Annecy

Attention, certaines régions organisent leur Congrès régional le week-end des 16-17 novembre (samedi ou dimanche).

Vous recevrez de leur part une convocation séparée.

Cet éventuel Congrès régional aura dans tous les cas lieu

EN PLUS du Congrès décentralisé ordinaire,

qui partout en France se déroule simultanément samedi 16 novembre après-midi.

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Ordre du jour du Congrès décentralisé ordinaire du 16 novembre 2019

Congrès décentralisé ordinaire

13h00 Ouverture émargement

13h30 Heure limite de dépôt des listes de délégué.e.s au congrès et des listes de candidat.e.s au Conseil Fédéral.

13h30 Présentation des motions d'orientation et débat

15h00 Présentation des listes de candidat.e.s au Conseil Fédéral

15h30 Présentation des listes de délégué.e.s au Congrès Fédéral

15h30 Fin de l'émargement, hors file d'attente

15h45 Ouverture des votes sur les motions d'orientation, délégué.e.s au Congrès et candidat.e.s au Conseil Fédéral

16h30 Présentation des motions ponctuelles et temps de débat

17h30 Clôture des votes sur les motions d'orientation, délégué.e.s au Congrès et candidat.e.s au Conseil Fédéral (hors file d'attente) (*)

17h45 Ouverture du vote sur les motions ponctuelles

18h15 Début de la remontée des résultats pour les résultats des votes sur les motions d'orientation

18h45 Clôture des votes sur les motions ponctuelles (hors file d'attente) (*)

19h00 Début de la remontée des résultats des votes sur les motions ponctuelles

→ Les horaires en gras sont impératifs, les autres étant indicatifs et à la discrétion du bureau du Congrès décentralisé.

(*) Le vote peut être déclaré clos par le bureau du Congrès décentralisé dès lors que toutes les personnes ayant émargé ont voté..

Le 16 novembre, lors du Congrès décentralisé, chaque motion d'orientation constituera une liste de délégué.e.s régionaux/ales pour le Congrès fédéral du 30 novembre 2019.

Manifestez-vous auprès des représentant.e.s régionaux/ales de la sensibilité dont vous vous sentez proche pour en faire partie. Les frais de transport et d'hébergement sont pris en charge aux conditions du barème EÉLV en vigueur.

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Tableau région par région

Lors du Congrès décentralisé du 16 novembre, les adhérent.e.s d'Europe Écologie Les Verts élisent 400 délégué.e.s pour les représenter le 30 novembre au Congrès fédéral de Saint-Denis.

	Nombre de référence	Doublettes Conseil fédéral	Parité	Délégué.es au Congrès fédéral	Parité
Alsace	174	2		9	H
Aquitaine	421	4		21	H
Auvergne	115	2		6	
Bourgogne	148	2		7	H
Bretagne	348	3	F	18	
Centre	178	2		9	F
Champagne-Ardenne	47	2		2	
Corse	9	2		2	
Franche-Comté	117	2		6	
Guadeloupe	17	2		2	
Guyane	8	2		2	
Hors de France	104	2		5	F
Ile de France	2 383	25	F	123	F
La Réunion	24	2		2	
Languedoc-Roussillon	561	6		29	H
Limousin	56	2		3	H
Lorraine	102	2		5	H
Midi-Pyrénées	320	3	H	16	
Nord-Pas de Calais	413	4		21	F
Normandie	196	2		10	
PACA	453	4		23	F
Pays de la Loire	565	6		29	H
Picardie	85	2		4	
Poitou-Charentes	180	2		9	F
Rhône-Alpes	662	7	H	34	
Savoie	60	2		3	F
	7 746	96		400	

Tableau des adhérent.e.s à Europe Écologie Les Verts en 2019 (nombre vert) région par région et du nombre total de doublettes au Conseil fédéral ainsi que de délégué.e.s pour le Congrès fédéral du 31 novembre à Saint-Denis. Ce tableau prend en compte la parité à respecter.

Ordre du jour du 30 novembre

Le 30 novembre 2019, à Saint-Denis, les 400 délégué.e.s se prononcent sur l'orientation du mouvement et les motions ponctuelles. Ils élisent les quinze membres du Bureau exécutif, 1/5^e des membres du Conseil fédéral et les deux commissaires financiers.

Congrès fédéral ordinaire

- | | |
|---|--|
| 9h00 Ouverture de l'émargement | |
| 13h00 Heure limite de dépôt des motions et des listes de synthèse auprès du Bureau des Congrès | |
| 14h00 Fin de l'émargement des congressistes
Annonce des résultats du Congrès décentralisé | 14h00 Ouverture des votes pour les motions ponctuelles n'ayant pas été validées lors du Congrès décentralisé |
| 14h15 Discours du secrétaire national sortant
Bilan du Bureau exécutif
Bilan de la Trésorerie nationale | 15h00 Clôture du vote des motions ponctuelles |
| 15h30 Ouverture du débat des motions d'orientation générale. | 15h30 Ouverture du vote des motions d'orientation générale. |
| 16h30 Fin du débat des motions d'orientation générale
Présentation des listes de la part nationale du Conseil fédéral.
Annonce des résultats des motions ponctuelles resoumises au vote. | 16h30 Fin du vote des motions d'orientation générale
Ouverture du vote des listes de la part nationale du Conseil fédéral. |
| 17h00 Présentation des candidat.e.s aux postes de Commissaire financier
Présentation du bilan des Commissaires financiers | |
| 18h00 Annonce des résultats des votes des motions d'orientation générale
Présentation du nouveau Bureau exécutif
Discours du/de la secrétaire national-e élu-e | 17h30 Clôture du vote des listes de la part nationale au Conseil fédéral
Ouverture des votes des Commissaires financiers/ières |
| 18h30 Annonce des résultats de la part nationale du Conseil Fédéral. | 18h30 Clôture du vote des Commissaires financiers/ières |
| 19h00 Annonce des résultats des commissaires financiers
Clôture du congrès | |

Les 400 adhérent.e.s désigné.e.s lors des Congrès décentralisés en régions le 16 novembre forment le corps électoral du Congrès fédéral de Saint-Denis le 30 novembre.

Mais tout.e.s les adhérent.e.s d'Europe Écologie Les Verts sont les bienvenu.e.s au Congrès fédéral pour assister aux travaux...

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Comment voter ?

Pour pouvoir voter le 16 novembre au Congrès décentralisé ordinaire, il faut se présenter avec son "mandat / preuve d'émargement" (A4 recto/verso) joint dans l'enveloppe de *La Tribune*.

En cas d'impossibilité d'assister aux Congrès, vous pouvez confier ce document signé et dûment rempli à un.e proche, qui votera pour vous.

The image shows two versions of the 'Mandat / Preuve d'émargement' form, one for the recto (front) and one for the verso (back).

Recto (Front): Titled 'CONGRÈS DÉCENTRALISÉ ORDINAIRE 16 NOVEMBRE 2019'. It contains a field for '[Nom, prénom, coordonnées, code-barres, etc.]', the title 'MANDAT PREUVE D'ÉMARGEMENT', and two checkboxes: 'Je suis présent.e : j'apporte cette preuve d'émargement' and 'Je suis absent.e : je donne procuration à'. Below the second checkbox are fields for 'NOM', 'Prénom', 'Fait à', and 'Le'. There is also a 'Votre signature (obligatoire)' field. A large block of text at the bottom explains the rules for voting and proxying.

Verso (Back): Titled 'CONGRÈS DÉCENTRALISÉ ORDINAIRE 16 NOVEMBRE 2019' and 'MODE D'EMPLOI'. It contains the text 'Pour pouvoir voter le 16 novembre 2019, vous devez vous munir de ce document signé', followed by a paragraph explaining the purpose of the form. Below this is the section 'Pour voter' with the heading 'Les bulletins de vote sont disponibles sur place' and a numbered list of 6 instructions regarding the voting process. At the bottom, it says 'Bon congrès !' and provides contact information: 'Tous les textes, toutes les infos sur : eelv.fr/congres-2019 • Contact : congres@eelv.fr'.

Tout.e.s les adhérent.e.s et tout.e.s les coopérateurs/trices d'Europe Écologie Les Verts peuvent participer au Congrès décentralisé ordinaire du samedi 16 novembre 2019. Mais seul.e.s les adhérent.e.s à jour de cotisation peuvent voter – les adhérent.e.s 2018 n'ayant pas encore réadhéré en 2019 peuvent régler leur cotisation sur place. Chaque adhérent.e physiquement présent.e ne peut porter qu'une seule procuration en plus de sa propre voix; elle/il ne peut porter une procuration que d'un.e adhérent.e inscrit.e dans la même région. Pour être valable, ce formulaire doit être validé par le bureau d'émargement à l'arrivée du porteur du mandat. Aucun autre formulaire de mandat, aucune photocopie, aucun scan imprimé, aucune photo... ne seront acceptés, hormis ce présent mandat ou son duplicata émis et envoyé par courrier par le Secrétariat national d'EÉLV – demande personnelle de duplicata à adresser par courriel à congres@eelv.fr dans des délais raisonnables autorisant un retour par La Poste. Strictement aucun mandat (vierge ou rempli) ne doit être envoyé au Secrétariat national. ■

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

4 bulletins pour 4 votes le 16 novembre

Le carton de vote individuel ainsi que les bulletins de vote (format A5 recto)
sont disponibles sur place au Congrès décentralisé.

CONGRÈS DÉCENTRALISÉ ORDINAIRE
CARTON DE VOTE
Prénom
Nom
Région
Numéro d'adhérent.e
Vote 1 Vote 2 Vote 3 Vote 4
SAMEDI 16 NOVEMBRE 2019

CONGRÈS DÉCENTRALISÉ ORDINAIRE
BULLETIN DE VOTE
MOTIONS PONCTUELLES
(COCHER UNE SEULE CASE PAR MOTION)
1 CONSTRUIRE EN CONFIANCE LES MOYENS DE NOS AMBITIONS
 Pour Contre Blanc NPPV
2 EELV LE PREMIER PARTI ÉCOFÉMINISTE
 Pour Contre Blanc NPPV
3 MOTION PONCTUELLE STATUTAIRE PLUS DE DÉMOCRATIE ET PLUS DE DÉBATS : RÉINSTATURONS LA PROPORTIONNELLE INTÉGRALE AU BUREAU EXÉCUTIF
 Pour Contre Blanc NPPV
4 REPLACER LES MILITANT·E·S AU CŒUR DU FONCTIONNEMENT D'EELV !
 Pour Contre Blanc NPPV
5 CONDITION ANIMALE, AGRICULTURE ET ALIMENTATION : DÉPASSER LES CLIVAGES ET ÉCRIRE UN NOUVEAU CHAPITRE D'ÉCOLOGIE POLITIQUE
 Pour Contre Blanc NPPV
6 S'ENGAGER VERS UNE DÉMOCRATIE PERMANENTE
 Pour Contre Blanc NPPV
NPPV : ne prend pas part au vote.
VOTE LE SAMEDI 16 NOV. 2019 À 17H45

CONGRÈS DÉCENTRALISÉ ORDINAIRE
BULLETIN DE VOTE
MOTIONS D'ORIENTATION
(COCHER UNE SEULE CASE SINON BULLETIN INVALIDE)
 A L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR, GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN
 B LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE
 C DÉMOCRATIE ÉCOLO
 D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE, RETOUCHONS TERRE !
 blanc
VOTE LE SAMEDI 16 NOVEMBRE 2019 À 15H45

CONGRÈS DÉCENTRALISÉ ORDINAIRE
BULLETIN DE VOTE
LISTES DE DÉLÉGUÉ.ES POUR LE CONGRÈS FÉDÉRAL DU 30 NOVEMBRE 2019 À SAINT-DENIS
(INDIQUER LA LETTRE ET/OU LE NOM DE LA LISTE CHOISIE)
[] [BLANC]
RAPPEL : les listes de candidat·es ne sont pas tenues à épouser les motions d'orientation générale. Il est possible d'avoir des candidatures "hors motion" comme il est possible que deux ou plusieurs motions proposent des listes de candidat·es communes.
VOTE LE SAMEDI 16 NOVEMBRE 2019 À 15H45

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Sandra Regol

SECRÉTAIRE NATIONALE ADJOINTE, PORTE-PAROLE,
CHARGÉE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Porter la parole écologiste se fait dans le temps court des media et demande de synthétiser votes du CF, discussions avec les militant-es, actualité et programme. En tant que SNA, rétablir les liens avec les autres partis a été ma mission.

3 ans de mandat, ce sont des centaines de communiqués de presse (en lien avec régions et commissions thématiques) et dizaines de rencontres publiques pour porter la parole écologiste - NDDL, Bure, procès des chaises de la société Générale (ATTAC), lutte contre les violences sexuelles et sexistes (Nous Toutes), marches vérité et justice (Adama Traoré, etc.), migrants, soutien aux peuples en lutte (Kurdes, Catalans, etc.) - car luttes sociales et environnementales sont un seul et même combat.

Parler avec pédagogie, partir des besoins de la population pour élaborer des réponses nous a

permis de faire progresser le temps de parole d'EELV dans les médias.

Pour outiller les écologistes dans tous les territoires nous avons, avec Marine Tondelier et Julien Bayou, développé les kits militants : marches climat, droits des femmes, taxe carbone, réforme de la SNCF, etc. Ces supports créés par nous, ont permis une économie de plus de 10000€ pour le parti. ■

Alain Coulombel

SECRÉTAIRE NATIONAL ADJOINT, DÉLÉGUÉ AU PROJET ET À LA PROSPECTIVE,
CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LA FONDATION DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE,
CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES

1) Le projet Bien Vivre

En tant que Secrétaire National Adjoint, chargé du projet et de la prospective, ma première tâche a été d'ouvrir, dès le mois de juin 2016, en lien avec Marie déléguée à l'Europe et les commissions, le chantier du projet et du programme pour les élections présidentielles et législatives de 2017. L'ensemble a donné lieu à la publication de notre projet « Bien Vivre ».

2) Les auditions, conventions, séminaires

Parallèlement, j'ai organisé une série d'auditions filmées de chercheurs, universitaires, journalistes sur le sujet du terrorisme. Ces réflexions ont donné lieu à un dossier « Terrorisme, État d'urgence, démocratie : enjeux et perspectives » ? Deux conventions ont été organisées : la première sur « l'avenir du travail », à Grenoble, a réuni deux cents personnes, autour de chercheurs, syndicalistes, politiques. Cette journée a donné

lieu à des interviews filmées et à un dossier d'une dizaine de pages intitulé « réflexions sur le travail », la seconde sur la « géopolitique du climat », à Paris, a réuni une cinquantaine de personnes autour de tables rondes. La convention a également été filmée. Un séminaire mensuel sur « l'effondrement », de 4 séances, a été organisé entre 2018 et 2019. L'occasion d'écouter des scientifiques, des chercheurs en sciences humaines, des collapsologues. Chaque séance a été enregistrée.

3) Durant les 3 années, j'ai participé à la préparation des présidentielle/législatives, aux BE hebdomadaires, aux Conseils fédéraux, aux conseils de surveillance de la FEP, aux CA de la Fondation Copernic, à l'animation d'ateliers et de plénières aux JDE, aux travaux des Assises de l'écologie politique et des solidarités ou encore aux réunions liées à la Refondation de notre mouvement. ■

suite page suivante ►

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Julien Bayou

PORTE-PAROLE,
CO-RÉFÉRENT POUR LA RÉINVENTION

Ces dernières années, je me suis attaché à porter notre parole collective dans l'ensemble des médias dans les moments difficiles comme plus heureux, quand l'écologie était moquée comme lorsqu'elle s'impose comme le ferment des victoires à venir. Depuis notre élection avec Sandra Regol comme porte-parole, nous avons rédigé des centaines de communiqués, co-construits avec les commissions, groupes locaux et régions concerné.e.s, notamment pendant les périodes électorales, pour réagir à l'actualité ou contribuer à porter le débat public sur des sujets écolos peu traités : santé environnementale, condition animale, projets inutiles et imposés comme les bassines dans les Deux-Sèvres, le GCO à Strasbourg, ou Europacity en Île-de-France. Je retiens également le soutien apporté par le mouvement aux militantes écologistes Sandrine Rousseau, Annie

Lahmer, Elen Debost et Isabelle Attard dans l'affaire Baupin. Ces trois ans ont été également l'occasion de multiplier les mobilisations, dans le cadre du referendum sur Notre-Dame-des-Landes, pour l'expérimentation du revenu universel ou à l'occasion de consultations publiques, et pour le climat en général. Alors qu'aux européennes la liste Europe Écologie est devenue la troisième force politique, que le dérèglement climatique s'accroît, une responsabilité immense pèse désormais sur nos épaules. Nous devons travailler à un nouveau récit, un nouvel imaginaire, celui de la société écologiste et mener ensemble l'écologie au pouvoir. ■

Thierry Brochot

TRÉSORIER NATIONAL

Trésorier national en charge de l'administration générale et de l'organisation du siège, j'ai pu mesurer à ma prise de fonction mi-2016 l'impasse financière à laquelle le parti était confronté. Des régions rendues exsangues par le résultat des élections régionales et la baisse des adhésions et un secrétariat national criblé de dettes et affligé de frais de fonctionnement incompatibles avec ses ressources. Par surcroît, la perspective d'une baisse de moitié du financement public (de 2,8 M€ jusqu'en 2017 à 1,4 M€ à partir de 2018), a rendu indispensable l'élaboration de plans d'économies successifs et la mise en œuvre de décisions douloureuses: vente du siège national et licenciements économiques, notamment. Chacune et chacun a été mis à contribution pour sortir de la crise. L'ensemble du parti (bureau exécutif, Conseil fédéral, régions, etc.) s'est mobilisé pour sortir de l'im-

passer et s'astreindre aux efforts nécessaires pour redresser notre situation financière. Aujourd'hui, nos finances sont assainies, les dettes externes ont été réglées, le tableau de marche de remboursement de la dette du national aux régions est scrupuleusement respecté. Le mouvement a gagné en visibilité sur ses finances ce qui permet, en maintenant la nécessaire rigueur dans la gestion de nos finances, d'aborder la période qui s'ouvre et les élections qui se profilent avec sérénité et détermination. Je remercie le bureau exécutif, le Conseil fédéral et les régions EÉLV pour leur écoute et leur soutien constants dans les décisions difficiles que nous avons dû prendre et pour avoir accompagné la mise en œuvre des différentes mesures d'économie nécessaires au redressement de l'état de nos finances. ■

suite page suivante 

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Henri Arévalo

J'ai été désigné membre du BE au titre de la motion « Europa ». Nous ne partageons pas la ligne imprécise de la coalition majoritaire. Nous aspirions à un renouvellement des pratiques d'animation du parti. J'ai participé à tous les BE physiques et à la quasi totalité des BE téléphoniques. Je le précise car je considère l'assiduité et la ponctualité comme les premières expressions du respect des mandants. C'est aussi une garantie pour décupler l'efficacité de toute instance dont les membres adoptent ces évidents principes de travail ... Tout en découvrant le fonctionnement du BE, j'ai collaboré en acceptant une délégation, celle du rapport aux acteurs économiques mais je me suis vite rendu compte que la majorité n'appliquait pas le principe de collégialité. De fait en position de minoritaire, j'ai pris l'option d'être force de proposition pour infléchir les décisions vers une ligne politique claire et cohérente, en

prospective, et éviter une gestion au fil de l'eau. J'ai toujours gardé une vigilance sur l'adoption de méthodes et le respect des processus démocratiques. Je me suis également investi dans la vie du Conseil fédéral, appuyant les conseillers fédéraux de notre motion pour préparer les CF et lors des sessions. J'ai porté trois motions toutes en lien avec l'évolution du parti, son unité, sa capacité à rassembler et à s'ouvrir, en cohérence avec l'orientation réaliste de la motion Europa. J'ai soutenu les Assises et dernièrement le processus de refondation/réinvention. Une réflexion s'impose quant à la différenciation entre « direction du parti » et « bureau exécutif ». Les attendus de l'activité des membres minoritaires du BE doivent être clarifiés et l'idée de collégialité retrouvée. Le « parisianisme » du BE reste également une vraie question. ■

Nadia Azoug

CO-RÉFÉRENTE
POUR LA RÉINVENTION

Tout Autre Chose. Voici des extraits de notre profession de foi, de 2016, complétés par « une appréciation bilan ».

« Gnagnagnagnagnagna » Jean-Michel Toutvert. Toujours en cours - nette diminution. « C'est affirmer sans vergogne une écologie cosmopolitaire, alter-européenne, transnationale et désirable ». Non atteint.

« L'urgence est double : réaffirmer le projet écologiste et le rendre aux adhérents. Sans adhérent, pas de militant, pas de parti. ». Non atteint. En progression...

« Remettons les adhérents au centre du jeu. ». Non atteint.

« Rompre avec cette gauche qui refuse de comprendre que le nouveau visage de la question sociale, c'est l'environnement. ». Non atteint. Peut mieux faire. Besoin de persévérer.

« Rompre avec cette gauche trop française qui

n'hésite pas à se servir de la laïcité, pour se débarrasser de tout ceux qui ne lui ressemblent pas. ». Non atteint.

Echanger avec des semblables et l'entre soi tue. « Fonder un imaginaire alternatif et reconnaître que l'écologie n'est ni une 3^{ème} voie face à une « droite » et une « gauche » usées... dont personne ne comprend plus les contours... mais bien une alternative face au quadratique général et mortifère : néolibéralisme, productivisme, conservatisme nationalisme. ». En cours – persévérons.

« Nous ne ferons pas l'économie d'une transformation interne et d'une révolution externe ». Non atteint.

Y'a du boulot à l'interne – l'externe va plus vite. Besoin de persévérer. ■

suite page suivante ►

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Bruno Bernard

DÉLGUÉ AUX ÉLECTIONS ET AUX RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES,
CO-DÉLGUÉ AUX RÉGIONS

Juin 2016, 33% des français ont une bonne opinion d'EÉLV. En septembre 2019, ils sont 56%. Le redressement est impressionnant : proche de la cessation de paiement en 2016, moribond en 2017 avec notre absence à l'élection présidentielle et la perte de tous nos députés. Aujourd'hui, après avoir obtenu plus de 3 millions de voix aux élections européennes, avoir rassemblé la famille des écologistes, les élections municipales se présentent bien. Dans ma délégation aux élections, les sujets ont été nombreux, sans moyen salarié. J'ai cherché à échanger, dans le respect, avec tous ceux qui le souhaitent, avec les secrétaires régionaux et la commission électorale, dont le travail a rarement été aussi serein. Ceci a aidé à dégager des consensus ou des fortes majorités. Dans un contexte politique difficile, l'organisation de la primaire de l'écologie a été une réussite avec un système de parrainage

permettant d'avoir des candidatures légitimes et une bonne tenue des débats. Grâce à l'implication des groupes locaux et des régions, nous avons réussi à présenter 455 candidatures paritaires aux élections législatives et obtenu 4,20% des voix en moyenne, permettant d'assurer le minimum vital de financement public. En septembre 2017, 4 sénateurs écologistes ont été élus. Pour les élections européennes, la mise en place du dispositif de recherche de consensus a permis de démarrer la campagne plusieurs mois plus tôt, et au final d'avoir 12 élus, en respectant parfaitement la proportionnelle des motions de 2016. Enfin, le dispositif pour une campagne nationale percutante des écologistes est en place pour réussir les élections municipales et nous placer comme l'alternative à la droite libérale de Macron et la droite nationaliste de Le Pen. ■

Christelle de Crémiers

DÉLGUÉE AUX RELATIONS
AVEC LES ACTEURS ÉCONOMIQUES

Arrivée au BE à mi-mandat, j'ai expérimenté la minorité en BE au temps de la prime majoritaire et me suis investie dans la rédaction de plusieurs argumentaires. En premier, sur le thème de l'économie, sur lequel j'ai été désignée au sein du BE, j'ai animé un groupe de travail pour qu'EÉLV dispose d'une définition de référence du terme « société post-croissance » qui a été validée par le Conseil fédéral. Cela a permis de contribuer à nos débats au sein du BE et au CF sur le « Green New Deal » et sur « l'économie de marché » et leur compatibilité avec un projet écologiste. Ensuite, sur le thème du rassemblement des écologistes et de la primauté de l'écologie sur le clivage droite-gauche, je me suis opposée au projet de la majorité de faire liste commune avec GénérationS aux européennes et proposé des rédactions alternatives en ce sens à la motion de cadrage du BE. Enfin,

sur le thème de la démocratie interne, j'ai proposé une motion sur le respect des statuts, un plaidoyer contre la suspension de l'article III-2-1 du RI (désignation des candidat.e.s aux européennes à la proportionnelle de liste) et une expression alternative du BE en réaction à la communication signée « BE » sur la décision de justice. Ayant voté en BE contre la suspension de l'adhérente lanceuse d'alerte, j'ai contribué à rédiger l'appel « Nous sommes Marie-Cécile » puis argumenté contre le questionnaire du BE orienté vers la suppression des motions. Je tiens à saluer les salarié.e.s du parti pour leur engagement. ■

suite page suivante

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Philippe Stanisière

Membre du BE depuis janvier 2018 suite aux démissions de Thierry Pradier, Elise Lowy et avec un refus des majoritaires de me confier une délégation sur la démocratie interne ou l'international, j'ai agi pour aider au repositionnement de notre parti et empêcher un affaiblissement de notre démocratie interne. La majorité voulait initier un rapprochement avec GénérationS en lançant une liste pour les européennes où les places éligibles auraient dû être partagées à égalité. Puis une fusion aurait été organisée entre notre mouvement et celui de Benoît Hamon. C'est en soutenant de faire revoter l'interdiction de la double appartenance au CF que le BE refusait de sanctionner avec les membres de GénérationS que la majorité a lâché prise pour revenir à l'autonomie de notre liste des écologistes aux européennes. J'ai construit la liste des européennes en tant que

membre du bureau de la Commission Electorale Permanente et défendu régulièrement l'application de la proportionnelle dans notre parti alors qu'était suspendu régulièrement les règles pour ne pas l'appliquer. J'ai lutté pour que Marie-Cécile Ruiz qui demandait à faire appliquer nos règles en justice ne soit pas exclue de notre parti. J'ai pu empêcher qu'il soit mis fin à la proportionnelle par un questionnaire biaisé qui devait servir d'argument pour organiser un référendum. Malgré toutes ces batailles nous avons pu au sein du BE avoir de bonnes relations et je salue tous mes collègues et les salariés pour leur aide précieuse. ■

Nicolas Thierry

DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS
AVEC LES ACTEURS ENVIRONNEMENTAUX

Membre du bureau exécutif en charge des relations avec les associations environnementales, mon mandat fut l'occasion de participer à retisser un lien quelque peu distendu avec certaines organisations, et plus précisément, avec le monde naturaliste et engagé en faveur de la biodiversité. En comparaison avec le dérèglement climatique, la disparition de la diversité biologique, sujet pourtant vital et majeur, bénéficie d'un déficit de couverture médiatique. Les ONG investies sur ce sujet sont donc très en attente d'être écoutées, reconnues et prises en considération par la sphère politique, et particulièrement par l'écologie politique. Des grandes organisations comme la LPO, pour ne citer qu'un exemple parmi bien d'autres, formulaient cette attente. Le retour aux JDE, depuis 2 ans, d'une personnalité comme Allain Bougrain-Dubourg est un signe fort d'une

confiance retrouvée entre notre mouvement et le monde naturaliste. Mon mandat a donc essentiellement consisté à recréer, avec d'autres, ce dialogue qui permet aujourd'hui à EÉLV d'être considéré par les associations environnementales comme un mouvement qui fait de la protection du vivant une priorité absolue. C'est un acquis solide qui nécessite d'être sans cesse consolidé, responsabilité importante qui incombera à la prochaine équipe. ■

suite page suivante ►

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Marine Tondelier

DÉLÉGUÉE À LA COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE
ET AUX OUTILS NUMÉRIQUES, CHARGÉE DES JDE

Ce mandat a été l'occasion pour moi de travailler en équipe avec mes collègues porte-parole Julien Bayou et Sandra Regol à la communication et aux campagne-action, ainsi qu'à la modernisation de nos outils numériques avec le Trésorier Thierry Brochot : sortie d'un nouveau site internet, tracts, campagnes sur les réseaux sociaux, campagnes d'interpellation ou d'adhésion, etc. J'ai également poursuivi le travail engagé dans le mandat précédent sur les Journées d'été, que nous avons tout fait pour maintenir dans les moments particulièrement difficiles que notre parti a traversé mais qui les a rendues d'autant plus importantes pour le moral des troupes ! C'est aussi une délégation qui donne l'occasion de travailler avec l'ensemble des forces vives du parti: les commissions thématiques et nos élus sur le programme des ateliers, les régions sur l'accueil des militants, les bénévoles

locaux, et toutes celles et ceux qui parmi les participants ont une contribution à apporter. Je remercie chaleureusement toutes celles et ceux avec qui j'ai eu le plaisir de travailler sur ces projets, à commencer par tous les salariés du siège avec lesquels j'ai collaboré et dont l'engagement et le professionnalisme sont si précieux pour notre mouvement. L'affluence et l'énergie qui se sont dégagées de la dernière édition en date à Toulouse a été notre plus belle récompense ! ■

Marie Toussaint

DÉLÉGUÉE À L'EUROPE,
CHARGÉE DE LA JEUNESSE

Croire dans la force de nos idées. La politique est affaire de volonté. En entrant en responsabilité au bureau exécutif, nous avons la conviction qu'il était possible que l'écologie devienne une force déterminante. Mais nous savions aussi que sans travail collectif nous serions condamné.e.s à l'échec. C'est forte de cette idée que j'ai agi, avec les membres du bureau exécutif, avec vous, et avec des personnalités et structures extérieures. Je me suis engagée à la fois pour renforcer notre travail théorique et programmatique et pour développer notre capacité à agir sur le terrain des luttes. C'est ainsi que je conçois la construction d'un mouvement vert puissant et influent. Mon obsession a été de rendre son émergence possible. Nous avons renforcé la présence française au sein du Parti vert européen. J'y ai aussi porté notre voix dans son travail programmatique, essentiel pour bâtir

une autre Europe ; en y défendant les propositions que nous avons développées avec Alain pour les élections nationales. Parce que l'Europe n'est pas qu'une superstructure mais aussi une expérience partagée, nous avons organisé en région des débats "Parlons Europe" avec des mouvements qui font vivre l'écologie sur les territoires du continent. J'ai enfin coordonné pendant un an et demi le programme des européennes et notamment porté l'idée d'un traité environnemental pour remettre l'écologie au centre du jeu. Enfin, j'ai œuvré à retisser des liens entre EÉLV et les mouvements de jeunesse. Dans ce domaine comme dans d'autres, j'ai tenté de faire tomber les barrières entre réseaux associatifs écologistes et notre mouvement parce que j'ai la conviction que notre place est au cœur de la société mobilisée.e. ■

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

Bilan

Nous voilà arrivés au terme de plus de 3 années de mandat. Début juin 2016, alors que notre parti était en proie à d'importantes tensions internes et à des difficultés politiques externes, nous nous retrouvions en charge d'animer, de faire vivre l'organe clé de notre démocratie interne national, le Conseil fédéral.

Au cours de ce mandat nous avons organisé 15 week-ends de réunion du Conseil fédéral, riches de l'adoption de nombreuses motions qui ont permis à l'intelligence collective de ses membres de s'exprimer et de prendre des décisions qui ont engagé notre mouvement et l'écologie politique vers de nouveaux horizons. De surcroît, 8 votes en ligne ont été organisés sur divers sujets, plus ou moins consensuels, mais toujours dans la confiance grâce à la publication nominative des votes.

Le Conseil fédéral a été amené à faire des choix stratégiques pour EÉLV au sujet de diverses élections de niveau national (présidentielle et législatives 2017) et supranational (européennes 2019), ainsi qu'à valider nos programmes pour ces échéances. Que ce soit en réponse à l'actualité ou non, il aura apporté le soutien d'EÉLV à de nombreux combats environnementaux et/ou sociaux, tout en démontrant notre capacité à être force de proposition sur de nombreux sujets via de multiples motions thématiques.

En parallèle de ces activités, le Conseil fédéral aura aussi initié plusieurs démarches de réflexion sur l'avenir de notre mouvement et ses potentielles façons de se réinventer. Il aura accueilli plusieurs conférences-débats proposées par des commissions et/ou par le BE, ainsi qu'une initiation à la communication non violente, le tout dans un esprit de formation de ses membres et ouvert à la société civile.

En vue du prochain mandat du Conseil fédéral nous tenons à indiquer que sur les 120 doublettes (titulaire-s/suppléant-e-s) qu'il compte, rarement

plus de 80 ont été présentes lors des séances du Conseil fédéral. Pour que notre démocratie interne fonctionne bien il est impératif que le taux d'absentéisme diminue. Nous rappelons à celles et ceux qui, lors du Congrès, seront candidat-e-s pour intégrer le prochain Conseil fédéral l'engagement que cela implique ; notamment la participation aux 4 week-ends par an où il se réunit. Enfin, une piste d'amélioration serait de développer le lien entre les commissions thématiques et le Conseil fédéral. Trop peu de motions ont émané de ces commissions.

Nous souhaitons un congrès qui nous rassemble plus qu'il nous divise et qui puisse départager nos quelques divergences d'orientation tout en nous retrouvant autour des convergences qui fondent notre socle commun. ■

Nicolas Bonnet,
président du Conseil fédéral
Bernard Bourdeix,
Isabelle Brugeaud,
Dominique Dumazel
et Ludovic Lotode,
membres du Bureau du Conseil fédéral

Mémo :

Vous pouvez retrouver en ligne les décisions prises par le Conseil fédéral :

Par séance :

https://eelv.fr/decisions_du_conseil-federal/

Par thématique :

<https://eelv.fr/motions-du-conseil-federal-par-thematique/>

A series of 32 horizontal dotted lines for writing.





L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN

Après le résultat historique de la liste portée par Yannick Jadot aux européennes, associé à la consolidation du mouvement lors du mandat de secrétaire national de David Cormand, ce congrès n'est pas un congrès de plus : il est l'occasion de répondre à l'appel de la société.

De son résultat dépend notre capacité à entraîner dans notre sillage des millions de femmes et d'hommes qui ne demandent rien d'autre que d'avoir le droit à une existence digne sur une planète enfin protégée.

L'accélération

Greta Thunberg et les jeunes qui, partout sur la planète, se dressent pour exiger leur droit à un avenir et défendre la nature n'étaient pas nés lorsque les écologistes ont lancé l'alerte sur les ravages du modèle productiviste. Leur révolte donne une seconde jeunesse à l'engagement écologiste. L'urgence accélère la remise en cause d'un système aussi stupide que destructeur.

La catastrophe est palpable. Les rapports du GIEC sont sans appel : nous sommes sur la trajectoire du +5°C et plus et au cœur de la

sixième extinction massive des espèces : trois milliards d'oiseaux ont disparu en Amérique du Nord depuis 1970. L'été 2019 est le plus chaud jamais enregistré. La France a vu ses records de chaleur battus dans presque toutes les villes, et, autour du globe, les forêts s'embrasent : Amazonie, Californie, Sibérie, Congo, Indonésie sont la proie des flammes. Des sécheresses sont annoncées un peu partout, épuisant les nappes phréatiques et rendant encore plus dangereuses les centrales nucléaires.

Notre place est aux côtés de celles et ceux qui voient leurs droits bafoués par des élites prédatrices. A l'échelle internationale, nous soutenons donc les luttes pour la démocratie face à des régimes autoritaires, les mouvements populaires pour l'amélioration des conditions de vie et toutes les initiatives de défense des droits de la nature.

La planète est en effervescence. Des femmes et des hommes se lèvent pour dire qu'un autre futur est possible. Pour dire que l'effondrement d'un système doit déboucher sur l'espoir d'une vie meilleure. Le succès des Marches pour le climat ou de la pétition l'Affaire

du siècle montrent que les temps changent. Les consciences qui s'éveillent sont nos meilleures alliées. Des millions de personnes se posent des questions inédites et demandent que les choses changent. La percée écologiste aux élections européennes en témoigne : la société est en mouvement. Il serait illusoire de penser que tout le monde partage nos constats, et s'accorde sur les politiques à mener. Mais nous pouvons renverser le cours des choses. La base sociale du mouvement écologiste s'élargit, de nouvelles catégories de la population prêtent désormais attention à notre discours.

Le défi historique à affronter décuple notre volonté. Nous n'avons pas le droit de décevoir les jeunes qui nous rejoignent dans les urnes comme nous les avons rejoints dans les rues. Nous n'avons pas le droit de perdre.

URGENCE SOCIALE, URGENCE ENVIRONNEMENTALE : LA SOBRIÉTÉ JUSTE POUR UNE VIE MEILLEURE

Chacune et chacun touche désormais du doigt l'inanité de la promesse d'une croissance infinie dans un monde fini. Disons les choses sans

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN

détour : le capitalisme extractiviste, dopé aux énergies fossiles, détruit les écosystèmes, dans le même mouvement ou il dépossède des millions d'êtres humains de leurs terres, de leurs ressources et de leur dignité.

Pour devenir majoritaires, nous devons conquérir la confiance de celles et ceux qui ne font pas directement le lien entre leur condition sociale et la question écologique.

Les populations les plus pauvres sont, en France et partout dans le monde, les premières victimes de la crise environnementale. Face aux impacts du changement climatique, il est essentiel de permettre à chaque citoyen-ne de se protéger et s'adapter. Notre projet doit impérativement comprendre les mesures de justice sociale qui s'attaquent aux inégalités. Les angoisses de la fin du mois et de la fin du monde ne doivent pas s'opposer. Ce n'est qu'en y répondant conjointement que notre société pourra envisager un avenir meilleur. Le mouvement des gilets jaunes n'est pas un refus de l'écologie, mais un refus de l'injustice qui consiste à tout faire peser sur les un.e.s tandis

que les autres s'exonèrent de la solidarité la plus élémentaire.

La majorité n'a souvent le droit qu'à la pénurie tandis qu'une minorité reste dans l'abondance outrancière. Voilà ce qui doit changer.

Pour y parvenir, il faut sortir de la logique qui voit dans la nature une propriété à exploiter et dans les **pauvres une classe à dominer. Notre écologie est une écologie d'émancipation et de réconciliation, un projet de société à part entière.** Pour retrouver le pouvoir de vivre, il ne s'agit pas d'aménager à la marge l'ordre actuel des choses mais bel et bien de conduire une transition résolue vers une autre société.

L'écologie veut construire une société sobre et juste, libérée du consumérisme et de l'obsession du tout tout-de-suite. Seule une société inclusive pourra affronter la crise écologique que nous traversons. La fin du chacun pour soi, du repli communautariste, des dominations systémiques, sont les conditions de notre sauvegarde. Nous devons faire reculer la violence sous toutes ses formes : violences sexistes, (dans l'espace public ou privé), violences

racistes et antisémites, violence économiques et sociales qui blessent notre humanité en nous divisant.

AFFIRMER LE LEADERSHIP DE L'ÉCOLOGIE POUR RÉPONDRE À LA CRISE POLITIQUE DU PAYS

A force de confusion et de renoncement, les forces anciennes ont plongé le pays dans une crise politique profonde qui profite à l'extrême droite. Le pouvoir doit changer de mains. Les Français.es reconnaissent notre lucidité. Il est temps maintenant de prendre nos responsabilités et de nous affirmer en capacité de gouverner.

Avec constance, David Cormand et le Bureau Exécutif, puis Yannick Jadot en tant que tête de liste ont affirmé notre autonomie politique.

Dans la dernière période, notre unité a été notre force et nous souhaitons qu'elle le reste. Pour nous, l'écologie est un sport collectif. Nous devons assumer notre responsabilité de moteur d'une nouvelle dynamique, sans céder à l'hégémonie. Autour du projet écologiste, nous avons vocation à rassembler des partenaires issus d'autres traditions politiques, pour gouverner des communes, des régions et demain le pays. **Hier, nous avons participé**

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN



à des majorités conduites par des forces de gauche. Il faut désormais que nous conduisions le changement. Nos valeurs communes, issues des combats portés par le mouvement ouvrier, l'éducation populaire, les luttes anticoloniales ou le mouvement féministe rendent possible un rassemblement visant à transformer la société. Mais nous ne voulons plus désormais que le fétichisme des mots l'emporte sur la radicalité des actes.

Dépassant les idéologies politiques anciennes, l'écologie propose de gouverner différemment nos destinées. Aucune question régaliennne ne doit nous échapper. Notre doctrine et notre programme doivent être enrichis et renforcés. Nous aurons à dire ce qu'est une République écologiste, avec notre projet concernant la sécurité et la défense. Notre crédibilité actuelle s'ancre dans une histoire longue : celle de militant·e·s et d'élue·s locaux qui ont montré leur ténacité et leur capacité à agir pour le bien commun. En 2020 dans des centaines de communes, en 2021 dans plusieurs régions, nous devons gagner. Le rôle du parti sera d'outiller ces équipes dans la conquête et l'exercice des responsabilités.

PARTIR DES TERRITOIRES POUR INITIER LE CHANGEMENT : REUSSIR LES MUNICIPALES.

Face à la perspective de l'effondrement, c'est d'abord dans nos communes que nous pouvons reprendre le contrôle de nos existences. Nous voulons mettre en place les alternatives concrètes qui portent un autre modèle. Notre stratégie doit s'enraciner dans les territoires et dans le respect du collectif. Associations, syndicats, ONG, collectifs citoyens... défendent sur le terrain nos biens communs. Et grâce à eux, malgré le conservatisme dominant, la société se transforme localement : des paysan.n.es passent en bio, des entreprises de l'ESS montent des activités à fortes utilité sociale et environnementale, des collectifs retissent des liens dans les quartiers et les villages, des monnaies locales émergent, des artistes font vivre des cultures alternatives... Par leurs actions, elles et ils contribuent chaque jour à transformer notre société et à défendre notre projet. A nous de savoir les épauler en articulant nos combats communs.


VERS UN GRAND MOUVEMENT DE L'ÉCOLOGIE.

Nous devons agir avec détermination pour la naissance d'une nouvelle organisation écologiste, forte, ambitieuse, populaire.

D'un petit parti réunissant dans les meilleures années une dizaine de milliers d'adhérents, nous devons passer à une grande force mobilisatrice pour que toutes celles et tous ceux qui aujourd'hui veulent influencer sur l'avenir puissent venir nourrir leurs forces et leurs compétences à l'écologie politique. Sur le terrain des luttes ou dans les institutions, nous devons créer des synergies conquérantes, basées sur une approche politique commune.

Il s'agit notamment de proposer aux partis politiques historiquement inscrits dans la mouvance écologiste ou issus d'une écologisation plus récente de cheminer ensemble. Nous devons nous confronter sans crainte et nous unir sans arrières pensées. Toutes celles et ceux qui veulent sincèrement construire avec nous des réponses écologiques à la crise sont les bienvenu.e.s.

Pour permettre ce rassemblement des écologistes, il nous faut construire dans l'action une vision et une stratégie communes. Cette

suite page suivante 

TEXTE SOUMIS AU VOTE



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN



démarche doit pouvoir s'appuyer sur les travaux existants et les expériences réussies, qu'il s'agisse des Assises de l'écologie politique, de la campagne des élections européennes, des réussites d'autres partis Verts européens ou des différents rapprochements et expérimentations en cours.

L'écologie n'est la propriété de personne. Notre patriotisme idéologique et la fierté d'avoir été pionnier.e.s ne doivent pas nous conduire à adopter des réflexes conservateurs.

NOUS TRANSFORMER POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ: POUR UNE RÉFORME RADICALE DE NOTRE FONCTIONNEMENT

Le statu quo organisationnel est le meilleur des moyens d'échouer dans les tâches qui sont les nôtres. Le processus engagé de réorganisation du fonctionnement du mouvement ÉÉLV doit donc se poursuivre pour aboutir à une refondation statutaire dans le courant de l'année 2020. Il doit tenir compte du travail engagé, des groupes de travail et des attentes exprimées par les adhérents. L'objectif de cette réorganisation doit

être d'améliorer notre démocratie interne avec l'adoption de règles claires, accessibles à toutes et tous, une meilleure articulation des différentes composantes du mouvement et de ses instances (BE, CF, Commissions...).

Il faut en finir avec les logiques d'écuries. Nous avons mieux à faire. Pour permettre à une nouvelle génération de militantes et de militants d'exercer des responsabilités, l'accueil et la formation de celles et ceux qui nous rejoignent sont essentielles. Pour cela, nous devons travailler sur des pratiques favorisant le dialogue et le partage des tâches, donnant de la place à chacun.e selon les moyens et le temps qu'elle ou il souhaite et peut consacrer au mouvement.

Pour devenir majoritaires, nous devons sortir de notre entre-soi, refléter la société française dans toutes ses diversités. Nous devons garantir un cadre de militance serein, protecteur et respectueux à toutes celles et ceux qui veulent militer à nos côtés.

Il faut ouvrir les yeux : notre parti n'est pas à la hauteur ce qu'il devrait être. Bien au-delà de la parité, il

faut nous interroger sur les fondements profonds de l'inégalité femmes-hommes, système si ancré qu'il irrigue l'ensemble de la société. L'engagement pour un parti non sexiste doit devenir une véritable priorité, dans tous les espaces militants. Le dispositif harcèlement doit être enfin mis pleinement en œuvre et des moyens doivent y être dédiés.

De la même façon, l'anti-racisme devra dépasser le stade des valeurs pour inspirer nos pratiques.

L'inclusion politique doit être l'une de nos boussoles.

Nous devons nous transformer pour transformer la société, nous ouvrir au monde pour ouvrir un chemin d'espoir, nous remettre en cause pour remettre en ordre le chaos planétaire. Nous vous proposons d'entamer cette transformation sous le triple signe de la maturité, de la responsabilité et de la sérénité.

Pour mener l'écologie au pouvoir. Enfin. Ensemble. ■



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE,
POUR GAGNER ENFIN



LISTE BE POUR LA MOTION
« L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR,
GRANDIR ENSEMBLE POUR GAGNER ENFIN »

1. **Julien Bayou** (Île-de-France)
2. **Sandra Regol** (Île-de-France)
3. **François Thiollet** (Centre)
4. **Léa Balage El Mariky** (Île-de-France)
5. **Thierry Brochot** (Picardie)
6. **Marine Tondelier** (Nord-Pas-de-Calais)
7. **Bruno Bernard** (Rhône-Alpes)
8. **Charlotte Souлары** (Hors de France)
9. **Guy Benarroche** (Provence Alpes Côte d'Azur)
10. **Dominique Trichet-Allaire** (Pays de Loire)
11. **Olivier Bertrand** (Rhône-Alpes)
12. **Mathilde Tessier** (Provence Alpes Côte d'Azur)
13. **Nicolas Thierry** (Aquitaine)
14. **Christine Arrighi** (Midi Pyrénées)
15. **David Cormand** (Normandie)

TEXTE SOUMIS AU VOTE



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN

Pour mettre partout, dès les municipales, l'écologie au pouvoir, il faut une équipe motivée au service du mouvement, robuste et cohérente, alliant l'expérience et le renouvellement. Ainsi notre équipe compte 7 sortant-es et 8 nouveaux et nouvelles.

Julien Bayou (IDF)

Porte-parole national d'EÉLV depuis 6 ans, dans les moments difficiles comme plus heureux, il est également cofondateur des collectifs Génération Précaire et Jeudi Noir (lutte contre le mal-logement) ou encore de l'association Notre Affaire A Tous avec Marie Toussaint. A l'image de notre mouvement, Julien est aussi à l'aise dans une action de désobéissance civile que dans l'hémicycle du conseil régional en Ile de France. Elève-avocat, il représente EÉLV dans les recours contre les produits à base de glyphosate.

Sandra Regol (IDF)

Porte-parole et Secrétaire nationale adjointe, Sandra a mis ses compétences au service du collectif à tous les échelons de notre mouvement, du groupe

local au Bureau Exécutif national, de l'Alsace à Paris. Ecologiste de toujours et originaire de l'Hérault, elle est attachée à la défense de cette France invisibilisée, des campagnes aux quartiers, dans laquelle elle a grandi.

François Thiollet (Centre)

Professeur de collège et clarinetiste dans l'harmonie-fanfare d'Orchaise, il est également vice-président de l'agglomération de Blois. En interne, il a joué différentes partitions, de secrétaire de groupe local à porte-parole de la région Centre, conseiller fédéral, à co-animateur de la commission éducation.

Il a coordonné l'écriture du projet européen 2019 en harmonie avec Marie Toussaint et Alain Coulombel.

Léa Balage El Mariky (IDF)

La militante Béglaise qui a fait ses armes auprès de Noël Marmère à l'Assemblée puis d'Antoinette Guhl à Paris est aujourd'hui co-secrétaire régionale en Ile-de-France, où elle s'attache à favoriser le travail collectif et la transmission auprès des nouveaux et nouvelles adhérent-es. Reconnue pour son énergie, sa

force de travail et son enthousiasme, elle a notamment coordonné la communication numérique pendant les Européennes.

Thierry Brochot (Picardie)

Il a successivement exercé des responsabilités locales (Oise), régionales (Picardie), fédérales (président du Conseil fédéral) mais c'est en tant que trésorier national qu'il œuvre depuis 3 ans pour redresser la barre d'un parti menacé de banqueroute. A travers cette mission difficile qui oblige à dire plus souvent "non" que "oui", il a permis qu'EÉLV puisse aborder en confiance les échéances majeures qui se profilent.

Marine Tondelier (NPDC)

L'autre Marine d'Hénin-Beaumont, la seule qui vaille, se bagarre pour l'écologie populaire face au Front National. Cette "écologiste POINT" qui en remontre aux "écologistes MAIS" est également déléguée générale d'une fédération d'associations environnementales.

On lui doit l'organisation de journées d'été très réussies malgré un budget serré. Des JDE si réussies que les autres partis nous envient.

suite page suivante ►

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN

Bruno Bernard (RA)

Engagé chez les écologistes depuis 2002, il a occupé de nombreuses fonctions internes.

Membre du bureau exécutif en charge des élections et des relations avec les partis politiques, il travaille au quotidien avec les secrétaires régionaux-les en appui de nos candidat-es aux municipales.

Parallèlement, Bruno dirige une PME de 25 personnes dans le bâtiment.

Charlotte Souлары (Hors de France)

Militante féministe, Charlotte a porté diverses campagnes, en particulier pour le droit à l'avortement. En 2017 elle a fondé l'association La guide de voyage. Basée à Bruxelles, elle travaille pour une coalition mondiale pour les produits contraceptifs. Responsable de la commission féminisme, elle a contribué notamment à la mise en place du dispositif interne de lutte contre le harcèlement sexuel.

Guy Benarroche (PACA)

Engagé pour l'écologie depuis 1973, membre du Bureau Exécutif Régional PACA en charge des Groupes Locaux puis Se-

crétaire régional EÉLV PACA et membre de la conférence des régions, il connaît le fonctionnement régional de notre mouvement sur le bout des doigts.

Dominique Trichet-Allaire (Pays de la Loire)

Engagée dans les combats handicap et féminisme, elle a été successivement secrétaire fédéral des Jeunes Ecolos, membre du Conseil statutaire, de la Commission Permanente électorale et responsable de la commission féminisme et souhaite appuyer le travail des commissions thématiques et développer les pratiques d'éducation populaire.

Olivier Bertrand (RA)

Militant grenoblois, engagé pour l'écologie depuis 20 ans, élu au département en 2004 et réélu en 2011, il a posé les jalons de la victoire municipale à Grenoble en 2014. Engagé aux côtés d'Éric Piolle, il souhaite partager son expérience en s'impliquant plus avant dans notre mouvement.

Mathilde Tessier (PACA)

Passée par les Jeunes Ecolos et la FYEG (fédération des jeunes verts européens), Mathilde Tes-

sier vit à Antibes où elle est très investie localement. Experte des questions énergétiques, elle est co-responsable de la commission énergie et souhaite contribuer à développer le socle programmatique d'EÉLV.

Nicolas Thierry (Aquitaine)

Élu de Gironde – Vice-président Environnement et Biodiversité, Nicolas est l'auteur de "Se réconcilier avec le vivant" et milite pour le ré-en-sauvagement de la nature.

Christine Arrighi (Midi-Pyrénées)

Christine est secrétaire régionale EÉLV Midi-Pyrénées. Elle accompagne au quotidien les écologistes sur le terrain pour préparer les victoires de demain.

David Cormand (Normandie)

Celui qui avait été présenté par la presse comme le "dernier Vert" à l'occasion de son élection comme secrétaire national, tant le parti était en difficulté, a servi de capitaine tempête ces dernières années. Désormais député européen, il souhaite bon vent aux matelot-es qui prendront le prochain quart. ■

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN

ALSACE

Loïc MINERY, Pierre OZENNE, Silvio PHILIPPE, Damien POIREL, Abdelkarim RAMDANE.

AQUITAINE

Bouchra BALAGE, Jean-Jacques BALAGE, Nicolas BALERDI, Brigitte BAUDE, Maryse COMBRES, Laure CURVALE, Gérard DUPOUY, Fabienne FEDOU, Patricia FENOCCHIO, Lionel FREL, Narcisse KAMAYENWODE, Alexandre MARSAT, Christine MOEBS, Clément ROSSIGNOL PUECH, Nicolas THIERRY, Pauline VERT.

AUVERGNE

Anne BABIAN-LHERMET, Viviane BEAL, Laetitia BEN SADOK, Aurore BERNARD, Nicolas BONNET, Jean-Louis BRISOT, Estelle BRUAND, Magali DUBREUIL, Michel DURANT, Didier FROMONT, Celline GACON, Betty/Béatrix JEAN, Claude LEROUX, Gérard MATICHARD, Emmanuel ROUSSELET, François SKVOR, Vincent SOULIGNAC, Odile VIGNAL.

BOURGOGNE

Edwige BAZEROLE, Carole BERNHARD, Christophe BOUDET, Virginie CHARRIERE, Nathalie CHARVY, Christian CHAUTEMPS, Dominique CORNET, Anne-Marie DAUBARD, Sylvie DUPART MUZERELLE, Pierre Etienne GRAFFARD, Mourad LAOUES, Hugues LOUIS, Claire MALLARD, Joelle MASSEBOEUF, Stéphanie MODDE, Olivier MULLER, Joël MUZERELLE, Maud NAVARRE, Alexis REJASSE, André ROUX, Vincent TALMOT.

BRETAGNE

Stéphane BIGATA, Christine BOURQUARD, Didier CHAPELLON, Claire DESMARES, Françoise DORVAL, Claire HERLIC, Laurence LE GUILLERM, Michèle LE TALLEC, André MOISAN, Yves NEDELLEC, Romain POUJOL.

CENTRE

Bernard BEDOUET, Françoise BEIGBEDER, Abdellah BOUIKELFIDEN, Jean-Louis BOURCE, Sylvie DAVID-ROUSSEAU, Claude EPINEAU, Franck FRADIN, Marie GIROLAMI, Jean-Sébastien HERPIN, Jean LABAT, Catherine MENGUY, Hélène MENOU-PLICHTA, François THIOLLET.

CORSE

Jean-Jacques CANESSA, Joëlle GUARDIOLA, Serge GUARDIOLA, Gérard PAGANUCCI.

FRANCHE-COMTÉ

Suzy ANTOINE, Philippe CHATELAIN, Annaïck CHAUVET, Camille DURET, Alain FOUSSERET, Hélène HOUOT-BARROT, Vincent JEUDY, Odile JOANNES, Martine LANDRY, Christophe MOYSE, Anthony POULIN, Françoise PRESSE, Cécile PRUDHOMME, David SCHEUBER, Marie-Claire THOMAS, Alexandra VIPREY, Nicolas VIPREY.

HORS DE FRANCE

Aline BILLORET, Cédric BRODIN, Nathan GUEDJ, Gêrôme GULLI, Charlotte SOULARY, Antoine TIFINE, Mélanie VOGEL.

ÎLE-DE-FRANCE

Oddon AARSSE, Robert AARSSE, Rodéric AARSSE, Libia ACERO BORBON, Floriane ADDAD, Hackim AHMANACHE, Bénédicte ALZATI, Elsa ANIKINOW, Jamila ATIF SAHOUM, Manuel ATREIDE, Jean-Christophe ATTIAS, Emma AYOUT, Léa BALAGE EL MARIKY, Dominique BALMÈS, François BARBIER, Gaëlle BARDOUT, Gilles BARTHELEMY, Julie BARTHOULOT, Agnès BAYOU, Julien BAYOU, Mehdi BEKKOUCHE, Ouassini BEKKOUCHE, Mehdy BELABBAS, Fanny BELABBAS, Léa BELLEC, Pierre BENASSAYA, Esther BENBASSA, Malika BENHAMMADI, Feryale BENTAHAR, Eric BERLEMONT, Aurélien BERTHOU, Anne-Marie BESCO-DUMAS, Vincent BIGNALET-CAZALET, Ivan BIGORGNE, Fabrice BIRETTE, Julie BIRO, Maxime BLONDEAU, Julien BOUCHER, Claude BOULANGER-REIJNEN, Alain BOULET, Anne-Claire BOUX, Afrae BRASSEUR, Daniel BREUILLER, Isabelle BRUGEAUD, Marc BRUNET, Catherine CANDELIER, Xavier CANTAT, Dominique CARRE, Antoine CASTERA, Isabelle CATRAIN, Patrick CHAIZE, Claude CHAPRON, Catherine CHELLY, Marie CHENEL, Sander CISINSKI, Magalie CLAUSTRÉS, Hélène CLEMENTE, Guillaume COT, François COTINAUD, Julien COULAND, Sébastien COUROU, Maxime CROSNIER, Maria CUSCO, Célia DA COSTA CRUZ, Mazouni DAHO, Benoît DAL FERRO, Fabien DARBOIS, Marie-Françoise DARRAS, Valérie DARRIAU, Catherine DAVID, Cyril DE KONNING, Georges DE NONI, Helder DE OLIVEIRA, Carmelina DE PABLO, Dominique DEBRAS, Judicael DECRIEM, Patrice DEFORGES, Annie DELAVEAU, Françoise DELAVEAU, Hervé DELAVEAU, Nicolas DELEFOSSE, Didier DELPEYROU, Frédérique DENIS, Guillaume DENIS, Anne DEO, Louis D'ERAMO, Danielle DERIAZ, Arnaud DESCHAMPS, Estelle DESCHAMPS-

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN

LACONA, Nils DESMOULINS, Farid DJABALI, Lila DJELLALI, Stevan DJORDJEVIC, Therry DOLLEANS, Sarah DORE, Christophe DRIESBACH, Renaud DUBOIS, Chantal DUCHÈNE, Nina DUFRENE, Jean-Luc DUMESNIL, Axel DUMONT, Jérémy DUMONT, Antoine DUPONT, Nour DURAND-RAUCHER, Boujemâa EL KASMI, Tilale ELYOUSFI, Quentin ERADES, Léon ESTROUMA, Alain FONTAINE, Jacques FOSSEY, François FOUQUELLE, Pierre-Louis FOURCAUDOT, Vincent FOURNIER, Maité GALLOU, Nahed GARES, Florence GASNOT, Philippe GAUTHIER, Axel GAUVAIN, Yannig GEFFROY, Samuel GENDRE, Franck GENOT, Nicolas GERVAIS, Chloé GILHEM, Clément GIRARD, Nicolas GONTHIER, Ian GOROG, Vincent GOULIN, Lara GOUSSEBAILE, Annie GUENNOC, Antoinette GUHL, Nathan GUHL, Sophie GUILLEMAIN, Laurence GUILLON, Grégory GUTIERREZ, Jean-Rémy GUYAT, Frédéric HEBERT, Clément HELARY, Olivier HERLEM, Nadine HERRATI, Nicolas HERVÉ, Arnaud HEUZE, Rémi HOULEY, Jean-Paul HOULIER, Jacques HULEUX, Amélie JACQUET, Snezana JOVIC, Cécilia JOXE, Wandrille JUMEAUX, David JUTIER, Marie-Hélène KAJDAN-LAUDRIN, Nabila KERAMANE, Norbert KERGASTEL, Rosa LACERDA, Marie LAFAGE, Jean-Marie LAGACHE, Sophie LAI-NICKLAUS, Julien LALLART, Gérard LANSADE, Anne LAZAR, Yoann LE BERT, Laurent LE GOFF, Olivier LE MAROIS, Laurence LE SOUFFACHE, Chantal LEBAUPIN, Catherine LECHENY, Marie LECLERC-BRUANT, Séverine LECLERCQ, Sylvie LEKIN, Anaïs LELEUX, Fabrice LEMOULT, Hervé LEROLLE, Inta LEYMAN, Najoua LIMEME, Elisabeth LOICHOT, Loïc LORENZINI, Fatoumata LY, Vincent MADELINE, Colin MAHEU-GOURMELON, Eric MANFREDI, Ginette MANNA, Aline MARCHAND, Catherine MARIE, Lily MARTINET, Juan MARTINEZ, Hélène

MASSIN-TRACHEZ, Jean MATA, Pierre MAUREL, Jean-Louis MAURER, Alain MAYOR, Saïd MECHAT, Amar MEKDDAD, Christian METAIRIE, Olivier-Emmanuel METHOU-MEINEL, Claude METZNER, Juliette METZNER, Carole MGUIG, François MIALOCQ, Pascale MIENVILLE, Boris MILISAVLJEVIC, Lara MILSHEIN, Yves MIRAMONT, Zine-Eddine MJATI, Dominique MOINS, Pia MONNIER-WOOD, Anne-Karine MORDOS, Daniel MOSMANT, Pauline NALES-MAUBERT, Nicolas NAMUR, Catherine NAVIAUX, Charlotte NENNER, Claire-Marie NEUFVILLE, Frédéric NEVOT, Barbara NEWMAN, Carole NICOLAS, Michel NICOLAS, Stéphane NICOLI, Philippe NIETO, Juliette NITECKI SNITER, Arthur PACALET, Marlène PANISSIER, Agnès PANNIER, Mélanie PEGHAIRE, Antoine PELHUCHE, Béatrice PELLAN, Arnaud PERIGORD, Jacques PERREUX, Inès PETRIS, Elsa PEYRONNE, Jacques PICARD, Paola PIETRANDREA, Sonia PIGNOT, Gérard PINOT, Claire PINTO, Henrique PINTO, Béatrice PIPITONE, Nicolas PLANE, Marie POCHON, Guillaume POINSIGNON, Jérôme POIRIE, Nicole POLIAN, Joao Manuel POTRICAS, Sébastien POULET, Marie-Aude POULET EVANS BARETTE, Mathilde POUSSEO, Michèle PRISER, Sylvie PULIDO, Pierre RABANY, Rolland RABEAU, Marie-Hélène RABECQ, Christiane RANSAY, Pauline RAPILLY FERNIOT, Alice RECA, Sandra REGOL, Seti REYES, Marie RIDOUX, Gilles ROBEL, Léa ROBERT, Elisabeth ROGER, Jules ROSAS, Louise ROZES MOSCOVENKO, Brigitte ROZOY, Angela SEDDAIU YAHIA MESSAOUD, Ghislaine SENEÉ, Laurent SERVIERES, Donata SINDACO, Etienne SOBOLE, Jean-Yves SOUBEN, Eléa SPAMPANI, Olivia STAUFFER, Alain SUTOUR, Laurent TAUPIN, Ludovic TEREYGEOL, Cédric THOMAS, Basma TLIBA, Marie TOUSSAINT, Patrice TRANCHANT, Pierre

TRAVERSON, Alain TUBIANA, Timothé TURQUIN, Shahin VALLEE, Léa VASA, Pascal VESVRE, Bertrand VIDART, Christophe VIGNEAU, Annick VIGNES, Julien VILALARD, Florent VILLALBA, Rodrigue VISINO, Zivko VLAHOVIC, Virgine VOTIER, Majid WANNASS, Romain WERLEN, Anne-Marie XAMBEU, Marie YARED, Nebraska ZAMBRANO PINEDA, Toufik ZARROUGUI, Garance Wenqian ZHU, Izadora ZUBEK.

LANGUEDOC- ROUSSILLON

Alexandra ALLE, Dominique ANDRIEU-BONNET, Hervé BAZIA, Rémi BEAUGIER, Sandra BEAUGIER, Nicolas BERJOAN, David BERRUE, Philippe BLANCHET, Daniel BOURGUET, Zina BOURGUET, Jean-Pierre BRUDIEUX, Bertrand COISNE, Michèle COMPS, Marc COUDURIER, Martine COUSQUER, Dominique DAMOUR, Mourad DEROUCHE, Evelyne DIDIER, Annie DUBOIS DUNILAC, Christophe DUMAZER, Laurent DUPONT, Anne-Marie DUPRAT, Monique FERRER, Hermione FERRIER, Pascal FORBIN, Bryan GALIANA, Candice GELLY, Aurélie GENOLHER, Yann GESHORS, Gérard GILARDI, Nathalie GLAUDE, Fabrice GRES, Simone GRES, Patricia GUEGUEN, Pierre HARDY, Georges HERNANDEZ, Sybille JANNEKEYN, Olivier LAURENT, Daniel LE FLEM, Linda LE FLEM, Sandra LE GUERNIC, Béatrice LECCIA, Nicolas LLORY, Pere MANZANARES, Mireille MARIZON, Antoine MARRA, Katia MINGO, Jérôme NAVARRO, Dirk OFFRINGA, Françoise OHEIX, Jean-Jacques PAGOT, Marguerite PAGOT, Corinne PASQUET, Bruno PATERNOT, Stella PINNISI, Sylvie RABINOVICI, Corinne RAUTURUER, Pierre SABAT, Bruno VASA, Michèle ZEMOR.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN

LIMOUSIN

Dominique NORMAND, Jean-Louis PAGÈS.

LORRAINE

Guy HARAU, Marie-Neige HOUCARD,
Nelson PALIS-NIERMANN, Marina
VERRONNEAU.

MIDI-PYRÉNÉES

Christine ARRIGHI, Anne-Laure AZEMA,
Martine BERRY-SEVENNES, Yannick
BOURLÈS, Régis CALBET, Céline CARDIN,
Patrick CHARTIER, Aurore DUFAUD,
Sébastien FAIVRE, Nicole FRECHOU, Bernard
HUTIN, David KOWALCZYK, Vincent
LAURENT, Florent LEPEYTRE, Rui OLIVEIRA
SANTOS, Florence ROUCH, Marie RUMEAU,
Geoffrey SAINT-AUBIN, Alain URIBELARREA,
Véronique VINET.

NORD-PAS- DE CALAIS

Philippe ALLARD, Amélie BARATA, Fabrice
BLONDEL, Stéphanie BOCQUET, Brigitte
BOUDAILLIEZ, Priscilla CASSEZ, Emmanuel
CAU, Stéphane CHOPINET, Karima
CHOUÏA, Lise DALEUX, Florence
DASSONNEVILLE, Boris DEFOSSE, Laure
DEFRENNE, Marie-Thésère DHELIN,
Vincent DHELIN, Samir EL AABBAOU,
Maryse FABER-ROSSI, Alex GEST, Francis
GEST, Marie GINET, Michel JACQUART,
Simon JAMELIN, Thierry KOITKA, Brahim
KOUJANE, Thibaut KUEHN, Rémi LECIAK,
Paulo-Serge LOPES, Nathalie MANIER, Olivier
MENU, Bruno MEZERE, Jean-luc MUNRO,
Julie NICOLAS, Jamel OUFQIR, Patrick
PETITPREZ, Thibaut PLANCKE, Cyrille
PRADAL, Hélène ROCHE, Alexis ROUGET,
Quentin SEMAIL, Catherine THIERY,

Geneviève TIERS, Marine TONDELIER,
Mélanie VALLEE, Alain VANTROYS, Sabine
VELASQUEZ, Ginette VERBRUGGHE, Bruno
WILK, Julien WOJCIESZAK, Claire ZITKA-
TARANTO.

NORMANDIE

Caroline AMIEL, Véronique BEREGOVOY,
Anne CARRET, David CORMAND, Pascal
EUDIER, Guillaume HEDOUIN, Benjamin
HOUDRY, Joséphine LANDORMI, Françoise
LESCONNEC, Stéphane MARTOT, Cyrille
MOREAU, Pascal RIGAUD, Pierre RISTIC,
Didier ROUCHET, Laetitia SANCHEZ,
Frédéric WEISZ.

PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR

Sébastien BARLES, Guy BENARROCHE,
Bruno BONATO, Michel CAILLAT, Ulrike
CHEMIN, Mathilde CHENAF, François
COSTÉ, Fabrice DECOUPIGNY, Bernard
DERBEZ, Claude DINI, Nouriati DJAMBAE,
Jord DUVAL, Frederik DUYM, Jean-Laurent
FELIZIA, Ludivine FERAL, Manu FERRIER,
Jérôme GARNIER, Charly JULIEN, Marie-
Christine KADLER, Antoine MARCHESE,
Catherine MATHURIN, Jean NAYA, Hervé
POUSSEL, Anita RECHAGNEUX, Denise
REVERDITO, René REVERDITO, Gilles
SEIGNAN, Marc SENDRA, Mathilde TESSIER.

PAYS DE LA LOIRE

Fabrice BAZIN, Hervé BOISTAULT, Elen
DEBOST, Benoit FAUVEAUX, Anne
FOGERON, Claire GAGNIERE, Gabriel
GUEGAN, Romain LAVEAU, Ludovic
MORAGUEZ, Frédéric NEAU, Michel
ROBICHON, François-Michel THIOUJLET, Elen
THOUMINE, Jacques TRICHET, Dominique
TRICHET-ALLAIRE, Sarah TRICHET-ALLAIRE.

PICARDIE

Agnès ANDRE-ROMAGNY, Cyrille BAZIN,
Jean-Marc BISMUTH, Luc BLANCHARD,
Dominique BLONDEL, Simone BOUILLON-
CONRAD, Mireille BROCHOT, Thierry
BROCHOT, Dominique CLINCKEMAILLIE,
Bruno CLOUET, Sylvain CORNUT, Georges
DEGOUY, Christophe DESPREZ, Lionel
DUPONT, Michel FONTAINE, Brigitte
FOURNIE-TURQUIN, Bruno GUILLEMIN,
Elodie HEREN, Marie LIEGOIS, Claude
MENSUIER, Gil METTAI, Martial
MOUQUERON, Emmanuel PERRIN,
Bernadette PHILIPS-INVERNIZZI, Marc-
Hervé REY, Sofiane TAHI, Jean-Pierre TETU,
François VEILLERETTE.

POITOU- CHARENTES

Emmanuel BESSON, Sophie BOSSY, Océane
MARIEL.

RÉUNION

Joachim BLASCO, Sophie BOUJU-
CLEMENTE, Michel CLEMENTE, Jean-Pierre
MARCHAU, Geneviève PAYET.

RHÔNE-ALPES

Laurent AMADIEU, Gérard ARNAUD, Margot
BELAIR, Bruno BERNARD, Corinne
BERNARD, Olivier BERTRAND, Pascal
BLANCHARD, Lucie BLANCHETON,
Maryvonne BOILEAU-COMPARAT, Françoise
BRUNIER, Suzanne BRUYELLES, Paul CAMPY,
Florence CERBAÏ, Thierry CHASTAGNER,
Cyrielle CHATELAIN, Antoine COLLIAT,
Monique COSSON, Pauline COUVENT,
Jérôme CUCAROLLO, Céline DESLATTES,
Fanny DUBOT, Anne EHRSTRÖM, Clément
ESCARAVAGE, Victor FORTINO, Juliette

suite page suivante



TEXTE SOUMIS AU VOTE



L'ÉCOLOGIE AU POUVOIR

GRANDIR ENSEMBLE, POUR GAGNER ENFIN

FORTUNIER, Léon JUSTEL, Zémorda
KHELIFI, Michael LEIBMAN, Thierry
MANCEAU, Pierre MERIAUX, José NICKEL,
Cécile OUDJAUDI, Georges OUDJAUDI,
Maryse OUDJAUDI, Colette PAYEN
VIGNE, Eric PEREZ, Jean-Claude RAY, Nadine
REUX, Marie Claude ROCHETTE, Martine
RODAMEL, Bernadette ROUSTAN, Gaël
ROUSTAN, Gilles ROUSTAN, Yann
ROUSTAN, Daniel TAIN, Benjamin TROCME,
Béatrice VESSILLER.

SAVOIE

Ludovic LOTODE, Jeannie TREMBLAY.



**europe
écologie
les Verts**



B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE



Tout s'accélère : contaminations, perte de biodiversité, réchauffement climatique. Face au danger, la jeunesse se lève. Novembre 2018, Greta Thunberg lance la grève scolaire pour le climat. Jamais les questions environnementales n'ont été aussi prégnantes dans le débat public. Yannick Jadot a su incarner avec force le message des écologistes aux européennes. Nous sommes aujourd'hui le débouché politique de cette prise de conscience. Gardons la clarté, clamons haut et fort l'écologie et l'humanisme. Rassemblons les écologistes ! Gardons la radicalité de notre projet, mais sachons aussi incarner la responsabilité. Assumons la conquête du pouvoir. Construisons un parti nombreux et rassemblé, avec une gestion rigoureuse et une démocratie interne vigoureuse. Emparez-vous du congrès, un vrai temps démocratique qui fixera notre avenir collectif. Mobilisez-vous en participant nombreuses et nombreux au Congrès décentralisé dans toutes les régions vertes. Rejoignez notre dynamique en vous mobilisant et en mobilisant tous les adhérents et adhérentes, en votant et en faisant voter pour la motion d'orientation « Le Temps de L'Écologie », une motion qui a réussi à faire converger des militantes et militants issus d'horizons différents.

Éva Sas

*Députée de 2012 à 2017,
auteure de la loi sur les Nouveaux
Indicateurs de Richesse d'avril 2015
Présidente d' ECVF (élu.es contre
les violences faites aux femmes)
2015-2017
avec les membres de la liste au Bu-
reau Exécutif et les 400 signataires
letempsdelecologie2019@gmail.com
www.letempsdelecologie.fr*

Le 26 mai dernier, plus de 3 millions d'électrices et d'électeurs en France ont porté leur voix sur Europe Écologie - Les Verts. Le succès des partis écologistes en France et dans d'autres pays a dessiné une vague verte à l'échelle européenne. En Autriche, le Président Van der Bellen montre déjà la capacité des écologistes à diriger le pays dans un contexte difficile et conflictuel. En Allemagne, le résultat inédit des Grünen et leur popularité dans l'opinion ont même ouvert l'hypothèse qu'un.e écologiste succède demain à Angela Merkel. En confirmant l'affaiblissement des partis politiques classiques, ces élections ont témoigné – encore une fois – de l'urgence à produire des réponses politiques nouvelles. Ces réponses, il revient aux écologistes de les porter. L'enjeu écologique, entendu au sens large, devient, pour de plus en plus

de citoyen.nes, le déterminant premier de leur vote. Pour les plus jeunes en particulier, remobilisés lors des élections européennes, l'enjeu est existentiel, de l'ordre de la survie : dans quel monde pourrions-nous vivre demain, si nous persistons dans l'aveuglement ? Ces questions reconfigurent le champ politique. Sans réduire l'importance capitale des questions sociales et sociétales, l'enjeu écologique les rassemble sous une nouvelle forme : c'est désormais dans un monde aux ressources limitées et soumis à des menaces inédites, qu'il faut produire des réponses politiques permettant de réaliser les exigences de paix, de justice et de solidarité. Ces réponses, l'écologie politique les a patiemment élaborées. Elles doivent désormais être portées au pouvoir. Le temps de l'écologie politique est venu. Ces enjeux seront au cœur de notre prochain congrès. Il devra être un moment de dialogue apaisé entre nous. Apaisé, d'abord parce qu'il sera le premier moment, pour celles et ceux qui nous ont rejoint récemment, de participation à la vie démocratique interne de notre mouvement. Apaisé aussi parce que notre congrès sera particulièrement observé. Notre premier impératif sera d'être à la hauteur des attentes des électrices et des

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE



électeurs qui ont placé en nous un nouvel espoir.

Un congrès est aussi le temps du choix. Le chemin que nous proposons s'inscrit pleinement dans la continuité de la campagne des élections européennes conduite par Yannick Jadot, où nous n'avons cessé d'affirmer la pleine singularité du projet de l'écologie et la pleine légitimité des écologistes à exercer eux-mêmes les responsabilités.

La période que nous vivons, que nous allons vivre, est capitale. Il nous reste peu de temps, si nous voulons limiter la catastrophe climatique, peu de temps aussi pour préparer l'adaptation à ce qui surviendra.

Le résultat des élections européennes nous donne la responsabilité de construire les conditions de l'alternance politique, pour clore la période libérale et autoritaire que nous traversons, et mettre un coup d'arrêt à la montée du nationalisme.

Dans ce contexte, notre parti, par sa taille et son fonctionnement, n'apparaît pas à la hauteur des enjeux. Pour incarner l'alternance, nous devons augmenter significativement notre nombre d'adhérent.es par l'accueil de nouveaux militant.es, et l'élargissement de notre mouvement aux formations qui partagent

notre projet. Nous devons aussi approfondir notre programme sur l'ensemble des champs que nous devons traiter demain : environnemental, économique, social, politique et géopolitique.

En un mot, nous préparer à gouverner.

Pour cela, notre feuille de route doit être claire : une ligne, une méthode, un calendrier, une exigence.

I / UNE LIGNE : ASSUMER LA RADICALITÉ ET LA SINGULARITÉ DU PROJET DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

L'affirmation de la singularité de l'écologie politique a fait le succès de la campagne européenne. C'est cette voie que nous devons poursuivre, en réaffirmant que **les exigences de justice sociale, de solidarité, de réduction des inégalités sont consubstantielles à l'écologie politique.** Affirmons aussi que l'écologie va bien au-delà d'un simple prolongement des anciens combats de la gauche, si utiles qu'ils furent, parce qu'elle s'appuie sur **un nouveau paradigme.** La reconnaissance de la finitude du monde, de la vulnérabilité de la vie sur Terre, le questionnement du dualisme Homme-nature, sont à la base de ce

nouveau paradigme qui renverse la vision du monde qui avait prévalu jusque-là, celle de l'Homme « comme maître et possesseur de la nature ». Assumer notre singularité c'est aussi assumer notre radicalité.

Devant l'urgence et l'ampleur du changement à opérer, le réalisme n'est plus la politique des petits pas, mais une radicalité assumée : politique énergétique, transports, aménagement du territoire, logement, politique agricole, c'est l'ensemble de notre société qu'il faut réorganiser. Reconnaissance de la personnalité juridique de l'animal, zéro artificialisation nette des sols, nouveaux indicateurs de richesse, multiplication par 10 du budget d'un ministère de l'égalité femmes/hommes, revenu maximum, réduction du temps de travail, monnaies locales, développement des services publics de proximité pour en faire le pivot de la vie locale, tarification progressive de l'eau et de l'énergie, ... le projet écologiste dessine une société résiliente et émancipatrice, respectueuse de l'humain et de la nature, qui répond au besoin de sens, et de dépassement de la société de consommation.

Et c'est autour de ce projet de société singulier et désirable que les coalitions majoritaires devront être construites.

suite page suivante



TEXTE SOUMIS AU VOTE

B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE



2 / UNE MÉTHODE : RENFORCER NOTRE MOUVEMENT

En structurant notre crédibilité
Nous devons travailler à consolider notre crédibilité, gagner en profondeur dans notre analyse et notre capacité à exercer le pouvoir. Reconnaissons que nous avons encore besoin de renforcer nos compétences et de nourrir notre réflexion de nouveaux échanges. Si les citoyen.nes nous font confiance au niveau local, celle-ci reste à consolider au niveau national. Cela demande de **l'humilité, de la constance, du travail, de la rigueur** et une incarnation à la hauteur des enjeux. Nous proposons :

- d'installer un **« contre-gouvernement » mobilisant toutes nos expertises** pour nous mettre en situation d'exercer le pouvoir demain. Notre expérience parlementaire est un socle, mais il reste à construire sur cette base.
 - de lancer **un cycle de conventions thématiques nationales, associant intellectuels, ONG et partenaires, pour nourrir notre réflexion et structurer notre projet, thème par thème.**
- En accueillant et en formant les nouveaux adhérents pour leur ouvrir l'accès aux responsabilités ...**
Le faible nombre d'adhérent.es d'ÉÉLV

est aujourd'hui un frein. Pour grandir, nous devons **mieux accueillir les nouveaux militant.es** et sympathisant.es, organiser la transmission des compétences et des expériences (riches) acquises collectivement ces dernières années, faciliter la prise de responsabilité, soutenir les démarches d'action locale, en particulier dans les territoires où ÉÉLV est encore peu présent. Une charte d'accueil du nouvel adhérent est un premier outil, mais elle devra être complétée d'objectifs et de moyens concrets (livrets, webinaires, référents accueil, formations type, kit de bonnes pratiques ...) construits à partir des expériences développées et réussies au niveau local et régional.

La forte mobilisation de jeunes lors des grèves mondiales pour le climat et lors du scrutin européen témoigne d'une politisation nouvelle qui s'opère sur l'enjeu écologique. Il nous incombe de soutenir cette mobilisation et de **donner toute sa place, en interne, à cette nouvelle génération.**

3 / UN CALENDRIER : PENSER NOTRE DÉPASSEMENT EN DEUX TEMPS

Élections municipales et sénatoriales en 2020, départementales et régionales en 2021, nationales en 2022 : il est impératif de penser l'ensemble

de la séquence, et d'articuler notre processus d'élargissement avec les échéances électorales.

Le premier temps, jusqu'aux municipales, doit être celui de l'ouverture et du dialogue.

Notre priorité des prochains mois est la réussite des élections municipales. Elles doivent permettre le rassemblement des citoyens et des autres formations autour du projet écologiste pour amorcer le processus de dépassement. Le rôle de nos instances d'animation et de décision, nationales et régionales, sera de se mettre au service de nos candidats, et d'animer un travail de ressources - programme et communication -, en nous appuyant sur l'expérience de nos élu.es. Sauf portée symbolique qui engage l'image de l'ensemble du mouvement, c'est à l'échelon local que devront se décider les stratégies gagnantes, dans le respect de la subsidiarité et dans le cadre de nos valeurs.

Les élections sénatoriales en 2020, départementales et régionales de 2021, devront nous permettre de poursuivre et consolider la dynamique de victoire.

Le deuxième temps doit être celui de la construction d'une force à vocation électorale : la « maison commune » de l'écologie

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE



La social-démocratie a eu son « Épinay », le mouvement écologiste devra lui aussi organiser son moment de rassemblement fondateur d'une force nouvelle, en capacité de conquérir le pouvoir. Il nous faudra nous dépasser, sans peur, sans chercher à maintenir des positions de pouvoir ou des habitudes de fonctionnement. De cette capacité de dépassement réel, dépendra l'avenir de l'écologie politique.

Nous devons nous préparer à construire une large coalition, écologiste et humaniste, capable d'offrir une alternative crédible lors des scrutins majoritaires que sont la présidentielle et les législatives. C'est en créant cette « Maison commune » de l'écologie, avec tous les partis et mouvements qui mettent l'écologie au cœur de leur projet politique, mais aussi en travaillant à un deuxième cercle, celui des alliances, que nous créerons les conditions de l'alternance.

4 / UNE EXIGENCE : FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE PERMANENTE DANS NOTRE MOUVEMENT

Trop de décisions stratégiques ont été prises dans la période récente par un cercle restreint de responsables et soumises, sans alternative, à la validation des adhérent.es. Trop

souvent aussi, les statuts ont été « suspendus », symptôme du dysfonctionnement de notre démocratie interne. Au moment où d'autres partis se fourvoient dans des gestions descendantes et autoritaires, nous devons montrer la force et l'efficacité de la méthode écologiste de construction collective des décisions. Notre expérience de la démocratie participative dans les collectivités doit nous servir à construire cette animation inclusive qui permette à tou.tes de participer aux décisions du mouvement. Nous devons également être particulièrement attentifs aux groupes qui animent les territoires des DOM-TOM, particulièrement exposés aux crises climatiques, sociales et environnementales, les appuyer pour leur développement et veiller à leur participation à la vie de notre parti.

Cette exigence de plus et mieux de démocratie doit se traduire par des évolutions de nos pratiques collectives pour faire vivre une démocratie permanente. Au lieu de nous jeter dans une refonte de nos statuts en réaction à nos dysfonctionnements pour « faire vite et efficace », nous proposons de faire vraiment évoluer nos pratiques et nos postures et d'ouvrir un champ d'action sur le moyen terme avec ceux d'entre nous qui ont pratiqué et développé des mé-

thodes effectives de démocratie participative. Notre objectif : adapter nos statuts pour mieux les appliquer, permettre le débat et la participation effective des militant.es aux décisions structurantes de notre parti.

Et en particulier, nous proposons, pour la période qui vient, que les décisions concernant la refondation et l'élargissement de notre parti fasse l'objet d'une convention décentralisée post-municipales qui garantisse le caractère démocratique des options adoptées dans cette étape majeure de notre histoire.

Le temps de l'écologie est venu. C'est le temps de l'unité, du rassemblement, de la mobilisation de notre mouvement.

Pour cela, la ligne victorieuse portée par Yannick Jadot pour l'autonomie et l'affirmation de l'écologie doit nous guider. Si elle fait l'objet maintenant d'une grande adhésion interne, pour autant, elle ne pourra s'imposer comme le nouvel espoir que si notre parti franchit une nouvelle marche. Il doit quitter son rang de petit parti, changer d'échelle, reléguer ses vieilles pratiques claniques, gagner en qualité, en rigueur, grâce une équipe renouvelée, compétente et cohérente qui incarne notre capacité à exercer le pouvoir et à répondre aux enjeux de notre temps. ■

B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE



LISTE "LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE"

1	Eva Sas	Ile-de-France
2	Jérémy Jordanoff	Languedoc-Roussillon
3	Chloé Sagaspe	Ile-de-France
4	Jérémy Crépel	Nord-Pas de Calais
5	Sabrina Sebaihi	Ile-de-France
6	Jean-Baptiste Pegeon	Ile-de-France
7	Catherine Hervieu	Bourgogne
8	Henri Arevalo	Midi-Pyrénées
9	Anna Maillard	Franche-Comté
10	Theo Garcia Badin	Ile-de-France
11	Judith Leray	Pays de la Loire
12	Olivier Longeon	Rhône-Alpes
13	Sophie Bussiere	Aquitaine
14	Alexis Braud	Pays de la Loire
15	Françoise Coutant	Poitou-Charentes

TEXTE SOUMIS AU VOTE

B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE



Présentation de la liste au BE pour Le Temps de l'Écologie

Eva Sas

49 ans, Paris, experte économique auprès des représentants du personnel.

Députée de 2012 à 2017 (VP de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, et membre de la Commission Duron sur les infrastructures de Transports), auteure de la loi sur les Nouveaux Indicateurs de Richesse d'avril 2015.

Présidente d' ECVF (élu.es contre les violences faites aux femmes) 2015-2017.

Mon objectif pour ces trois prochaines années : travailler pour unir le parti, rassembler les écologistes, accueillir les nouveaux adhérents et ensemble, préparer les écologistes à gouverner.

Jérémy Iordanoff

36 ans, Montpellier, artiste peintre. Notre responsabilité aujourd'hui est de construire un grand parti écologiste à vocation majoritaire. Faisons vivre la démocratie interne. Ayons une gestion rigoureuse de notre parti. Réaffirmons la clarté et la cohérence du projet écologiste.

Chloé Sagaspe

29 ans, Paris, ancienne assistante parlementaire et cheffe de cabinet à l'Hôtel de Ville.

Membre du BED d'EÉLV-Paris et du CPR EÉLV-IDF. Ancienne co-secrétaire départemental d'EÉLV-Paris.

Donnons un nouvel élan démocratique à notre mouvement avec une équipe renouvelée à même de porter de la rue aux institutions nos combats et d'être en capacité d'exercer le pouvoir.

Jérémy Crépel

44 ans, Lille, enseignant.

Président du groupe EÉLV à la Métropole Européenne de Lille, conseiller municipal délégué à la santé.

Ancien secrétaire régional NPDC (2016-2018).

Je veux promouvoir une Écologie politique autonome et ouverte autour d'un projet de société global, inclusif et émancipateur.

Sabrina Sebaihi

38ans, Ivry.

Maire adjointe à Ivry en charge de la politique de la ville et de la prévention sécurité, vice-présidente du forum français pour la sécurité urbaine depuis 2018.

Co-secrétaire départementale du 94.

J'ai la conviction que c'est l'écologie politique qui est en mesure d'appréhender les enjeux de demain y compris les inégalités territoriales, sociales et environnementales.

Jean-Baptiste Pegeon

30 ans, Paris, conférencier de voyage, diplômé en science politique spécialisé sur l'étude des mouvements sociaux.

Conseiller fédéral suppléant et ancien porte parole de la région Auvergne.

Je souhaite que nous soyons l'espoir pour cette nouvelle génération en mouvement.

Catherine Hervieu

61 ans, psychologue de formation. Vice-présidente de Dijon métropole aux mobilités actives et l'environnement.

Présidente de la FEVE, impliquée dans la vie du parti (CPR, CF).

Il est de notre responsabilité que l'écologie devienne un projet majoritaire et crédible dans le pays d'ici trois ans.

suite page suivante



TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE



Henri Arévalo

62 ans, Ramonville (31), Conseiller Technique et Pédagogique au Ministère de la Jeunesse.

Conseiller municipal et communautaire.

Militant de l'éducation Populaire et de la jeunesse, de l'économie solidaire et des solidarités internationales du local au national.

Membre sortant du Bureau Exécutif, Président du Cédis.

Un long engagement pour l'écologie, parce que l'écologie est la plus belle des solidarités !

Anna Maillard

38 ans, Ecot (Montbéliard-Belfort), chargée des mutations économiques en collectivité locale.

Jamais élue, membre de CA de structures d'insertion par l'activité économique (Ensemble DéFI).

Mon projet : travailler les écosystèmes territoriaux, donner toute leur place aux animaux dans les politiques publiques et amener les citoyens de tous milieux et corps sociaux (entreprises...) à rejoindre notre projet.

Théo Garcia-Badin

28 ans, originaire de Rouen et collaborateur d'élu-e-s à Montreuil(93).

Co-secrétaire des Jeunes Écologistes jusqu'en août 2019 et actuel vice-président de la com'éco.

Je souhaite faire d'Eelv un parti plus inclusif, notamment pour les jeunes, qui gagne en compétence et en crédibilité pour nous permettre d'accéder aux responsabilités.

Judith Leray

54 ans, Saint-Étienne de Montluc, collaboratrice Projet Événementiel. Coordinatrice Départementale Loire-Atlantique, titulaire CF.

Conseillère Municipale (tête de liste EÉLV 2014 et 2020), suppléante Législatives partielles 2017 circo Jean-Marc Ayrault : 17%, titulaire Législatives 2018 : 7,06%.

Présidente FCPE (10 ans) et Halte Garderie parentale associative (3 ans).

Longeon Olivier

52 ans, Saint-Etienne, chargé de mission dans une collectivité locale.

Conseiller de Saint-Etienne et de Saint-Etienne Métropole.

Porte parole d'EÉLV Rhône-Alpes, Conseiller fédéral d'EÉLV.

Administrateur d'associations de protection de l'environnement et de la nature.

Sophie Bussiere

42 ans, Pays Basque, avocate au Barreau de Bayonne.

Secrétaire EÉLV Pays Basque, Conseillère fédérale.

Alexis Braud

48 ans, Allones (72).

Maire-adjoint à la culture d'Allones et vice-président au numérique de Le Mans Métropole.

Co-porte parole de EÉLV72 et ancien membre du bureau exécutif.

Françoise Coutant

53 ans, professeure de SVT dans un lycée à Angoulême.

VP région Nouvelle Aquitaine en charge du climat et de la transition énergétique, conseillère municipale d'opposition à Angoulême et conseillère communautaire.

Membre du CPR Poitou-Charentes. Présidente ou VP de AREC NA, ATMO NA, ARTEE, RARE, Groupe Mobilité durable de Régions de France, Effinergie. ■



B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE

ALSACE

Marie-Dominique DREYSSE, Jacques FERNIQUE, Alain JUND, Gérard SCHANN.

AQUITAINE

Fanette BILLARD, Sophie BUSSIERE, Sylvie CASSOU-SCHOTTE, Michel DAVERAT, Monique DE MARCO, Daniel DOUSSET, Stéphane GASO, Jean-François GRÈZES, François GUENARD, Brigitte HUE-PILLETTE, Hugues LABERGERIE, Jean-Luc LANCELEVEE, Elisabeth LONGCHAMBON, Jean-Michel MEYRE, Dany NEVEU, Marie-Claude NOËL, Jean-Claude PRADELS, Bastien RIVIÈRES, Olivier THOUARD.

AUVERGNE

Jean-Michel BERNARDON, Laurent CAMPOS-HUGUENEY, Thomas WEIBEL.

BOURGOGNE

Jean-François BUIGES, Vincent DERAÏN, Jacques DROUHIN, Frédéric FAVERJON, Catherine HERVIEU, Yves KAPAMADJIAN, Gérard LIZARD, Laurent MONNOT, Michel MORAND, Yves PRONNIER.

BRETAGNE

Miki BONNO, Véronique CHANTRELLE, Michel COLLOBERT, Cécile FRANCHET, Brewalan MARIÉ, Christelle THOMAS.

CENTRE

Christophe AHUIR, Nicole BOUJILLY, Claire CANDELA, Pierre DÉSAGES, Sylvaine NOËL, Didier VALLÉE.

CHAMPAGNE-ARDENNE

Françoise BRUNEL, Christophe DUMONT, Régis GAVROIS.

CORSE

Monique ALFONSI.

FRANCHE-COMTÉ

Hervé BOUSQUET, Anna MAILLARD, Eric OTERNAUD, Hervé PRAT.

GUADELOUPE

Michelle MAXO.


HORS DE FRANCE

Loïc DUBS, Alessandro ROSASCO.

ÎLE-DE-FRANCE

Laurence ABEILLE, Sami ADILI, Tariq AIT AMARA, Antoine ALIBERT, Whalid ALLAM, Mireille ALPHONSE, Nacime AMIMAR, Eric ARASSUS, Dorothé ARC'HANTAEL, Jean ARTIGUES, Laurent AUDOUIN, Nadia AZOUG, Nawell BACHIR, Frédéric BADINA, Jean-Pierre BARRAUD, Eric BÉAL, David BELLARD, Khaled BEN-MOHAMED, Alix BÉRANGER, Joshua BERGER, David BERLY, Sybille BERNARD, Wilfried BÉTOURNÉ GAUME, Benjamin BIBAS, Vincent BOCHER, Nathalie BOCHER-LENOIR, Christophe BONAZZI, François BONGARS, Daniel BONNICI, David BORNSTEIN, Zaïa BOUGHILAS, Bernard BOURDEIX, Céline BOURIACHI, Philippe BOURIACHI, Ahmed BOUZID, Thibaut BRAGÉ, Pierre BRENAS, Dominique CATÉRINI, Patrick CHAIMOVITCH, Madjid CHALLAL, Francis

CHALOT, Quentin CHAPELAIN, Bruno CHARPENTIER, Didier CHEVALIER, Kader CHIBANE, Tanguy CHOLLET, Patrick CHOTARD, Fadila CHOURFI, Thierry CLINARD, Dominique CLOAREC, Lucile COCITO, Ginette CONTRASTIN, Nathalie COUPEZ, Opale CRIVELLO, Jean-Pierre CRUSE, Pascale DE LA LOGE, Anne DE RUGY, Sophie DECOOPMAN, Dina DEFFAIRI, Sophie DEFFARGE, Jean-Marc DEFRÉMONT, Jean-Luc DEFROMONT, Adrien DELASSUS, Martine DELOFFRE, Denis DELRIEU, Stéphanie DEMBAK, Jean-Marc DENJEAN, Jean DESESSARD, François DESRIAUX, Maxime DOURY, Vincent DUBAIL, Raliba DUBOIS, Michel DULEU-BURRE, Guillaume DURAND, Eric FERRERES, Serge FERRETTI, Evelyne FLAMM, Julien FOSSE, Dominique FRAGER, Kheira FREIH, Mathurin GALLICE-GENTY, Jean-Michel GAMBIER, Theo GARCIA BADIN, Vincent GAYRARD, Damien GENARD, Aïssa GHALMI, Sirine GHALMI, Michel GODEFROY, Michèle GONNET-CHAUBET, Jacques GRENIER, Claire GROVER, Lionel GUÉRIN, Ouissem GUESMI, Patricia GUYOT, Mahdi HALALI, Kevin HARSCOET, Manon HAVET, Anne-Marie HEUGAS, Jean HORACE, Thierry HUBERT, Régine HUGONINC, Vincent HULIN, Jérémie JAEGER, Hugo JASIENSKI, Morgan JASIENSKI, Nicolas JOUVE, Thomas JULIEN, Bertrand JULLIEN, Samia KASMI, Rémy LACRAMPE, Luisa LAIFAUI, Béatrice LAMBERT, Christine LAMBERT, Geneviève LARDY, David LE PABIC, Dominique Louise LECLERCQ, Lucas LELOUP, Gil LEPARMENTIER, Louis LEROY-WARNIER, Dan LERT, France LERT, Gabriel LIVNEY, Brice LOE MIE, Frédéric MAGNIN, Jérôme MARCHAND, Marie-Pierre MARCHAND, Alexis MARTIN, Karim MASTOURI, Khaled MASTOURI, Noura MASTOURI, Marie-Christine MATTIVI, Sabri MEKRI, Amel MENAÏ, Habib MENAÏ, Charles

suite page suivante 

TEXTE SOUMIS AU VOTE



B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE

MERLIN, Christine MEROT, Maxime MESSIER, Frédérique MILLARD, Fiona MILLE, Pierre MINNAERT, Nairi NAHAPETIAN, Aminata NIAKATE, Etienne NOUGUEZ, Philippe NOURY, Joëlle PARIS, Matthias PARVEAU, Cyril PASTEAU, Eleonore PAYS, Jean-Baptiste PÉGEON, Christian PERROTEAU, Quentin PICQUENOT, Emmanuelle PIERRE-MARIE, Eleonore PIOT, Damien PIQUEMAL, Patrick POLVERELLI, Julie POTIER, Francis PROUST, Nabil RAHBI, Cécile RANGUIN, Pascale RAYNAUD, Emmanuelle RIVIER, Guillaume ROBICHON, Franck ROLLAND, Nicolas ROUVEAU, Paulin ROY, Chloé SAGASPE, Malika SALHI, Mohamed SALHI, Mariannick SAOUT, Eva SAS, Mounir SATOURI, David SAUVAGNARGUES, Hermann SCHNEIDER, Gerold SCHUMANN, Jamal SEBAIHI, Sabrina SEBAIHI, Alexandre SERAIN SHVALOFF, Ronan SOHIER, Bastua SOIMADOUNE, Anne SOUYRIS, Olivier SZULZYNGER, Pascale TAILLAT, Magalie TAUPIN, Alice TIMSIT, Olivier TOCHE, Ariane TOUCHARD, Philippe TOURNAUD, Serge VOLKOFF, Romain ZAVALLONE, Jérémy ZEGGAGH, Essaid ZEMOURI, Mohamed ZIATA.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Jérôme BRUWIER, Juliette CABANTOUS, Monique CHAÏBI, Jean-François DAURES, Philippe DOUGUET, Christian DUPRAZ, Christophe GIGLI, Joan HERB, Stéphane HERB, Jérémie IORDANOFF, Karin KARLZEN, Violaine LEFEBVRE, Michel LENTHERIC, Patrick MARCOTTE, Paul MURAILLE, Artee PANRAY, Nathalie PICONE OLIVER, Stéphane PONCET, Catherine SANT, Adèle STEUER, Safia TAGUIG, Sylvie VASLIN, Vincent VLÈS.

LORRAINE

Gilles BILOT, Gilbert POIROT, Jocelyn SCHUFFENECKER, Laurent WATRIN.

MIDI-PYRÉNÉES

Henri AREVALO, Jacques ARTHUYS, Brigitte BROZIO, Elie BRUGAROLAS, Evelyne COLONGES, Guillaume CROS, Bernard CROZEL, Carole DONATY, Charles DONATY, Françoise DONATY, François DURAND, Françoise EMERY, Régis GODEC, Jean-Claude GOUZE, Michel HOURNÉ, Boris LAMBERT, Manuel LEICK-JONARD, Philippe MARCELLIN, Isabelle MEIFFREN, Jean-Pierre QUEILLE, Françoise REGNEAULT, Laurent RENAUDIN.

NORD-PAS-DE CALAIS

Maroin AL DANDACHI, Yannick BROHARD, Mélissa CAMARA, Pierre CASTEL, Jérémie CRÉPEL, Joe DABIT, Magali DE OLIVEIRA ARTUS, Bernard DEVEYLDER, Thierry DENYS, Virginie DRAPIER, Julien DUBOIS, Marc DUVIVIER, Laurent FAUCON, Thomas FREMOND, Christophe GRAS, Germain HANNEBIQUE, Jules HUVIG, Arnaud KOEHL, Didier LAVERRE, Janine LECAILLE, Raymond LECAILLE, Marie-Paule LEFRANCQ, Ariane LEVEQUE, Anne MIKOLAJCZAK, Quentin OMONT, Marie-Françoise PENET, Didier PERO, Christian QUINTIN, Sam ROGGERO, Ana TALEB, Charlotte TALPAERT, Alan VAN BRACKEL, Lucie VIDAL, Katy VUYLSTEKER.

NORMANDIE

Romain BOTHET, Bérengère DAUVIN, Alain LIMANTON, Thierry MICHENAUD.

PAYS DE LA LOIRE

Alexis BRAUD, Jean-Michel BRAUD, Sophie BRINGUY, Sandrine BUCHOU, Olivier BULARD, Patrick COTREL, Jacques DALIBERT, Philippe DEGUINAL, Julien DERVAUX, Laurent DUBOST, Wilfried DURAND, Françoise FOUBERT, Samuel GUY, Pascale HAMEAU, Brigitte HERIDEL, Nicolas LECOQ, Judith LERAY, Françoise MARCHAND, Nicolas MARTIN, Bruno MIOT, Patrick NAIZAIN, Bernard PEYSSON, Maël RANNOU, Daphné RAVENEAU, Isabelle SÉVÈRE, Jean-François TALLIO, Jacques TESTARD, Yvon VIOLAIN.

PICARDIE

Raymond DEBOT.

POITOU-CHARENTES

Jean COLLON, Françoise COUTANT, Didier DARGERRE, Chantal NOCQUET, Serge RIVET.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Brigitte APOTHÉLOZ, Michel BLANCHARD, Christian CAROZ, Pierre CAZEEL, Jean-Pierre CERVANTES, Marie-Agnès CHALÉAS, Anne-Marie DELBOIS, Jean ERPELDINGER, Marc GALLARDO, Bérengère GASON, Olivier GROS, Jeanne HOCQUAUX-THIÉMONGE, Rosy INAUDI, Philippe LEFRANÇOIS, Bernard LETERRIER, Paul PASCUAL, Jean-Yves PETIT, Michèle PONCET-RAMADE, Joël PRUVOT, Jean-Marc TAGLIAFERRI, Franz VASSEUR, Claudine VIALA.

suite page suivante 

TEXTE SOUMIS AU VOTE

B

LE TEMPS DE L'ÉCOLOGIE

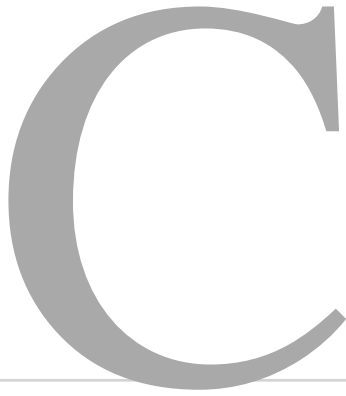


RÉUNION

Danon Lutchem ODAYEN, Christiane SUDNIKOWICZ.

RHÔNE-ALPES

Bertrand ARTIGNY, Jacques BABÉ, Sarah CAQUERET-STAAI, Germain COLLOMBET, Roland COMTE, Rémi COURT, Florence DELAUNAY, Franceline FANTON MARIE, Elsa FRANCÈS, Philippe GASPARI, Pierre HÉMON, Michel LACREUSE, Olivier LONGEON, Sylvie LONGEON, Isabelle MAISTRE, Jacques MINNAERT, Vincent MONOT, Hélène MOREL, Maurice MOREL, Christian MOYERSOEN, Alain NÉROT, Nicolas PATUREAU, Christian PORRIN, Vincent RABBE, Brigitte RENÉ-CORAIL, Cécile SIEGWART, Marie-Michelle VIALLETON, Philippe VIALLETON.



DÉMOCRATIE ÉCOLO



Le dérèglement climatique, l'érosion de la biodiversité et les pollutions à grande échelle, de plus en plus perceptibles, mettent en évidence **la profonde fragilité et l'effondrement de notre civilisation industrielle**, fondée sur une croissance économique illimitée, tandis que les inégalités sociales se creusent et que les crises financières se succèdent. Certain-es peuvent le souhaiter par conviction, d'autres le redouter par anticipation ou encore le réfuter car l'effondrement fait peur. Il n'en reste pas moins que c'est désormais un scénario probable, dans un avenir proche, sans que nous soyons capables d'en mesurer les conséquences.

Il faut donc à la fois s'y préparer, ce qui nécessitera de profondes adaptations, mais également lutter pour en atténuer les effets. Car l'effondrement de notre civilisation industrielle a déjà commencé. Il s'agit d'un effondrement systémique à la fois environnemental, climatique, biologique, économique, social et politique. Après des décennies de petits pas, il est grand temps de clarifier et de renouer avec la lucidité des débuts de l'écologie politique.

I. FACE À L'IMPASSE, L'ÉCOLOGIE

L'économie de marché qui réduit le monde au prix et au gain, ainsi que la croissance économique illimitée, sont deux faces d'une même impasse idéologique : celle de la croyance que le génie humain finira toujours par trouver des sources d'énergie et des ressources inépuisables. La techno-science croissante tente de préserver le plus longtemps possible notre rapport prédateur au monde. L'éco-blanchiment montre que tout peut changer, sans que rien ne change : ainsi en remplaçant des voitures fossiles par des électriques toujours plus "grosses" et plus rapides.

Face à cette confusion, émerge l'obligation de dire l'impasse dans laquelle nous nous trouvons et de prôner la solution verte. L'exploitation des énergies fossiles et fissiles, exacerbées par la recherche libérale du profit, ont rendu intenable le lien avec l'écosystème et obsolètes les interdépendances entre les humains (nourriture, mobilité, logement...). Le pétrole, mais notre dopage à l'énergie en général n'est pas seulement un assassin du climat, il tue la Nature et la Société.

C'est le défi du Mouvement EÉLV. Qui doit renforcer et énoncer le discours Vert dans sa vérité, car un discours écologiste qui laisse croire aujourd'hui que l'on peut faire du "développement durable", est un discours contre-productif pour l'ensemble des responsabilités qui nous incombent vis-à-vis de l'effondrement à l'œuvre. Et pour avoir un discours crédible et combattre les discours simplistes, il lui faut mettre en place un dispositif de formation pour les adhérent-es, en particulier les élu-es internes, mais aussi les acteurs du changement au sens large : Pourquoi l'effondrement, comment s'y adapter?

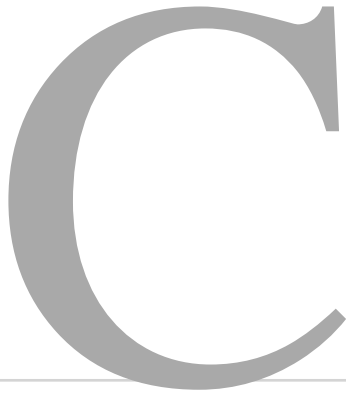
Un programme d'adaptation radicale, de résilience, de renoncement et de restauration posera les bons repères pour les débats que va susciter la destruction environnementale et ses effets économiques et sociaux..

- La résilience, c'est nous demander « *Comment pouvons-nous préserver ce à quoi nous tenons vraiment ?* »
- Le renoncement, c'est nous demander « *À quoi devons-nous renoncer pour ne pas faire empirer la situation ?* »

suite page suivante



TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉMOCRATIE ÉCOLO



• La restauration, c'est nous demander « *Que pouvons-nous retrouver qui nous aiderait à faire face aux difficultés et tragédies à venir ?* »

Une société capitaliste et libérale, droguée au profit et donc aux énergies fossiles et fissiles, est forcément individualiste. Elle nie les corps intermédiaires et facilite l'émergence des populismes. Or **le projet écologiste, qui place le "faire ensemble" au cœur de sa démarche, est incompatible avec toute forme de populisme**, car celui-ci s'accommode des productivisme, racisme et autoritarisme, quand il ne les exacerbe pas.. C'est pourquoi, malgré le rejet des mots décroissance ou post-croissance, alors que nous y sommes, analyser le lien de cause à effet entre le système économique et social actuel et l'effondrement à venir, c'est faire œuvre de démocratie et commencer à imaginer un autre monde.

2. PENSER ET FAIRE LA TRANSITION ÉCOLOGISTE DANS LES TERRITOIRES

Notre mouvement doit expliquer l'impasse actuelle, mais aussi ap-

porter de l'espoir. Cela fait longtemps que les écologistes portent l'impérieuse nécessité de réduire l'empreinte environnementale à tous les niveaux, de renaturer le plus possible, de relocaliser les activités humaines comme clé de voûte de la résilience des territoires. Il nous faut donc penser l'organisation de ces activités et usages en **éco-régions**. A titre d'illustration et exemplarité, nous pourrions d'ailleurs nous organiser à cette échelle, dans un dialogue permanent avec la Société, ses Corps intermédiaires et notre structure à 2 anneaux (Coopérative et Parti) et 3 niveaux.

Contrairement aux partis productivistes qui se situent dans l'accompagnement de l'existant, ÉÉLV doit accompagner la prise de conscience de la nécessité d'une société écologiste qui n'est, à ce jour, ni enseignée ni expérimentée à l'échelle d'un territoire en France. Il est nécessaire de **redevenir un mouvement plus solide sur le plan des idées**.

Les commissions thématiques avec leur réseau d'experts internes et externes, doivent être soutenues, renforcées et mises en lumière par une solide politique d'information-

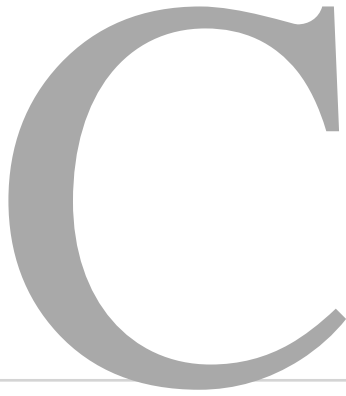
édition-communication. Nous devons par exemple avoir notre web-TV. La transition écologiste post-croissance, les enjeux systémiques, le "Penser global et agir local", doivent être pensés, nourris des expérimentations locales et diffusés dans l'opinion publique.

Le Mouvement doit proposer le changement de société spécifique à la transition écologiste. Et appeler à la mobilisation citoyenne générale. En renouant avec le terrain, et via la démocratie participative, le refus de la société de consommation aura comme objectifs la réduction forte de l'utilisation des ressources (respect des limites physiques et naturelles, le Facteur 4 !), la restauration de la biodiversité, la réparation de la fracture sociale et territoriale, l'efficacité budgétaire et l'équité fiscale, la démocratisation des instances, le bien-vivre en Société apaisée.

L'appel à la mobilisation et à la résistance doit devenir le **fil rouge permanent de l'action militante** du mouvement. Il racontera, par tout support efficient, les efforts et succès des initiatives citoyennes pour la transition écologiste. Il se

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉMOCRATIE ÉCOLO



connectera aux réseaux d'éducation populaire pour démultiplier l'apprentissage des possibles d'une société post-croissance.

3. ÉLECTIONS : L'AUTONOMIE AVANT LE CONTRAT - LE PROJET AVANT LES POSTES

Les élections territoriales, municipales 2020, régionales 2021, de par leur mode de scrutin et leurs compétences, sont les élections déterminantes à venir pour appliquer l'écologie. Le Mouvement fera respecter en interne, la subsidiarité, caractéristique des écolos, des stratégies électorales et la pleine transparence dans la sélection des candidats. Il élaborera et diffusera en interne un programme avec les marqueurs et les conditions d'application incontournables, après validation par le Conseil fédéral et l'Agora, suite à l'instruction en Comités régionaux.

L'élection présidentielle et les législatives associées, aura également lieu pendant la mandature. Les écologistes ont toujours été un peu fâché-es avec l'élection présidentielle,

car la « reine » des suffrages est le reflet de tout ce qu'ils combattent en réalité : le centralisme du pouvoir et l'homme providentiel. C'est pourquoi, à l'exception notoire de 2017, les écologistes se plient à l'exercice obligé, tout en étant convaincu-es qu'il ne faut pas laisser la chaise vide. En 2022, face au nationalisme et au libéralisme, l'écologie devra avoir son-sa candidat-e, sur SON projet, en toute autonomie.

Pour les Législatives qui suivront, il conviendra bien sûr d'analyser les conditions et options possibles, mais les orientations stratégiques d'anticipation et d'adaptation à l'effondrement du Projet vert, devront être défendues et respectées en cas d'alliance éventuelle.

Au regard du poids électoral, l'élargissement d'EÉLV se pose. Il se réalisera selon la proximité des projets et les conditions du respect de notre corpus : pour les plus proches, l'objectif à court terme est la fusion. Ce qui implique obligatoirement le respect des minorités et de la proportionnelle. Pour les moins proches, le principe est l'autonomie contractuelle, sur des dispositions claires et évaluables, dans le cadre d'une alliance toujours révocable.

Tant qu'il sera fait référence au clivage gauche-droite des sociétés industrielles, l'écologie rentrera dans le camp de la Gauche car elle sollicite les canons de celle-ci. Mais **le clivage politique aujourd'hui est celui entre écologistes et productivistes**. Avec toutes leurs nuances réciproques. Le Mouvement doit clarifier son positionnement sur l'échiquier politique et mettre fin aux prises de parole et comportements publics contradictoires, qui embrouillent l'électorat et décrédibilisent l'écologie.

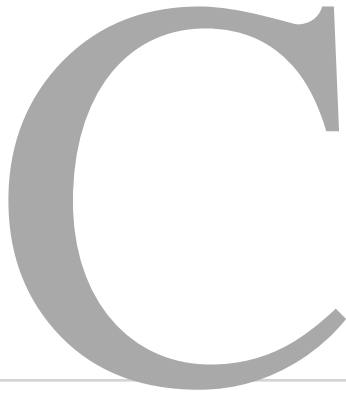
4. ÉCOLOGISTES, DEHORS ET DEDANS !

Les écologistes ne sont pas les seuls à penser l'effondrement. Les grands groupes économiques, notamment, y pensent aussi. Pas avec les mêmes valeurs et vision que nous. Au cœur même de cette divergence, il y a la **démocratie** et l'idée que l'on s'en fait : rapport à l'altérité, à l'autorité, à la régulation, rapport État-citoyen, représentation vs participation... Au vu de la démesure du système économique croissantiste actuel, il est logique de s'interroger sur la qualité de la démocratie qui le porte.

suite page suivante



TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉMOCRATIE ÉCOLO



Que doit faire un mouvement écologiste quand l'effondrement a déjà commencé que la désocialisation est à l'œuvre, que la tension sociale monte?

D'abord relativiser les aventures opportunistes qui ont tellement obéré l'enracinement du projet écologiste, éloigné l'électorat et démotivé les adhérent-es en interne. Bien mesurer ensuite la hauteur et les obligations du défi qu'est la « révolution » verte. Et dès lors, assumer un positionnement qui dépasse le court-termisme des élections.

Au sein du Mouvement, il est habituel d'entendre que les statuts sont les responsables du dysfonctionnement interne, qu'il faut simplifier, que les motions de Congrès sont inutiles, etc... En fait, **le parti souffre surtout du contournement des dits statuts, du non-respect des contre-pouvoirs prévus**, d'actions en contradiction avec la motion de synthèse du dernier Congrès. La prime majoritaire de 25% au Bureau Exécutif déséquilibre l'ensemble d'un fonctionnement interne normalement construit sur la proportionnelle et le respect des droits de la minorité. Son abrogation est indispensable.

Le Mouvement doit être pleinement démocratique. Un plan d'action semestriel permettra de suivre la mise en œuvre des orientations stratégiques et rendre compte de son avancement. Les validation/intégration de nouveaux-elles adhérent-es comme l'élaboration des conditions d'échange entre les adhérent-es, notamment lors des campagnes internes, seront partagés en toute transparence. La sélection des candidats aux élections devra quant à elle, se faire sur des critères privilégiant la maîtrise du corpus, l'engagement militant et la droiture.

Transparence, éthique et convivialité sont indispensables pour construire durablement avec les adhérent-es et les coopérateurs-trices un mouvement (enfin) relié avec les associations citoyennes pour la transition écologiste et les acteurs de la société civile. ■

C

DÉMOCRATIE ÉCOLO



DÉMOCRATIE ÉCOLO

1. **STANISIERE Philippe**, Île-de-France
2. **JUSTE Christine**, Provence-Alpe-Côte d'Azur
3. **BENBETKA Abdallah**, Île-de-France
4. **DUMAZEL Dominique**, Auvergne
5. **LAJEANNE William**, Bretagne
6. **ARRIPE Marie-Laure**, Languedoc-Roussillon
7. **NICANOR David**, Champagne-Ardennes
8. **VIDARD-ROUVREAU Sandra**, Poitou-Charente
9. **CIVILISE Christian**, Guadeloupe
10. **REBREYEND-SURDON Christine**, Rhône-Alpes
11. **JURADO Alexandre**, Midi-Pyrénées
12. **BLANCHARD Pascaline**, Nord-Pas-de-Calais
13. **MERCIER Jean-Jacques**, Pays-de-Loire
14. **DE CREMIERS Christelle**, Centre
15. **EUZENAT-PERRON Gilles**, Normandie

TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉMOCRATIE ÉCOLO



Alliant expérience et nouveauté, le BE proposé par Démocratie Ecolo allie la diversité des profils dans leur compétences et savoir faire, acquis au sein des différentes instances du parti, mais également lors de leurs parcours professionnels ou leur investissement dans le milieu associatif.

Cette équipe pluridisciplinaire, couvre un large éventail de régions dans la limite imposée par le nombre de membres du BE.

Elle saura être à votre écoute mais également mettre en oeuvre les orientations du parti définies lors de ce congrès en accord avec les attentes des militants qui se seront exprimés lors des votes de ce congrès.

Présentation succincte de chaque membre :

- **Phillipe** est membre du bureau Exécutif sortant, il souhaite être le prochain SN
- **Christine J.** est membre d'EÉLV depuis 9 ans. Conseillère fédérale et porte-parole d'EÉLV en Paca, elle a également travaillé au conseil général des Hauts-de-Seine pendant 5 ans. Elle souhaite être SN ou porte-parole d'EÉLV

- **Abdallah** était sur la liste aux Elections Européennes 2019. Il est membre d'EÉLV sur le Val-de-Marne

- **Dominique** a été candidate aux élections législatives en 2012. Elle est membre du bureau du CF sortante

- **William** était sur la liste aux Elections Européenne 2019. Il est coresponsable de la commission post-croissance

- **Marie-Laure** était 12^{ème} sur la liste aux Elections Européennes en 2009 et législative en 2017

- **David** a été candidat aux élections législatives en 2017. Il est membre du Conseil Fédéral

- **Sandra** est depuis 2014 conseillère municipale et adhérente EÉLV. Elle est militante active sur la condition animale

- **Christian** est secrétaire régional d'EÉLV en Guadeloupe, président de la commission nationale aux outre-mers d'Europe Écologie

- **Christine RS** est responsable du groupe de travail coopération et développement d'EÉLV. De par son investissement elle postule pour

prendre en charge les sujets concernant l'international ainsi que le poste de trésorière

- **Alexandre** a été membre du BE élu en 2016 chargé des relations avec les acteurs environnementaux

- **Pascaline** a été membre du BER NPDC et est suppléante au CF de Karima Delli

- **Jean-Jacques** est membre du BER en PDL

- **Christelle** est membre du bureau exécutif sortant, déléguée aux relations avec les acteurs économiques

- **Gilles** est suppléant au CF ■

suite page suivante ►

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE



DÉMOCRATIE ÉCOLO



ALSACE

Marie Madeleine BRAUD, Yves HAUSS,
Bernard SCHOENACKER, Anny ZORN.

AQUITAINE

Dominique BLANCHARD, Jean-Hervé
LE BARS, Annick MINNAERT, Philippe VIVIER.

AUVERGNE

Marie-Christine BELOUIN, Dominique
DUMAZEL, Hélène FOURVEL-PELLETIER,
Dominique ROGUE-SALLARD.

BRETAGNE

Christian BUCHER, Astrid GAUGAIN,
William LAJEANNE, Christiane LEPAUMIER,
Benoit VARIN.

CENTRE

Mohamed BOUGAFER, Christelle DE
CRÉMIERS, Hubert GASNIER, Suzanne
JOLIVET, Philippe LE DEM.

CHAMPAGNE- ARDENNE

David NICANOR.

GUADELOUPE

Alain AVRIL, Christian CIVILISE.

HORS DE FRANCE

Florian CHIRON.

ÎLE-DE-FRANCE

Fatima AOUTIA, Joris BEGUIVIN, Mina BEN
DRIOUCH, Abdallah BENBETKA, Gregory

BENOIT, Jean-Marie BOIS, Abdelkrim
BOURAKBA, Morgan BRIAND, Christel
BROUSSOUS, Alina BYSTRITSKAYA-
MAINTENANT, Rose DE LA FUENTE, Stefan
DEVRIES, François DOUCET, Dominique
DUTOIT, Rachid EDDAIDJ, Corine
FAUGERON, Joan FENET, Yves FOSSI GAIN-
YO, Nicolas GARDÈRES, Nicolas GOUGAIN,
Claude GRASLAND, Antoine HERVEY, Pierre
HUNAUULT, Alain JEAN-JOSEPH, Pierre
JOURDAN, Louis JOUVE, Tibor KALOCSAY,
Cécilia LANGLE, Yves LE CORRE, Anne LE
GUENNIQU, Remy LÉTÉ, Valérie MAURY-
PERRUCHON, Yann MOREAU, Jean MORLAIS,
Dean NGUYEN, Adelia OSSENGUE, Michel
POIRIER, Serge RIVRET, Michel ROUYER,
Marie-Cécile RUIZ, Josette SAUVAGE, Thierry
SCHAFFAUSER, Anais SOLER, Philippe
STANISIÈRE, Samuel SZYMANSKI, Khalid
ZOUAGH.

LANGUEDOC- ROUSSILLON

Marie Laure ARRISPE, Jean-Paul
VANDERMEEREN.

LIMOUSIN

Laurent TEYSSENDIER.

LORRAINE

Johan LAFLOTTE.

MIDI-PYRÉNÉES

Yves ABIBOU, Olivier CLÉMENT-BOLLÉE,
Jean-Paul DUGOUJON, Alexandre JURADO,
Yves LECOURT, Jean Claude MATHIEU, Marie-
Cécile SEIGLE-VATTE, Christian VALADE.

NORMANDIE

Marie-Amélie BERTIN, Edith BUFFET, Gilles
EUZENAT-PERRON, Gérald JUNGERS.

NORD-PAS- DE CALAIS

Pascaline BLANCHARD, Philippe DEBEIRE,
Karima DELLI.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Guillaume AGEORGE, Guy DE FRANCE,
Yannis FERRO, Jean-Claude GAMOT, Leonor
GONÇALVES, Hélène HAENSLER, Christiane
JUSTE, Christine JUSTE, Margaux LAVIGNAC,
Anne MATHÉ-DE BOTTON, Hervé MENCHON,
Nadine NIEL, Giulia PETIT, Philippe PETIT,
Nicolas PLAZANET, Andrée REVERSAT, Yvon
REVERSAT, Marie Eve ROQUES-PRADAT,
Juliette SIMONETTI, René TASSY, Michelle-
Anne TEYCHENEY, Isabelle URBAN.

PAYS DE LA LOIRE

Jean-Jacques MERCIER, Michèle MIAANT.

PICARDIE

Armelle GRAS.

POITOU- CHARENTES

Julien ROUVREAU, Sandra VIDARD-
ROUVREAU, Alain VIGER.

RHÔNE-ALPES

Camille ANTOINE, Christine REBREYEND-
SURDON. ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



**europa
écologie
les Verts**



D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE RETOUCHONS TERRE !



« L'objectif n'est plus fondamentalement le développement des biens matériels (...) il est aussi le retour de chacun sur ses besoins intérieurs, le grand retour à la vie intérieure et au primat de la compréhension d'autrui, de l'amour et de l'amitié. »

Edgar Morin

I. RETOUCHER TERRE

S'il y avait encore des doutes sur la gravité de la situation de notre planète, l'été 2019 aura apporté son lot de preuves supplémentaires. Or en dépit de la mobilisation des « jeunes » pour le climat, toutes les dégradations environnementales s'aggravent et les projets extractivistes climaticides comme celui de « la Montagne d'or » en Guyane se poursuivent, alors que les inégalités sociales explosent en France et dans le monde. Edgar Morin résume parfaitement l'impasse devant laquelle nous nous trouvons : « Au-jour d'hui, la cause est sans équivoque, sublime : il s'agit de sauver l'humanité. Quand un système est incapable de traiter

ses problèmes vitaux, il se dégrade, se désintègre ou alors il est capable de susciter un méta-système à même de traiter ses problèmes : il se métamorphose. »

Nous étions à - 4°C lors de la dernière glaciation. Des océans plus bas de 120 m, des glaciers de plusieurs km de hauteur dans le nord de l'Europe, des sols gelés sans agriculture possible dans le sud. Avec + 3°C à + 7°C à la fin du siècle, c'est la guerre, la famine et la maladie partout.

L'inertie du système nous condamne à subir les conséquences de cette crise systémique.

La seule option capable d'amortir les effets des effondrements à venir est de changer radicalement de modèle, de nous métamorphoser ! Faisons notre deuil du confort qu'offraient, à 20 % de l'espèce humaine, les énergies carbonées et nucléaires et soyons solidaires avec les 80 %. Cela passe par :

- **La sobriété** : la réduction drastique individuelle et collective de notre utilisation d'énergies fossiles. La production de CO₂ doit décroître rapidement dans les territoires, dans les entreprises, dans les politiques publiques

- **Notre adaptation** à un milieu moins accueillant : renforçons notre résilience. Mobilisons et organisons

l'intelligence collective. Démondialisons, relocalisons les activités humaines. Renforçons notre autonomie individuelle et collective. Produisons tout ou partie de notre alimentation, construisons des éco-lieux, développons le low-tech, des agricultures bio, la permaculture, les jardins-forêts, des organisations bio-locales et bio-régionales. Préparons-nous à accueillir dignement les réfugiés climatiques et économiques. Construisons un nouveau rapport à la nature, au vivant, à la spiritualité, à la convivialité, au local, au collectif, à la non-violence...

- **La remise en cause** d'un système basé sur l'accumulation des profits, incompatible avec la survie sur terre

2. SORTIR DE L'IMPASSE : NI ATERMOIEMENT, NI DEMI-MESURE

2.1 Refusons l'uniformité et portons l'écologie de demain

Le monde s'accélère et de plus en plus de gens ont du mal à y trouver leur place. Les territoires dans leur diversité sont les grands oubliés des politiques publiques. Sous la pression du capitalisme, les politiques

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE RETOUCHONS TERRE !



territoriales se structurent autour d'un seul objectif : celui de la compétitivité économique. Les citoyen.nes de territoires entiers -villes petites et moyennes, périphéries urbaines, espaces ruraux et ultras marins- sont abandonnés, relégués, tandis que les métropoles concentrent tous les capitaux et imposent l'uniformisation des modes de vie. Abandon des services publics, écoles en sursis, centres bourgs qui se dépeuplent. Dans les territoires ultra-marins, les communautés autochtones en sont souvent les premières victimes.

Nous refusons ce monde de domination de pays, de genre et de classe, d'exclusion, d'exploitation de la nature, de ses ressources, séparation entre les humains et les autres êtres vivants. **Notre écologie est une écologie qui valorise le soin, la diversité, le dialogue, la relation, la coopération.** Les solidarités qui s'inventent sur ces territoires « relégués » sont pour nous source d'inspiration et de propositions.

Ils portent des solutions (économie sociale et solidaire, territoires en transition, ZAD, rond-points des Gilets Jaunes, micro expérimentations) qui inventent de nouvelles manières de vivre.

Notre écologie réinvente la **solidarité internationale**, seule susceptible de réduire les conflits et les risques de guerres nouvelles qui s'accumulent. Elle se décline à l'échelle de la planète. Elle décentre les discours et les regards. Elle propose un discours décolonial et réconciliateur. Elle acte l'impasse des frontières nationales face aux enjeux contemporains. Enfin, elle reconnaît notre dette écologique vis à vis des pays dont les ressources continuent d'être pillées et les écosystèmes détruits, notamment dans les territoires Ultra-marins.

Face à la crise de nos institutions démocratiques, la mise en place de nouveaux espaces de délibération est urgente. Alors que le système économique abandonne certains territoires, la démocratie représentative dépossède les personnes de leur pouvoir d'agir. A travers des outils participatifs locaux, une démocratie permanente, horizontale et de proximité doit s'inventer. Sans révolution démocratique, pas de révolution écologique pacifique, pas de métamorphose.

2.2 Une orientation stratégique sans ambiguïté

Les résultats des élections de 2019 ont dessiné un nouveau paysage

politique en Europe : l'écologie apparaît comme la matrice autour de laquelle reconstruire l'idée de progrès humain, et EÉLV comme le pôle de cette reconstruction, dans un contexte politique marqué par la montée des forces fascistes, le maintien des partis libéraux et par l'affaiblissement des partis de "gauche".

Face à ce constat, les écologistes ont le devoir de rassembler les citoyen.es, les forces politiques, syndicales, associatives qui se réclament de l'écologie, et d'ouvrir le dialogue avec les forces qui prennent conscience des crises écologiques. Parce que nous reconnaissons notre place dans une nature plus large où aucune espèce n'est supérieure à une autre, parce que nous sommes les porteurs d'un imaginaire enraciné dans les combats émancipateurs et subversifs menés avec la gauche, pour la défense des exploités.es et des exclu.es, il est temps de faire converger nos histoires militantes, nos parcours politiques autour d'un nouveau projet de société, écologiste, féministe, alter-mondialiste antiraciste articulant autonomie et fédéralisme, lutte pour les communs et justice environnementale, justice sociale et lutte contre le capitalisme.

suite page suivante



TEXTE SOUMIS AU VOTE



D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE RETOUCHONS TERRE !

3. NOTRE FEUILLE DE ROUTE (VOLET I) : RECOMPOSER ET CRÉER UN HORIZON COMMUN

Nous proposons d'agir **simultanément** sur plusieurs leviers :

3.1 Fédérer sans exclusive et construire une maison commune avec toutes les formations politiques qui ont fait de l'écologie politique la matrice de leur projet. C'est un énorme défi dans la mesure où la forme politique institutionnelle qui permettra ces rapprochements, reste à inventer.

1) Rassembler au sein d'un « **archipel de l'écologie politique** » l'ensemble des organisations qui acceptent la perspective de la « post croissance », qu'elles soient issues de l'histoire du mouvement écologiste ou de cette gauche qui s'écologise. Cet archipel politique permettra des regroupements ponctuels, sur projet.

2) Au sein de cet archipel, des affinités politiques plus marquées, entre autres avec les partis issus de la gauche qui ont réalisé leur mue écologiste, doivent permettre de donner naissance à **une nouvelle formation de l'écologie politique**.

3) **Les prochaines élections municipales** sont la première des séquences électorales à venir où ces logiques de rassemblement peuvent prendre forme. Dès aujourd'hui, nous lancerons ces trois processus complémentaires de création de l'archipel de l'écologie politique, du rassemblement des organisations les plus proches au sein d'une nouvelle organisation dont la nature devra être précisée avec elles et d'alliance sur un programme de résistance à la crise du libéralisme et du productivisme.

Ce processus aboutira à un congrès extraordinaire ou à une assemblée générale fin 2020 qui fera le bilan de celui-ci, déterminera la faisabilité de la création d'un nouveau mouvement dépassant EÉLV, et de possibles alliances en vue des régionales.

3.2 L'enjeu de la mouvance sociale : une véritable transition écologique et sociale ne se fera pas contre la société ou à partir des seules institutions. Inter-réagissons avec l'ensemble des acteurs du mouvement social et climatique (Alternatiba, Extinction Rébellion, Jeune pour le climat, Associations environnementales et sociales,

syndicats, ONG, Collectifs et initiatives citoyennes...) qui, hors des postures partisans, défendent les valeurs de l'écologie, de la justice sociale et qui à l'instar de la société toute entière, appellent à une autre façon de faire de la politique.

4. NOTRE FEUILLE DE ROUTE (VOLET II) : REFONDER ET RENOUVELER NOTRE FONCTIONNEMENT INTERNE

Ces dernières années, un mouvement de fond en faveur du climat et de la biodiversité est engagé. De nombreuses personnes s'engagent à EÉLV. Elles doivent trouver dans notre mouvement l'outil dont elles ont besoin.

Or nous constatons de nombreux dysfonctionnements. La Réinvention actée par le congrès de Pantin, n'a pas abouti. Notre coopérative n'a pas pu se développer comme elle l'aurait voulu. Les minorités se sont senties rejetées.

Il est temps de transformer notre organisation. La réflexion menée depuis de longs mois par le groupe de travail Réinvention doit servir de base aux évolutions.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE RETOUCHONS TERRE !



4.1 L'accueil des nouvelles et nouveaux adhérent.e.s

- Nous les mettrons en situation de participation active et de responsabilité
- Nous prendrons le temps de nous enrichir de nos cultures respectives par des formes de parrainage et d'accompagnement de proximité

4.2 La formation permanente: une priorité

Nous devons faire de notre parti, un « parti apprenant » afin de mieux transmettre notre fonctionnement interne, nos outils et nos objectifs. Des outils spécifiques devront être mis en place (vidéos, fiches techniques ou thématiques) permettant des formations décentralisées, au plus près des adhérent.es.

Un centre-ressource virtuel sera créé ainsi qu'une base de données des prises de position d'EÉLV.

La forme de notre site évoluera vers une présentation plus participative :

- valorisant l'histoire et la spécificité du mouvement ;
- donnant accès à des formations et actions militantes ;
- un media militant de l'écologie politique sera créé.

4.3 La construction de notre pensée politique

- La Fondation de l'écologie politique doit être revitalisée.
- Les commissions seront repensées et restructurées pour que leur participation à la construction de notre pensée politique soit effective. Le Secrétariat national apportera le soutien logistique et financier à la valorisation de leurs travaux.
- Notre projet politique Bien Vivre sera rendu visible et réactualisé.

4.4 La démocratie interne

Concernant notre fonctionnement, plusieurs principes doivent nous guider :

1. Le respect des différentes sensibilités et de leur représentation proportionnelle intégrale dans les instances sera assuré, notamment aux Bureaux exécutifs (BE) et du Conseil fédéral (CF).
2. Nous veillerons à la bonne circulation de l'information, la régularité et la fluidité des échanges entre les adhérent-es, le Conseil fédéral (via les conseiller-es fédérales-aux en région), le BE, et les bureaux régionaux.
3. La recherche du consentement sera privilégiée dans nos processus de décision.
4. Le principe de subsidiarité, donnant le pouvoir à l'échelon géographique concerné doit être strictement respecté.

4.5 Les instances

Sur le Bureau exécutif, nous souhaitons que :

1. Le Bureau exécutif présente un rapport d'activité à chaque séance du CF.
 2. Les membres du BE qui sont absents et ne participent pas à ses travaux soient remplacés.
 3. Les règles de non-cumul pour les membres du BE soient renforcées : être membre du BE ne doit pas pouvoir se cumuler avec une fonction de parlementaire, ou de vice-président de Région par exemple.
 4. Un conseil politique, réunissant régulièrement le BE, des élu.e.s nationaux, européens, locaux, sera mis en place et produira des comptes rendus.
 5. Un co-secrétariat sera mis en place.
- Sur le Conseil fédéral, nous souhaitons que :

1. Le Conseil fédéral se réunisse plus souvent : 5 à 6 fois par an.
 2. La communication du CF soit renforcée, notamment en direction des adhérent-es : présentation synthétique et accès aux motions en débat, puis compte rendu synthétique à destination de tou.tes les adhérent-es.
- Nous sommes à la croisée des chemins. Face au chaos et au risque de désintégration de nos sociétés, choisissons de retoucher Terre et soyons le souffle de l'écologie ! ■

D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE RETOUCHONS TERRE !



LISTE DE CANDIDATURES AU BUREAU EXÉCUTIF POUR LA LISTE "LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE" CONGRÈS NOVEMBRE 2019

- 1* **Coulombel Alain** (Savoie)
- 2* **Boyer Géraldine** (PACA)
- 3* **Deville Damien** (Île-de-France)
- 4* **Hardy Hélène** (NPDC)
- 5* **Legiard Nathanaël** (Bretagne)
- 6* **Lahmer Annie** (Île-de-France)
- 7* **Chérel Didier** (PACA)
- 8* **Cortès Florence** (Midi-Pyrénées)
- 9* **Kleiche Abdessalam** (Île-de-France)
- 10* **Ladret Christine** (Pays de La Loire)
- 11* **Lammens Christian** (Midi-Pyrénées)
- 12* **Handschutter Sophie** (Midi-Pyrénées)
- 13* **Lotteau François** (Bourgogne)
- 14* **Alamartine Françoise** (Languedoc Roussillon)
- 15* **Fournier Charles** (Centre VDL)

TEXTE SOUMIS AU VOTE

D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE

RETOUCHONS TERRE !



Le Souffle de l'écologie • Retouchons terre! est le fruit d'un travail collaboratif unissant dans un même élan, Alexis Tiouka, Michèle Rivasi, Yves Cochet, Alain Lipietz, Anny Poursinoff, Jacques Boutault et bien d'autres, qui ont décidé de porter une orientation tenant compte du risque d'effondrement et faisant de la diversité un vecteur de transformation. Pour nous, il n'y a pas de place pour une écologie dont l'objectif se résumerait à réguler le capitalisme.

Une orientation stratégique offensive

ÉÉLV ne gagnera pas seule. Au regard de nos bons résultats des Européennes, il nous revient d'être moteur dans la construction d'un large rassemblement autour d'un projet de société écologiste. Nous construirons un espace politique réunissant les forces associatives, mouvementistes et de gauche partageant la perspective d'une société « postcroissance » - nous contestons toute approche hégémonique d'ÉÉLV qui conduirait à une impasse.

Des modalités de fonctionnement renouvelées

Nous nous engageons à créer les conditions d'un profond renouvellement de nos modalités de fonctionnement (respect des sensibilités, représentation proportionnelle intégrale, circulation de l'info, lutte contre l'absentéisme des membres du BE...)

Nos candidat.e.s au Bureau exécutif

1. Alain Coulombel (Savoie)
Enseignant en économie, ex-conseiller régional, « *Actuel Secrétaire national adjoint, chargé du projet, j'ai décidé de m'engager dans le Souffle de l'écologie pour défendre une écologie sociale. Notre mouvement doit être au plus proche des aspirations qui traversent la société, des marches pour le climat aux manifestations des Gilets Jaunes.* »

2. Géraldine Boÿer (PACA)
Journaliste et designer graphiste, « *ÉÉLV doit instruire son expression publique sur les urgences : une communication sans langue de bois, constructive face aux effondrements palpables. Le dérèglement climatique va entraîner des difficultés majeures. L'écologie politique doit imaginer et donner des clefs pour accompagner, pour résister.* »

3. Damien Deville (Île-de-France)
Géo-anthropologue, Cofondateur de l'association internationale Ayya, « *Je cherche à construire une pensée et des méthodes d'engagement qui place la diversité, humaine comme non humaine, au centre des politiques de développement.* »

4. Hélène Hardy (NPDC)
Ancienne directrice d'une maison de l'emploi, co-animatrice des Assises de l'écologie et des solidarités, co-secrétaire régionale ÉÉLV, « *Je suis convaincue que nous pouvons rassembler de larges forces politiques, syndicales et associatives sur un programme écologique ambitieux, rompant avec les logiques du système capitaliste et réaliste dans sa mise en œuvre.* »

5. Nathanaël Legeard (Bretagne)
Ingénieur Eau et Environnement, ancien collaborateur du gouvernement d'Equateur, « *Au niveau international : la reconnaissance de notre dette écologique vis-à-vis des nombreux pays dont les ressources, naturelles et humaines, continuent d'être pillées et les écosystèmes détruits ; et une vraie solidarité écologique internationale.* »

suite page suivante ►

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE

D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE RETOUCHONS TERRE !



6. Annie Lahmer (Île-de-France)

Conseillère régionale, « *Ecoféministe, militante pour une société où chaque être vivant puisse vivre dignement. Utopiste, je souhaite que le BE retrouve le sens du collectif.* »

7. Didier Chérel (PACA)

Ingénieur à l'ADEME, « *Je veux être vigilant sur l'éthique de notre mouvement. Il y aurait lieu de dynamiser les commissions et que leur travail soit mieux valorisé.* »

8. Florence Cortès (Midi-Pyrénées)

Écrivain public-éditeur, porte-parole régionale EÉLV, « *La culture dans sa diversité est "l'essence de la résilience", anime les solidarités, contribue aux prises de conscience individuelles et collectives.* »

9. Abdessalam Kleiche (Île-de-France)

Médiateur international, enseignant formateur sur les questions géopolitiques, « *Contribuer à ce que tout membre d'EÉLV se réapproprie la complexité du transnational à travers de nouvelles clés de décryptage. Renforcer la visibilité des questions transnationales au sein d'EÉLV. C'est notre affaire.* »

10. Christine Ladret (Pays de la Loire)

Professeure, co-pilote du groupe de travail sur la réinvention, « *Depuis toujours investie dans l'innovation-recherche en éducation, je milite pour faire de la politique autrement et redonner du souffle à nos pratiques dans nos différentes instances.* »

11. Christian Lammens (Midi-Pyrénées)

Artisan plombier, « *Nous voulons marcher sur deux jambes : lier la lutte contre le dérèglement climatique et la justice sociale.* »

12. Sophie Handschutter (Midi-Pyrénées)

Plasticienne, conseillère municipale, « *Face à l'urgence sociale et écologique, nous devons conjuguer humilité et détermination.* »

13. François Lotteau (Bourgogne)

Médecin généraliste, poète à ses heures, « *La justice sociale et la justice environnementale sont indissociables. Pour quoi, nous le savons. Mais savons-nous comment ? Depuis tant de grands soirs ... Avec qui ? La filiation est longue. Des milliers de fils ténus nous tiennent ensemble. Relier toutes les libérations, toutes les luttes contre*

toutes les oppressions, avec le sauvage pour lien, avec pour lieu le bassin-versant, avec pour moyen l'écriture et la politique. »

14. Françoise Alamartine (Languedoc-Roussillon)

Enseignante de Lettres en lycée pro, militante pédagogique (Freinet), altermondialiste, « *Notre système politique est à bout de souffle, nous avons besoin de le reconstruire de fond en comble. La course au profit et l'exploitation sans limite des ressources de la planète est une folie qu'il faut arrêter.* »

15. Fournier Charles (Centre-Val de Loire)

Vice-président EÉLV du Conseil régional, « *Face à la crise de nos institutions, nous devons expérimenter une démocratie permanente et horizontale, à travers des outils participatifs locaux. Les collectivités territoriales ont un rôle clé à jouer dans ces évolutions.* » ■

TEXTE NON SOUMIS AU VOTE



D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE RETOUCHONS TERRE !

ALSACE

Raphaëlle BELLUCCINI, Leyla BINICI, France
Dominique LAUBLE.

AQUITAINE

Pascal BOURGOIS, Malcy CATHELINÉAU,
François COQ, Noémie COQ, Robert
DANGAS, Philippe GLORIEUX, Catherine
HUGUIES, Dominique NICOLAS.

AUVERGNE

Alain MILLE.

BOURGOGNE

Marie Paule BARDETIS, Carole BONIN, Alain
CORDIER, Alain DUTOT, Bruno
HABERKORN, François LOTTEAU, Catherine
MARCADIER, Eric MOUREY, Alain ROUAT,
François SEEBACHER.

BRETAGNE

Sophie BERGAMASCHI, Serge BORVON ,
Laurent COADOUR, Jeannick DELTOUR,
Michel FORGET, Laurent HAMON, Jean Paul
LE POHON, Nathanaël LEGEARD, Bernard
MARTIN, Janick MORICEAU, Michèle
PERNES, Emmanuel PERRAUD, Martine
PETIT, Pascal PIERSON, Yves SAUVAGE ,
Martin SILORET, Christine VAUGRENTE.

CENTRE

Christophe BOULANGER, Jean-Claude
BRAGOLET, Gilles DEGUET, Jean
DELAVERGNE, Christophe DUPIN, Thomas
DUPONT, Evelyne ESTRADE , Benoît
FAUCHEUX, Charles FOURNIER, Philippe
GEIGER, Jérémie GODET, Florent
GROSPART, Fernando GUERRIERI, Betsabée

HAAS, Michel ISAMBERT, Gaël LE
COROLLER, Abderrahmane MARZOUKI,
Bernadette MOULIN, Christiane TROUVE
SPIESSERT.

CHAMPAGNE- ARDENNE

Hervé MURGIER, Léo TYBURCE, Monique
VERDONVEL-GAULGUET.

FRANCHE-COMTÉ

Gérard MAMET , François VETTER.

GUYANE

Dominique BERTONI, Michel DUBOUILLE,
Pierre-Michel FORGET, Alexis TIOUKA.

HORS DE FRANCE

Lambert BARAUT-GUINET, Marie Françoise
DUTHU, Frédéric SUPIOT.

ÎLE-DE-FRANCE

Marie Aoustin, Victoria BARIGANT, Muriel
BEAUJEAN, Gilles BENARD, Stéphane
BERNARD, Thymothée BOUGY, Jacques
BOUTAULT, Chrysis CAPORAL, Joël
CHENAIS, Pierre CHIESA, Philippe
CLUZEAU, Yves COCHET, Henri
DESCALZO, Damien DEVILLE, Roland
DINNER, François DUBREUIL, Benoît
DUCASSE, Julien DUSSART, Malika
ERRAJAFIALLAH, Lucie FERRANDON, Jean
Marc FERT, Alain FOURNIER, Nathalie
GANDAI, Kenzy GAUTHIEROT, Elias
GEOFFROY, Jérôme GLEIZES, Elodie
GUILLERME, Francis HARRE, Samy KHALDI,
Abdessalam KLEICHE, Lydia
LABERTRANDIE, Annie LAHMER, Patrick

LASCOUX , Anna LAURENT, Philippe LE
CLERRE, Martine LEBRANCHU, Florentin
LETISSIER, Alain LIPIETZ, Frédéric
MAINTENANT, Renaud MANDEL, Jean Paul
MAUREL, Patricia MILLOT, Sofi MOSTEFA,
Elisabeth PAGNAC, Michelle PETTE, Matthieu
PONCHEL, Anny POURSIHOFF, Sylvain
RAIFAUD, Jacques RAYMOND, Pandora
REGGIANI, Bernard ROZE, Frédéric
STEINBERG , Pierre STOEBER, Maurice
THOMAS, Philippe VICHERAT, Claude
VILAIN , Muhsin YILMAZ.

LANGUEDOC- ROUSSILLON

Françoise ALAMARTINE, Renée BARNERON,
Claude Marie BENSON, Robert CURBIERES,
Michel DE LAGAUSIE, Max Maurice HORDE,
Philippe KARPE, Claude MERCIER, Marie
Pierre MERCIER, Lydia MORLOT, Anne-Marie
QUENISSET, Justine TORRECILLA.

MIDI-PYRÉNÉES

Jean-Louis CALMETTES, Florence CORTES,
Henriette GOBERT REGANI, Sophie
HANDSCHUTTER, Jean-Claude HEYRAUD,
Mathieu HILTON, Christian LAMMENS,
Philippe LE GOANVIC, Isabelle LOPEZ, Jean
François MARC, Didier Claude ROD, François
SIMON.

NORMANDIE

Sophie BÖRNER, Pascal GONET, Alain
GRUENAI, Jean-Pierre LANCRY, Noëlle LE
MAULF, Thierry LECERF.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



D LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE RETOUCHONS TERRE !

NORD-PAS- DE CALAIS

Martin BESNIER, Benoît DEMEULEMEESTER, Nicolas FROIDURE, Maël GUIZIOU, Hélène HARDY, Virginie HENOCQ, Thérèse KOZŁOWSKI, Antoine LEGRAND, Daniel LUDWIKOWSKI, Pascal MOSBAH, Vincent SADEK, Pauline SEGARD, Naceira VINCENT, Marlène ZINGIRO.

PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR

Sandrine AMADOR, Félix BLANC, Jean Louis BLANC, Géraldine BOÿER, Didier CHEREL, Luc CHESNEL, Laurent DESHAIES, Marie EBERMEYER, Marie Luz HERNANDEZ NICAISE, GRAZYNA KRAWCZYK, Frédéric MAHE, Serge MAROLLEAU, Lionel MARTIN, Jeanne MEUNIER, Jean-Noël MONTAGNÉ, Ghislain NICAISE, Claude NOBLE, Jacques OLIVIER, Michel OLIVIER, Jacques PEREZ, Hélène POTHEAU, Jean RIESENMEYER, Alexandre RUPNIK, Dominique SEYDOUX.

PAYS DE LA LOIRE

Alain BARBERYE, Franck BARRAU, Pierre BRENUGAT-VALPREDA, Christophe BULTEL, Nadège DAVOUST, Danielle ESTAY, Jean-Max ESTAY, Tyjo GUENNEGUES, Colette HAURAY, Jean-Claude HAURAY, Christine LADRET, Claudine LAYRE, Patrick MESLE, François NICOLAS, Thierry TOUCHE.

POITOU- CHARENTES

Véronique DUVAL, Michel FAYEN, Virginie LEONARD, Léonore MONCOND'HUI, Serge MORIN, Jean-François SAUNOI, Stéphane TRIFILETTI.

RHÔNE-ALPES

Claude COLIN, Jean-François COLIN, Gislaine DAGNON, Emmanuel DE LARMINAT, Yves DURIEUX, Franceline FANTON, Alexandre Jacques GAGNAIRE, Christine GARNIER, Josiane GONNOT, Anne GROSPERRIN, Marie Françoise HENRY, Béatrice JANIAUD, Hélène LE GARDEUR, Jean MINNAERT, Véronique MOREIRA, Anne PARTENSKY, Patrick PETIT, Raymonde PONCET, Annie ROCHE, Corinne ROUSSEL-THOMAS, Christophe SAROLI, Marie-Thérèse TISSOT SAVET, Michel WILSON, Rémi ZINCK.

SAVOIE

Annie COLLINET, Alain COULOMBEL, Henri DUPASSIEUX, Benjamin JOYEUX, Marie Christine MATHIEU, Laurent MOCCOZET, Michel RIOCHE, Marie-Cécile ROTH.

**MUNICIPALES :
AGISSONS
ENSEMBLE
POUR
LE CLIMAT !**





1

CONSTRUIRE EN CONFIANCE LES MOYENS DE NOS AMBITIONS

Exposé des motifs

Les marches climat, le résultat des européennes, l'afflux de nouvelles adhérentes, la cote de sympathie que les sondages nous accordent et l'assainissement de nos finances permettent à ÉÉLV de nourrir des ambitions électorales et d'envisager enfin sérieusement que l'écologie politique devienne la nouvelle matrice des politiques publiques.

Au service de ces ambitions, il faudra mobiliser un parti performant.

Le calendrier électoral des 3 ans à venir est connu : municipales et sénatoriales en 2020, départementales et régionales en 2021, présidentielle et législatives en 2022.

Les moyens nécessaires à des campagnes ambitieuses sont également connus : environ 6 M€ pour les élections régionales, 15 M€ pour espérer accéder au second tour de l'élection présidentielle, 12 M€ pour se donner toutes les chances de victoire aux législatives.

Plus de 30 M€ dont la moitié sur nos moyens propres !

Encore faudra-t-il, pour l'autre moitié, le crédit bancaire, des sondages bien orientés et des garanties solides.

Trop longtemps, faute sans doute de la vision et la rigueur nécessaires, tétanisés par des problèmes de trésorerie endémiques, nous avons abordé les échéances au jour le jour et nous avons sacrifié l'important à l'urgent.

Aujourd'hui, il faut maintenir la vigilance sur nos finances mais le plus dur semble passé. Bien que nos recettes soient à un étiage historiquement bas, nous avons conduit un plan d'économies, traqué les gaspillages, remboursé nos dettes externes et, en somme, créé les conditions pour que le parti se réapproprie son avenir et se dote des moyens de ses ambitions.

Quelle que soit l'orientation politique choisie par le Congrès et l'équipe qui sera désignée pour l'appliquer, quels que soient les changements de périmètre que nous déciderons d'opérer dans l'avenir, si nous voulons que nos ambitions se concrétisent, nous devons mobiliser nos moyens humains et financiers appropriés.

Cinq chantiers seront à lancer dès la sortie du Congrès de novembre :

– Renforcer la démocratie financière

Pour cause de complexité de notre structure et des règles de financement de la vie politique, la connaissance des arcanes de nos finances a longtemps été réservée à quelques-unes. Les efforts de pédagogie réalisés ces dernières années doivent être poursuivis, notamment au sein du Conseil fédéral et dans les Régions ÉÉLV.

– Consolider le national et les structures régionales

Les plans d'économies à tous les échelons ont réduit au minimum vital les moyens humains salariés. De nombreuses missions sont pourvues bénévolement par les militant·es et cadres ce qui n'est pas tenable sur le long terme pour notre cœur d'activité. Alors que les perspectives s'améliorent, il faudra pourvoir les besoins les plus criants en moyens humains au niveau du national et participer à l'acquisition

d'une "Maison de l'Écologie". Pour les Régions, un plan de type « Une Région - Un local - Un·e permanent·e » pourrait être lancé début 2020. Pour pérenniser les emplois salariés et les compétences associées, les Régions et le national développeront la mutualisation des ressources humaines.

– Un vaste plan de formation et une école des cadres

Sur 8000 personnes qui sont adhérent·es à notre mouvement, 1/3 d'entre elles nous ont rejoint ces derniers mois.

De plus, les vagues de démissions subies de 2014 à 2016 ont appauvri notre mouvement en connaissances et compétences diverses. Le fonctionnement du parti, l'organisation des actions et mobilisations et les campagnes électorales reposent sur trop peu d'épaules, souvent bénévoles, et épuisent les meilleures volontés.

Nous devons impulser, dès la sortie du Congrès, un vaste plan d'accueil et formation de nos militant·es. Il

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

en va de notre capacité à transmettre nos savoirs et à renouveler nos cadres. Cette opération sera dotée d'un budget, pilotée par un membre du bureau exécutif et conduite en relation étroite avec toutes les régions EÉLV. Les outils de formation (cours, conférences téléphoniques ou vidéo, ressources en ligne, etc.) seront mobilisés pour un impact maximum. Un compte-rendu sera fait deux fois par an au Conseil fédéral et devant la Conférence des régions.

– Une stratégie financière de moyen terme

Pour mobiliser les finances nécessaires aux élections, il faudra développer les ressources propres (autofinancement) mais aussi rebâtir un patrimoine - notamment immobilier, national et/ou régional - à apporter en garantie. Ceci nécessite de dégager des excédents de fonctionnement et de les sécuriser en vue du financement des campagnes. Ainsi, à tous les niveaux du parti, au-delà du simple équilibre financier, il faudra s'astreindre à provisionner les dépenses électorales futures.

– Pour une allocation dynamique des moyens

Longtemps, la défiance s'était installée entre le national et les Régions du fait, notamment, des engagements financiers qui n'étaient pas

tenus. Cette situation avait pour conséquence que des Régions étaient dans l'impossibilité de planifier et d'investir. La situation s'est améliorée et les efforts doivent être poursuivis.

L'étape suivante consiste à affecter dynamiquement les réserves de trésorerie où elles sont utiles. Ainsi, si le national provisionne, chaque année, le coût des élections législatives 2022, cette trésorerie disponible sera affectée, jusqu'en 2021, à financer les élections locales (municipales et régionales). Et les Régions pourront confier ensuite leurs réserves au national pour les législatives et la présidentielle. Ce principe vaut également entre les régions elles-mêmes.

C'est en confortant nos moyens, nos instances et nos militant·es que nous réaliserons nos ambitions!

Motion

Le Congrès d'EÉLV adopte la motion «Construire en confiance les moyens de nos ambitions» et mandate le Conseil fédéral, le bureau exécutif et la Conférence des régions pour l'appliquer. ■

SIGNATAIRES

ALSACE

Cécile Germain-Ecuer.

AQUITAINE

Gérard Dupouy, Jean Lissar, Jean-Claude Pradels.

AUVERGNE

Anne Babian-Lhermet.

BOURGOGNE

Michel Procureur.

BRETAGNE

Didier Chapellon, Magali Deval, Françoise Dorval, Alain Dubois, Michèle Le Tallec, Nathanaël Légeard, Yves Nédellec.

CENTRE

Jean-Sébastien Herpin, François Thiollet.

CORSE

Jean-Jacques Canessa, Serge Guardiola.

FRANCHE-COMTÉ

Suzy Antoine, Philippe-Eric Chatelain, Benoît Cypriani.

HORS DE FRANCE

Nathan Guedj, Géroème Gulli, Frédéric Supiot.

ÎLE-DE-FRANCE

Rodéric Aarsse, Léa Balage El Mariky, Julien Bayou, Didier Delpeyrou, Marc Denis, Jean Desessard, Jean-Luc Dumesnil, Guillaume Durand, Jean-Michel Gambier, Nicolas Hervé, Wandrille Jumeaux, Martine Lebranchu, Gilles Lemaire, Pierre Minnaert, Rosalie Salaün.

LA REUNION

Michel Clément.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Michelle Comps, Laurent Dupont, Patrick Forest, Patricia Guéguen, Jérémie Iordanoff, Marie-Pierre Mercier.

LIMOUSIN

Bernard Gougis, Dominique Normand.

LORRAINE

Marie-Neige Houchard.

MIDI-PYRÉNÉES

Pascal Barbier, Georgette Sauvaire, Véronique Vinet.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Laurent Faucon, Maël Guiziou, Hélène Hardy.

NORMANDIE

Béregère Dauvin, Guillaume Hédoüin, Pierre Ristic.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Jord Duval, Jean-Laurent Félizia, Marc Gallardo, Marie-Christine Kadler, Jean-Marc Tagliaferri, Mathilde Tessier, Michelle Teycheney.

PAYS DE LA LOIRE

Fabrice Bazin, Alexis Braud, Jean-Michel Braud, Elen Debost, Danielle Estay, Romain Laveau, Maël Rannou, Daphné Raveneau.

PICARDIE

Luc Blanchard, Thierry Brochot, Elodie Héren, Gil Mettai.

POITOU-CHARENTES

Anne-Marie Bellarbre, Jean Collon, Didier Coupeau, Virginie Léonard, Chantal Nocquet, Cyril Pouclet, Laurence Réau, Serge Rivet.

RHÔNE-ALPES

Fanny Dubot, Jacques Minnaert, Maurice Morel, Maryse Oudjaoudi, Danielle Persico, Nadine Reux, Michel Wilson.

TEXTE SOUMIS AU VOTE



2

EÉLV, LE PREMIER PARTI ÉCOFÉMINISTE EN ACTES

2017-2018 a été l'année de #MeToo. 2019, celle où Denis Baupin a été débouté du procès en diffamation intenté contre les femmes qu'il a agressées. Plus que la parole qui s'est libérée, ce sont les oreilles qui se sont ouvertes, notamment à l'intérieur du parti.

Europe Écologie les Verts doit devenir le premier parti écoféministe dans ses pratiques. Être écoféministe, c'est lutter contre toutes les formes de domination (sur la nature, les femmes, les personnes LGBTQI +, les minorités raciales, les personnes les plus fragiles...), prêter attention aux générations futures et aux plus vulnérables et respecter les valeurs d'ouverture, de coopération et d'écoute que nous défendons à l'extérieur. **C'est la condition pour convaincre et conserver assez de forces militantes pour développer des solutions de rupture face au changement climatique.**

L'ouverture, c'est rechercher de nouveaux.elle.s adhérent.e.s de toute provenance par une communication et des événements accessibles

à tou te s. C'est coopérer davantage avec les associations de quartiers populaires, du milieu rural, des combats contre les inégalités.

L'ouverture, c'est conserver les adhérents... et surtout les adhérentes : créer un réseau de soutiens féminins dans chaque région, augmenter les moyens dédiés à la formation contre les violences sexistes au sein du parti, valoriser le travail de toutes, proscrire la notion de domaine réservé et faire que chaque sujet soit appropriable par tou te s.

Nous défendons un mieux-vivre pour chacun.e, sobre et résilient, juste et coopératif. Dès lors, il est indispensable de le montrer dans la façon dont nous déclinons notre projet, menons nos campagnes et agissons chaque jour. Il est indispensable de fonder nos propositions sur nos quotidiens et expériences concrètes. Ne pas trouver de place en crèche, avoir des enfants en mauvaise santé en raison des expositions à la pollution de l'air, de l'eau ou des sols, être aidant.e d'un parent éloigné des services publics... Autant de réalités qui sont des sujets politiques.

La coopération, c'est fournir des garde-fous contre l'agressivité des débats politiques. C'est cadrer efficacement les listes de discussion pour que ces outils du parti soient facilitateurs de débats. C'est assurer le respect des règles de prise de parole paritaire dans les instances internes.

Le souci de l'autre, c'est initier des partages d'expériences efficaces et des systèmes de tutorat entre ancien.ne.s et nouveaux.elles (élu.e.s et adhérent.e.s). C'est relayer les personnes fatiguées de leurs mandats. C'est prêter attention au bien-être des collaborateur.trices politiques, dont le rôle est essentiel dans la mise en oeuvre des politiques publiques écologistes. C'est réduire la durée des réunions et les placer à des horaires adaptés pour ne pas pénaliser celles qui assument une double, voire une triple journée de travail. C'est veiller à ce que les femmes soient aussi entendues que les hommes en tant que forces de proposition pour la stratégie de notre mouvement et notre socle programmatique.

Face à l'urgence climatique, nous avons besoin

de préserver notre énergie militante, de protéger les publics les plus vulnérables et de permettre à toutes et tous de participer à la lutte contre le changement climatique. C'est le sens d'un parti écoféministe.

En tant que premier parti écoféministe, Europe Écologie les Verts s'engage à :

- Concernant la formation interne (2500 €/an)

- Etablir une formation d'une journée minimum sur **la prévention du harcèlement et des violences sexistes et sexuelles** et sur le dispositif existant au sein d'EÉLV (prévention, écoute, orientation, enquête, sanction), et une formation à **l'égalité femmes-hommes** centrée sur les outils nécessaires pour garantir des conditions respectueuses et non-sexistes d'animation des débats dans les instances internes, **en direction de tou te s les membres du Bureau Exécutif, du bureau du conseil fédéral et les Secrétaires régionaux/ales à chaque renouvellement des instances.** La formation des secrétaires départementaux et locaux à l'égalité

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

femmes-hommes sera assurée par les régions ;

- Réaliser à chaque renouvellement partiel ou total de ses membres **une formation relative aux violences sexistes et sexuelles** auprès :

- du Conseil Statutaire
- des Commissions Régionales Politiques de Règlement des Conflits (CRPRC)
- Désigner un.e référent.e égalité au sein du bureau exécutif chargé.e du suivi des formations susnommées

- Concernant la prévention (2 500€ par an)

- Mettre en place de la cellule nationale d'enquête et de sanction interne dont le principe a été voté en décembre 2016 et qui n'est toujours pas en capacité de fonctionner car moins de la moitié de ses membres ont été désignés ;

- Assurer à tous ses membres une formation centrée sur le mécanisme des violences sexistes et sexuelles, les lois en vigueur, la prévention du harcèlement et des violences sexistes et sexuelles et la connaissance détaillée du dispositif existant au sein d'ÉÉLV ;

- Intégrer à la charte signée par les nouveaux.les élu.e.s un paragraphe les engageant contre les violences sexistes et sexuelles, les discriminations liées au genre et le harcèlement (moral et sexuel) de leurs collaborateurs.rice.s ;
- Encourager la prévention des violences lors des grands événements d'ÉÉLV,

avec un service d'ordre lors des événements extérieurs et des référent.e.s pour les soirées, par exemple lors des Journées d'été.

- Concernant l'organisation

- Réinstaurer un système de garde d'enfants aux journées d'été, par un personnel agréé et formé, durant les quatre jours d'ateliers (1 250 euros nets).

- Concernant le projet Analyser chaque proposition politique en interne à l'aune des impacts, positifs et négatifs, sur les femmes : contribution et avis systématique de la commission féminisme sur les travaux du conseil programmatique et sur les programmes électoraux à dater de juin 2020 ■

SIGNATAIRES

ALSACE

Leyla Binici, Cécile Germain-Ecuier.

AQUITAINE

Sophie Bussière.

BOURGOGNE

François Lotteau.

BRETAGNE

Jean-Pierre Bigorgne, Serge Borvon, Véronique Chantrelle, Jean-Marc Chesnel, Olwen Denes, Magali Deval, Norbert Diveu, Claire Herlic, René Kermagoret, Nathanaël Legeard, Yves Nedellec, Vincent Noyer, Anne Queffoulou, Thomas Quere, Christine Treguiet,

CENTRE

Betsabée Haas, François Thiollet.

FRANCHE-COMTÉ

Corinne Guyonnet, Cécile Prudhomme, Marie-Claire Thomas.

HORS DE FRANCE

Léa Charlet, Jérôme Gulli, Charlotte Soulyard, Frédéric Supiot, Melanie Vogel.

ÎLE-DE-FRANCE

Rodéric Aarsse, Cécile Afanyan, Boza Alexandre, Léa Balage El Mariky, Victoria Barigant, Julien Bayou, Gilles Bénard, Alix Beranger, Libia Borbon, Jacques Boutault, Lucile Cocito, Nicola De Reguardati, Didier Delpeyrou, Jean-Luc Dumesnil, Guillaume Durand, Eric Ferreres, Claire Grover, Nadine Herrati, Nicolas Hervé, Morgan Jasienski, Cécilia Joxe, Abdessalam Kleiche, Annie Lahmer, Yves Le Corre, Séverine Leclercq, Gérard Levy, Douchka Markovic, Christine Merot, Pascale Mienville, Dominique Napoli, Sophie Nicklaus, Juliette Nitecki, Agnès Pannier, Emmanuelle Pierre-marie, Matthieu Ponchel, Anny Poursinoff, Pandora Reggiani, Sandra Regol, Evelyne Renault Tessier, Lucas Rochette-Berlon, Rosalie Salaün, Eva Sas, Sabrina Sebahi, Anne Souyris, Christophe Teisseire, Julie Thia Nam, Marie Toussaint, Dominique Trichet-Allaire, Muhsin Yilmaz, Romain Zavallone.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Patricia Gueguen.

LORRAINE

Nelson Palis-Niermann.

MIDI-PYRÉNÉES

Christine Arrighi, Manuel Leick-Jonard, Georgette Sauvaire.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Maroin Al Dandachi, Mélissa Camara, Jérémie Crepel, Magali De Oliveira Artus, Virginie

Drapier, Nicolas Froidure, Maël Guiziou, Jules Huvig, Marie-paule Lefrancq, Anne Mikolajczak, Julie Nicolas, Freddy Pourcel, Zakia Rezaiguia, Myriam Santhune, Charlotte Talpaert, Marine Tondelier, Xavier Vilain, Katy Vuylsteker.

NORMANDIE

Véronique BEREGOVY, Guillaume Hédouin.

PAYS DE LA LOIRE

Jean-Michel Braud, Elen Debost, Brigitte Heridel, Christine Ladret, Romain Laveau, Jean-Jacques Mercier, Daniel Ramponi, Maël Rannou, Thierry Touche, Sarah Trichet-Allaire.

PICARDIE

Thierry Brochot.

POITOU CHARENTES

Jean Collon, Didier Coupeau, Laurence Réau.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Michel Catti, Marie-Agnes Chaleas, Luc Chesnel, Juliette Chesnel-Le Roux, Mariano Comunello, Frederik Duym, Catherine Mathurin, Jean-Marc Tagliaferri, René Tassy, Mathilde Tessier.

RHÔNE-ALPES

Bernard Barré, Margot Belair, Lucie Blancheton, Paul Bressand, Cyrielle Chatelain, Jérôme Cucarollo, Gislaine Dagnon, Emmanuel de Larminat, Florence Delaunay, Céline DesLattes, Fanny Dubot, Franceline Fanton, Nathalie Fauconnier, Marie-Charlotte Garain, Nadine Georgel, Leo Justel, Caroline Lagarde, Baptiste Martin, Pierre Meriaux, Maryse Oudjaoudi, Colette Payen Vigne, Benjamin Trocme, Cécile Viallon, Michel Wilson.

SAVOIE

Alain Coulombel.

TEXTE SOUMIS AU VOTE



MOTION PONCTUELLE STATUTAIRE PLUS DE DÉMOCRATIE ET PLUS DE DÉBATS : RÉINSTAURONS LA PROPORTIONNELLE INTÉGRALE AU BUREAU EXÉCUTIF

3

Le chemin emprunté est aussi important que l'objectif à atteindre !

L'exécutif de notre parti a longtemps été élu à la proportionnelle intégrale. Ce scrutin a été modifié à la volée - et de justesse ! - il y a quelques années par un référendum statutaire interne instaurant une prime majoritaire de 25 % à la liste du Bureau exécutif arrivée en tête lors du second tour du congrès.

Pourquoi cette réforme ? En ascension électorale, s'institutionnalisant, devenant plus présent dans les médias, il a été considéré qu'EÉLV devait disposer d'une majorité nette au BE pour dégager plus aisément des positions majoritaires et prendre des décisions rapides. Il s'agissait d'être « efficaces » !

Cette modification du mode de scrutin du BE correspond d'ailleurs aux règles électorales en vigueur dans les collectivités territoriales. Règles que les écologistes dénoncent à tous les échelons, dans tous leurs programmes (pour les municipales, les régionales, etc.). D'abord parce qu'en accordant un quart de représentant.e.s en plus à la liste arrivée en

tête, quel que soit le pourcentage obtenu par celle-ci, ce scrutin ne respecte pas la proportionnalité des votes. Ensuite parce que ce système écrase les minorités, tournant ainsi le dos à une vraie démocratie représentative et délibérative, qui est une valeur écologiste que nous défendons depuis toujours.

Après quelques années d'abandon de la proportionnelle pour la composition du Bureau exécutif, force est de constater que cela participe aux dysfonctionnements de notre parti. En effet, appliqué sur un très petit nombre, ce bonus est encore moins démocratique que dans nos institutions : obtenir, sur 11 ou 15 membres du BE, entre 3 et 4 postes en plus de ceux conférés par le pourcentage obtenu, c'est énorme ! Difficile alors de résister à la tentation « majoritaire » d'aller au plus pressé, d'éluider les débats, d'enfermer la « minorité » dans un rôle d'opposition stérile. La recherche de compromis, de consensus a été abandonnée au profit d'un gain de temps qui serait garant d'une efficacité en réalité illusoire. « Politique autrement », disions-nous ? Sont privilégiés

aujourd'hui des points de vue sinon uniques, du moins limités, qui appauvrissent notre intelligence collective. On l'appauvrit d'autant plus que cela favorise la rigidification des « motions », enfermées dans des postures majoritaire ou minoritaire conflictuelle. Car quoi de mieux, finalement, pour conserver un pouvoir, que d'avoir des « ennemis » et, par effet miroir, de fonctionner en « clans » ? Qui, lors des nombreuses périodes électorales aboutissent à la formation de ce que certain.e.s nomment des « écuries » ?

Enfin, avec le rétablissement de la proportionnelle intégrale au BE, les alliances de second tour du congrès motivées par cette prime n'auraient plus lieu d'être. Les convergences pourraient fluctuer, variant suivant les thématiques, les décisions à prendre... Ce qui enrichirait les débats. Les disensus seraient portés à la connaissance et à l'arbitrage des adhérent.e.s et du Conseil fédéral, ce qui participerait à revivifier son rôle décisionnel - le CF étant trop souvent cantonné au rôle de chambre d'enregistrement des décisions de la majorité du BE.

Certes, la proportionnelle, c'est moins confortable que

la majorité absolue. Ça demande du temps et de l'écoute, ce que rejettent les logiques politiques traditionnelles. Certes, cette réforme ne résoudra pas toutes les dérives que nous connaissons, mais, au moment où il est de plus en plus question de fonctionner par « consentement », elle peut redonner du souffle à notre démocratie interne, à nos échanges, à la coopération, à notre créativité, voire à la convivialité qui doit demeurer un principe de l'écologie politique

----- **Motion de modification statutaire de l'article 2-7-1 du RI :**

Pour redonner du sens à la démocratie, pour harmoniser nos discours et nos pratiques, pour éviter l'ossification des motions de congrès qui stérilise les débats, la prime majoritaire de 25 %, « un quart des postes » accordée pour la constitution du Bureau exécutif à la motion arrivée en tête des suffrages sera supprimée dès le congrès de novembre 2019.

La modification suivante du Règlement intérieur d'EÉLV est proposée au vote des adhérent.e.s lors du congrès décentralisé du 16 novembre 2019 :

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

L'article suivant du Règlement intérieur :
II-7 BUREAU EXÉCUTIF (BE)

• II-7-1 Composition
Le nombre de sièges à pourvoir au sein du Bureau Exécutif est de onze à quinze. Le nombre de membres est fixé par le Conseil fédéral lors de la session durant laquelle il convoque le congrès. Un quart des postes, arrondi à l'unité supérieure, est attribué à la motion arrivée en tête au congrès fédéral, les autres postes sont attribués à la proportionnelle, au plus fort reste, selon les résultats de ce même congrès. En cas de déséquilibre paritaire, la personne la moins bien élue du sexe surnuméraire est remplacée par sa ou son suivant.e de liste.

Est remplacé par :
II-7 BUREAU EXÉCUTIF (BE)

• II-7-1 Composition
Le nombre de sièges à pourvoir au sein du Bureau Exécutif est de onze à quinze. Le nombre de membres est fixé par le Conseil fédéral lors de la session durant laquelle il convoque le congrès. Tous les postes sont attribués à la proportionnelle, au plus fort reste, selon les résultats du congrès. En cas de déséquilibre paritaire, la personne la moins bien élue du sexe surnuméraire est remplacée par sa ou son suivant.e de liste.

Avec 60 % des votant.e.s requis (Art 52 des Statuts), ces dispositions seront immédiatement applicables au Congrès fédéral du 30 novembre 2019. ■

Le Conseil Statutaire, réuni le 15 octobre 2019, le quorum étant atteint, décide que si la motion est adoptée par le Congrès du 30 novembre 2019, elle ne pourra s'appliquer que pour les élections du BE par un prochain congrès. La phrase "Avec 60 % des votant.e.s requis (Art 52 des Statuts), ces dispositions seront immédiatement applicables au Congrès fédéral du 30 novembre 2019" doit être retirée de la motion.

SIGNATAIRES

ALSACE

Leyla BINICI, Yves HAUSS, Christophe TAQUARD, Anny ZORN.

AQUITAINE

Fanette BILLARD, Pascal BOURGOIS, Pierre SALANE.

AUVERGNE

Claude LEROUX, Véronique MALOCHET, HELENE PELLETIER.

BOURGOGNE

Alain CORDIER, Alain DUTOT, François LOTTEAU, Eric MOUREY, Alain ROUAT.

BRETAGNE

Jean-Pierre BIGORGNE, Serge BORVON, Michel COLLOBERT, Astrid GAUGAIN, Maël GUIZIOU, William LAJEANNE, Jean-Paul LE POHON, Nathanael LEGEARD, Christiane LEPAUMIER, Bernard MARTIN, Martine PETIT, Pascal PIERSON, Christine VAUGRENTE.

CENTRE

Gilles DEGUET, Evelyne ESTRADE, Betsabee HAAS.

CHAMPAGNE ARDENNE

Christophe DUMONT, David NICANOR.

GUYANE

Dominique BERTONI, Michel DUBOUILLE.

HORS DE FRANCE

Henri DESCALZO, Marie-Françoise DUTHU, Frédéric SUPIOT.

ÎLE-DE-FRANCE

Eric BEAL, Gilles BENARD, Abdallah BENBETKA, Stéphane BERNARD, François DUBREUIL, Benoît DUCASSE, Alain FOURNIER, Marie-Claude FOURNIER, Jérôme GLEIZES, Alain JEAN-JOSEPH, Cecilia JOXE, Samy KHALDI, Abdessalam KLEICHE, Lydia LABERTRANDIE, Frédéric MAINTENANT, André MARTIN, Jean MORLAIS, Pierre PARREAUX, Michel POIRIER, Serge RIVRET, Gerold SCHUMANN, Philippe STANISIERE, Samuel SZYMANSKI, Philippe VICHERAT, Muhsin YILMAZ.

LANGUEDOC ROUSSILLON

Françoise ALAMARTINE, Claude Marie BENSON, Marie-Hélène BOILEAU, Jean-Philippe CHALVIN, Martine COUSQUER, Michel DE LAGAUSIE, Max-Maurice HORDE, Marie-Pierre MERCIER, Uriel MOCH, Lydia MORLOT, Anne-Marie QUENISSET, Marie SCHELLHORN, Justine TORRECILLA, Jean-Paul VANDERMEEREN.

MIDI-PYRÉNÉES

Florence CORTES, Evelyne DIDIER, Sophie HANDSCHUTTER, Christian LAMMENS, Jean-François MARC, Sylvie RANCE, Didier ROD.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Jean Marc BRUNEEL, Nicolas FROIDURE, Hélène HARDY, Pascal MOSBAH, Pascal MULLIE, Myriam SANTHUNE, Xavier VILAIN.

NORMANDIE

Alain GRUENAI, Noëlle LE MAULF, Thierry LECERF.

PAYS DE LA LOIRE

Danielle ESTAY, Jean-Max ESTAY, Christine LADRET, Claudine LAYRE, Jean-Jacques MERCIER, Patrick MESLE, François PAGEAU, Maël RANNOU.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Guillaume AGEORGES, Julien ANGELONI, Florian BESSIERE, Géraldine BOÏER, Éric BROUSSE, Marie-Agnès CHALEAS, Didier CHEREL, Véronique COULOMB, Guy Vincent Joseph DEFRANCE, Bernard DERBEZ, Laurent DESHAIES, Serge DIETTE, Frederik DUYM, Marie EBERMEYER, Lydia FRENTZEL, Jean-Claude GAMOT, Hélène HAENSLER, Erick HENAULT-COLLE, Mari-Luz HERNANDEZ NICAISE, Jean-Eudes JOFFRIN, Christine JUSTE, Serge MAROLLEAU, Lionel MARTIN, Jeanne MEUNIER, Jean-Noël MONTAGNE, Chantal MOUTTET, Jacques OLIVIER, Hélène POTHEAU, Marie-Thérèse ROCHEDIX, Alexandre RUPNIK, Dominique SEYDOUX, Jacques TAILLARDAT, Michelle TEYCHENEY, Isabelle URBAN.

RHÔNE-ALPES

Serge ALIBERT, Julien BELLISSARD, William BUNIET, Jean-François COLIN, Gislaine DAGNON, Emmanuel DE LARMINAT, Franceline FANTON, Alexandre GAGNAIRE, Josiane GONNOT, Anne GROSERRIN, Jean-Louis JOANNIN, Hélène LE GARDEUR, Colette PAYEN VIGNE, Patrick PETIT, Raymonde PONCET, Corinne ROUSSEL-THOMAS, Rodolphe STROHMAIER, Michel WILSON.

SAVOIE

Annie COLLINET, Alain COULOMBEL, Benjamin JOYEUX, Michel RIOCHE.

TEXTE SOUMIS AU VOTE



4 REPLACER LES MILITANT·E·S AU CŒUR DU FONCTIONNEMENT D'ÉELV !

(Abdallah Benbetka,
Yves Hauss
& Lucas Rochette-Berlon)

Malgré un contenu des motions souvent similaire et donnant l'impression d'étouffer les clivages, les enjeux liés au prochain Congrès sont cruciaux. Comment répondre aux menaces de l'effondrement ou réussir le meilleur rassemblement autour des valeurs de l'écologie politique sont des questions essentielles qui vont se poser à cette mandature.

Il y a nécessité d'ouvrir le débat démocratique en construisant un dialogue impliquant toutes les adhérent·es, aux militances aussi diverses que légitimes !

L'incarnation du parti doit correspondre aux aspirations de toutes ses membres, ainsi mue par un renforcement de la **démocratie interne**, respectant aussi bien les idées des courants majoritaires que minoritaires, avec une ligne politique qui ne méprise personne.

Le rassemblement ne peut se faire qu'avec une démocratie aboutie, car il y a de la part de chaque adhérent·e

un désir de cohérence méthodologique en interne pour mieux rassembler à l'externe.

Se pose donc le besoin d'une **horizontalité accrue** dans le système de **communication** et des **prises de décision**, remplaçant les militant·es en son cœur.

Les décisions doivent être prises dans un dialogue constant avec les militant·es, avec un engagement total de toutes les instances pour qu'un travail de fond aboutisse à une plus grande implication de chacun·e dans la vie du parti.

Plusieurs outils et solutions doivent permettre le développement du débat démocratique au sein d'ÉELV par une valorisation des échanges :

Lancer la plateforme « La Maison de l'Écologie 3.0 » et un annuaire militant

Pour unir les adhérent·es autour d'objectifs collectifs et en faciliter les échanges, nous proposons la création d'un **annuaire militant** et d'adresses dédiées (ex : camille.foret@eelv.fr). En conformité avec la loi

RGPD, la création de cet annuaire interne permettra à ce que chaque membre, dès son adhésion, décide s'il **veut y apparaître, quelles données** personnelles y indiquer (adresse, courriel, mobile, ancienneté, GL, compétences), pour **quel périmètre** (GL, département, région, national), et d'avoir **toujours au moins un canal de contact**.

Chaque adhérent·e signera une charte de confidentialité et un support de consentement (rappelant les dispositions du RGPD) pour pouvoir disposer des informations figurant sur cet annuaire en respectant les choix exprimés par chacun·e et de ses pairs en matière de partage des données.

Un système d'opt-in permettra au membre de disposer pleinement du **choix des données** qu'il désire partager avec les autres. La question de compliance (sécurité des données personnelles, droits à l'accès, la rectification, l'oubli...) devra être liée à la dynamique de déclaration.

L'intervention **d'un tiers de confiance** sélectionné

par appel d'offre émis par ÉELV, étant garant de **neutralité et sécurité**, gèrera les données de cet annuaire.

Outre une bibliothèque interactive (référentiel documentaire), la plateforme comportera un référentiel au **corpus réglementaire et politique d'ÉELV**, mettant à la disposition de chacun·e **tous les textes votés** en conseil fédéral et CPR (ainsi que précis de décision des BE et BER) depuis 2011. Un archivage doit être opéré en ce sens.

Le **référentiel documentaire** publiera aussi les travaux des différentes **commissions thématiques** dont chacune comportera un **forum en ligne** pour que chaque adhérent·e puisse y contribuer.

Créer un statut des militant·es et des droits supplémentaires de l'adhérent·e

L'expérimentation de nouvelles organisations doit laisser à l'adhérent·e le choix du périmètre de son adhésion (locale, nationale, européenne (auprès du PVE)).

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

Une **grille de formations** selon l'ancienneté ou le degré de militance de chacun e lui permettra de prétendre à un cursus de formations, dont l'objectif est d'offrir à tout e adhérent e l'expertise nécessaire pour occuper des fonctions de cadre ou d'élue.

La formation à grande échelle durant cette mandature est impérative si nous voulons demain **pouvoir diriger le pays ou les collectivités** de manière efficace !

À l'instar de plusieurs associations, EÉLV doit pouvoir valoriser dans les comptes publics (hors-bilan) le travail des bénévoles.

Cette valorisation peut donner lieu à la création d'un **système d'échange local** pour échanger par le biais d'une monnaie locale des compétences, des services ou du temps.

Autant de facteurs qui **re-créeront du lien social** entre adhérentes et **redynamiseront l'activité des groupes locaux et commissions** !

Construire un dispositif amplifiant l'horizontalité des décisions

EÉLV doit opérer une **consultation annuelle** des adhérentes permettant de recenser (par mots-clefs ou propositions), via la **plateforme digitale MdÉ 3.0**, les **priorités et objectifs**

de chaque adhérent e qui, ordonnancées, constitueront la **feuille de route** annuelle du Bureau exécutif. Un bilan semestriel sera publié par le BE.

L'Écologie doit être vue comme le nouvel axe politique s'adressant aux **classes populaires et à la jeunesse**, sans qui l'écologie de transformation ne peut se faire !

Elle qui prétend à l'amélioration du cadre de vie et de promotion du vivre ensemble doit être vue comme principal vecteur de justice, de paix et de bonheur.

L'Écologie populaire et inclusive doit donc se trouver dans les quartiers, les banlieues et les zones rurales reléguées.

EÉLV a donc besoin de mettre en avant de nouvelles têtes et expériences, la jeunesse et toutes les formes de diversités afin de mieux associer toutes ses militantes dans ses prises de décision.

Afin de faire d'EÉLV un **pilier solide de recomposition et rassemblement, pour la justice sociale et climatique**, le parti doit parfaire son contrat social en mettant **en confiance et en action** chaque adhérente, étape préalable de **solidité du parti** qui facilitera le rassemblement le plus large autour de notre projet ! ■

SIGNATAIRES

ALSACE

Pierre ACKERMANN, Leyla BINICI, Marie-Madeleine BRAUD, Yves HAUSS, Bernard SCHOENACKER, Christophe TAQUARD, Anny ZORN.

AQUITAINE

Alain BERTUCAT, Philippe GLORIEUX, Jean-Hervé LE BARS, Dany NEVEU.

AUVERGNE

Dominique DUMAZEL, Hélène PELLETIER.

BOURGOGNE

Alice MARTIN,

BRETAGNE

Jeannick DELTOUR, Astrid GAUGAIN, William LAJEANNE, Christiane LEPAUMIER, Martine PETIT.

CENTRE

Christelle DE CRÉMIERS, Sylvaine NOËL.

CHAMPAGNE-ARDENNE

David NICANOR,

ÎLE-DE-FRANCE

Jean Jacques ANDING, Joris BEGUIVIN, Mina BEN DRIOUCH, Khaled BEN-MOHAMED, Abdallah BENBETKA, France BERNICHI, Abdelkrim BOURAKBA, Bernard BOURDEIX, Morgan BRIAND, Pierre CHIESA, Rachid EDDAIDJ, Malika ERRAJAFIALLAH, Corine FAUGERON, Joan FENET, Natalie GANDAIS, Jérôme GLEIZE, Nicolas GOUGAIN, Jacques GRENIER, Morgan JASIENSKI, Alain JEAN-JOSEPH, Samia KASMI, Samy KHALDI, Annie LAHMER, Alain LIPIETZ, Frédéric MAINTENANT, Jean MORLAIS, Michel POIRIER, Serge RIVRET, Lucas ROCHETTE-BERLON, Michel ROUYER, Marie-Cécile RUIZ, Thierry SCHAFFAUSER, Philippe STANISIÈRE, Samuel SZYMANSKI.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Françoise ALAMARTINE.

LORRAINE

Serge BILLON, Géraldine KRIN, Johan LAFLOTTE, Gilbert POIROT.

MIDI-PYRÉNÉES

Olivier CLEMENT-BOLLEE, Jean-Claude GAMOT, Sophie HANDSCHUTTER.

NORD-PAS-DE CALAIS

Virginie HENOCQ, Pascal MOSBAH.

PAYS DE LA LOIRE

Bernard PEYSSON, Charles STERCHI,

PICARDIE

Armelle GRAS, Elodie HEREN.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Géraldine BOÏYER, Didier CHÉREL, Hélène HAENSLER, Grazyna KRAWCZYK, Marie Eve ROQUES, Alexandre RUPNIK, Isabelle URBAN.

RHÔNE-ALPES

Christine REBREYEND-SURDON.

TEXTE SOUMIS AU VOTE



5

CONDITION ANIMALE, AGRICULTURE ET ALIMENTATION : DÉPASSER LES CLIVAGES ET ÉCRIRE UN NOUVEAU CHAPITRE D'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Condition animale, agriculture et alimentation : dépasser les clivages et écrire un nouveau chapitre d'écologie politique

Europe Écologie – Les Verts se distingue par le principe fondateur selon lequel les hommes ne sont en rien "maîtres et possesseurs de la nature" mais au contraire partie intégrante du vivant.

Dans certains élevages, l'asservissement du vivant a été poussé à un tel extrême que les animaux se voient réduits à n'être qu'une matière première :

o Chaque année, 74 milliards d'animaux terrestres et entre 500 et 1 000 milliards d'animaux aquatiques sont tués pour la consommation humaine.

o En France, ce sont plus de 3 millions d'animaux qui sont abattus tous les jours, dans des conditions souvent déplorable. 99 % des lapins, 95 % des cochons, 90 % des veaux et 82 % des poulets de chair y sont élevés de manière industrielle, mutilés, entassés dans des cages ou des bâtiments fermés afin de les engraisser et misérablement maintenus en vie jusqu'à leur abattage précoce.

o Plus de 70% de la viande fournie en restauration collective est importée, ce qui a un impact direct sur les animaux car ils doivent subir des temps de transports de plus en plus long dans des conditions désastreuses (surpopulation, déshydratation, épuisement, etc.).

Le modèle alimentaire français, centré sur la production et la consommation de protéines animales, a un impact majeur sur les écosystèmes et l'émission de gaz à effet de serre. Nous devons amorcer une transition alimentaire ayant pour objectifs de diviser par deux notre consommation de chair animale et d'inverser le rapport entre protéines végétales et protéines animales.

Notre rapport à l'alimentation s'est bouleversé en quelques décennies. La "malbouffe" et les conditions animales associées témoignent d'une société de la rapidité, du bas coût, de la recherche de la quantité plutôt que de la qualité et surtout de notre déconnexion au vivant et à la ruralité.

De plus, l'élevage industriel créé une immense injustice entre le Nord et le Sud : les pays du Nord importent pour nourrir leurs bêtes de très grandes quantités des végétaux empiétant sur les surfaces agricoles et compromettant la souveraineté alimentaire des pays du Sud.

Enfin, l'alimentation est un enjeu de santé publique. L'Organisation mondiale de la santé a établi que la viande rouge transformée était une cause certaine de cancer, tandis que la viande rouge non transformée en était une cause probable. Si l'humanité optait pour une alimentation entièrement à base de végétaux, il est estimé que le taux de mortalité humaine chuterait entre 6% et 10%.

Motion

Actant le fait que les animaux non humains disposent de capacités cognitives et sensorielles que l'on ne peut ignorer.

Soulignant que humains et animaux vivent en interdépendance.

Rappelant qu'ÉELV prône la non-violence, et que celle-ci

doit concerner les animaux humains comme les animaux non humains.

Considérant que l'alimentation est un enjeu d'équité et de justice sociale aussi bien pour les paysans que pour toute la population ; et ce partout dans le monde.

Considérant que la transition vers un élevage extensif et paysan n'est tenable que si elle s'accompagne d'une végétalisation de l'alimentation, fondée sur les territoires.

Reconnaissant que si le végétarisme est un choix personnel, offrir les conditions permettant une consommation (non quotidienne) fortement réduite de produits animaux est un projet de société et donc de politique publique.

Europe Écologie - les Verts, s'engage à :

Repenser la place des animaux dans notre société et en reconnaître la personnalité juridique ; car ils ne peuvent être réduits à une protéine alimentaire.

Accompagner la transformation du rapport humain/ani-

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

mal en une coopération respectueuse de chacun.

Proposer une alternative végétale dans ses événements internes et publics.

Dépasser le tabou de la mise à mort des animaux d'élevage afin de trouver des solutions pour que cette dernière soit proche du lieu de vie, soudaine et sans douleur.

Soutenir et financer toute démarche ou initiative permettant de repenser nos modes d'alimentation et de consommation notamment des campagnes d'information et de nutrition sur les bénéfices d'une alimentation tournée vers le végétal, bio, local et de saison.

Mettre en œuvre une politique agricole s'appuyant sur des mécanismes contraignants de conditionnement des soutiens publics aux filières respectueuses des besoins essentiels des animaux.

Penser des politiques publiques collégiales d'alimentation territoriale encourageant l'élevage extensif, local et paysan et la réduction de la consommation de protéines animales dans la restauration collective publique et privée.

Reconnaître le rôle indispensable au débat public des associations animalistes comme lanceuses d'alerte sur le quotidien cruel et arbitraire que subissent des millions d'animaux.

Travailler avec les associations animalistes autour des convergences de luttes pour une alimentation plus respectueuse du vivant. Car même si nos voies d'actions diffèrent et que nous défendons l'élevage paysan extensif comme alternative à la production industrielle, nos approches se complètent et s'enrichissent. ■

SIGNATAIRES

AQUITAINE

Marie Claude TESSIER,

AUVERGNE

Laetitia BEN SADOK, Aurore BERNARD, Stéphanie JULIEN, Thomas WEIBEL,

BOURGOGNE

Virginie CHARRIÈRE, Alain DUTOT, François LOTTEAU, Catherine MARCADIER, Eric MOUREY, Alexis RÉJASSE, Alain ROUAT,

BRETAGNE

Christian BUCHER,

CENTRE

Marie-Claire CAZENEUVE, Sylvie DAVID-ROUSSEAU, Jean-Sébastien HERPIN, Jean-François MATTEUDI, François THIOULET,

FRANCHE-COMTÉ

Suzy ANTOINE, Jean-Baptiste GAMBERI, Corinne GUYONNET, Anna MAILLARD,

HORS DE FRANCE

Nathan GUEDJ, Gérôme GULLI,

ÎLE-DE-FRANCE

Laurence ABEILLE, Alain AMEDRO, Abdallah BENBETKA, François BONGARS, Jacques BOUTAULT, Mazouni DAHO, Didier DELPEYROU, Damien DEVILLE, Vincent DUBAIL,

Guillaume DURAND, Alain FOURNIER, Théo GARCIA-BADIN, Claire GROVER, Lionel GUERIN, Nadine HERRATI, David JUTIER, Antoinette KIS, Annie LAHMER, Brice LOE MIE, Douchka MARKOVIC, Fiona MILLE, Yann MOREAU, Jean MORLAIS, Aminata NIAKATE, Clémence OUARD, Emmanuelle PIERRE-MARIE, Pauline RAPILLY FERNIOT, Sébastien REINIER, Gilles ROBEL, Franck ROLLAND, Eva SAS, Mounir SATOURI, Thierry SCHAFFAUSER, Valérie SOFRONIADES, Julie THIANAM, Marie TOUSSAINT, Philippe VICHET, Romain ZAVALLONE,

LA REUNION

Christiane SUDNIKOWICZ,

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Patricia GUEGUEN,

MIDI-PYRÉNÉES

Yannick BOURLÈS, Cédric GROSDÉMANGE, Sophie HANDSCHUTTER, Manuel LEICK-JONARD, Elisabeth MATAK,

NORD-PAS-DE-CALAIS

Maroin AL DANDACHI, Thomas BLACTOT, Stéphanie BOCQUET, Jérémie CRÉPEL, Boris DEFOSSE, Nicolas FROIDURE, Maël GUIZIOU, Hélène HARDY, Michel IFRI, Jacques LEGAI, Antoine LEGRAND, Frédéric LOUCHART, Anne MIKOLAJCZAK, Marie-Françoise PENET, Cyrille PRADAL, Ana TALEB, Charlotte TALPAERT, Marine TONDELIER,

NORMANDIE

David CORMAND,

PAYS DE LA LOIRE

Catherine LIMESSE, Gérard RAIMBAUD,

PICARDIE

Martial MOUQUERON,

POITOU-CHARENTES

Jean COLLON, Didier COUPEAU, Laurence RÉAU,

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Anita RECHAGNEUX,

RHÔNE-ALPES

Cyrielle CHATELAIN, Pauline COUVENT, Michel WILSON,

TEXTE SOUMIS AU VOTE

6

S'ENGAGER VERS UNE DÉMOCRATIE PERMANENTE



La démocratie dans tous ses états

La démocratie est interpellée dans sa capacité à répondre aux maux de notre époque. Cette crise de confiance envers le politique et les institutions conduit à l'installation de démocraties illibérales. Même au sein des « vieilles démocraties », l'idéal de construction collective, de participation au débat public et d'accès à une information contradictoire, ne semble plus assuré.

Le mouvement des Gilets jaunes, les marches pour le climat, pour la défense des maternités et les nombreuses mobilisations citoyennes, interpellent directement l'inaction du politique tout autant que le fonctionnement de notre démocratie.

L'urgence climatique et environnementale pose aussi de manière inédite la question de la démocratie : nous devons nous organiser autrement et nous gouverner autrement pour être en mesure de relever ces défis, tout en gardant la capacité à vivre ensemble et à garantir la justice sociale.

La tentation du vertical et de l'autoritarisme est grande dans ce contexte. Face à ce risque il est urgent de porter

une nouvelle ambition démocratique. Cette ambition peut s'inspirer de la pensée en « archipel » [1] au service d'une démocratie qui s'incarne ici et maintenant. Les territoires sont l'échelle de cette incarnation, l'échelle du lien et du faire. Habiter, travailler, manger, se déplacer autrement, les changements s'opèrent à cet échelon. Le territoire est « cette « machine à créer une identité narrative [2] » pour une transformation écologique et sociale réussie.

Faire vivre une démocratie permanente, partout et tout le temps

« Créer un sentiment de démocratie permanente, de démocratie continue » dit Pierre Rosanvallon.

L'idée de démocratie permanente n'oppose pas démocratie représentative, directe et participative, elle les assemble et les articule. Elle pose l'idée qu'au-delà du temps de l'élection, cette démocratie doit reconnaître la capacité pour chacun-e d'apporter sa contribution. Elle se préoccupe de l'inclusion et lutte contre le sentiment de relégation, des citoyens comme des territoires.

Si beaucoup reste à inventer, des expériences inspirantes ont été conduites à Saillans, Loos en Gohelle, Kingersheim ou avec les territoires en transition, territoires hautement citoyen, énergies citoyennes, AMAP...

Sans être exhaustif, ces expériences portent des caractéristiques communes :

- La redéfinition de la posture et du rôle des élus et plus largement des « décideurs », en réinventant de nouvelles légitimités plutôt qu'en s'accrochant à celles d'hier,
- La place des citoyens dans les processus de décisions et la reconnaissance de leurs initiatives concrètes et de toutes formes de contributions,
- La défense des communs naturels et le souci du juste partage de l'accès aux ressources tout comme leur préservation,
- L'actualisation du projet de l'éducation populaire affirmant la nécessité d'une éducation permanente à la citoyenneté et au pouvoir d'agir,
- La préoccupation du pouvoir de décider comme du pouvoir d'agir,
- La réaffirmation du rôle des « corps intermédiaires » devenus « corps d'interac-

tion », au service de l'intelligence collective et du faire ensemble,

- La réinvention de la proximité, face à l'incantation à la mobilité : par des lieux d'incubation de la démocratie vivante, de l'agir citoyen et du lien social.
- La volonté constante d'élargissement du cercle des participant-es,

Ces principes constituent une base de réflexion pour enrichir la démocratie locale et dépasser les tentatives très inabouties de la démocratie participative.

Nous sommes à ce moment décisif où la réinvention démocratique est le rempart contre l'illusion populiste et autoritaire et la solution pour réussir les transformations qui s'imposent.

Etre le mouvement de la réinvention démocratique pour répondre aux urgences

La « politique autrement », le fédéralisme, la démocratie participative, la gouvernance au cœur de la résilience des territoires, les écologistes ont toujours su établir le lien entre écologie, démocratie et territoires.

suite page suivante



TEXTE SOUMIS AU VOTE

Considérant que :

- L'urgence écologique et sociale invite à de profondes transformations démocratiques, avec celles et ceux qui sont mobilisés sur cette question : gilets citoyens et gilets jaunes, chercheurs, médias alternatifs, innovateurs démocratiques...
- La démocratie locale est essentielle pour les transformations qu'il nous faut réussir,
- Notre réinvention démocratique ne saurait se penser ex cathédra et qu'elle doit être à l'image du changement que nous voulons pour le monde,
- Notre mouvement doit être force de propositions nouvelles sur cet enjeu du renouveau démocratique,

MOTION :

Les membres du congrès réunis le 30/11/2019 à Saint-Denis approuvent :

I. La mise en place d'un groupe de travail pour :

- Actualiser notre vision des enjeux démocratiques en lien avec la transformation écologique et sociale, notamment pour renouveler les pratiques de la démocratie locale,
- Formuler des propositions concrètes pour les projets que nous porterons dans les échéances électorales à venir,
- Valoriser les pratiques inspirantes portées par les territoires, en particulier celles initiées par notre mouvement.

2. Les modalités de ce groupe de travail seront :

- La mobilisation du mouvement, en particulier le groupe sur la Réinvention,
- L'interaction avec des acteurs œuvrant dans le champ de la transition démocratique,
- L'organisation de journées d'études ouvertes,
- La production d'un rapport devant le Conseil fédéral, fin 2020.

3. Dans un second temps ce groupe de travail pourrait actualiser nos propositions dans le cadre d'un projet de 6^{ème} république

[1] *Christiane Hessel, Claude Alphandéry, Edgar Morin et Patrick Viveret, l'archipel citoyen "Osons les jours heureux"*
[2] *Pierre Veltz, « La Grande transition : la France dans le monde qui vient »* ■

SIGNATAIRES

ALSACE

Leyla Binici,

AQUITAINE

Pascal Bourgois,

BOURGOGNE

Catherine Hervieu, Mourad Laoues, François Lotteu, Eric Mourey,

BRETAGNE

Astrid Gaugain, Jeannick Deltour, Serge Borvon, Christian Bucher,

Nathanael, Legeard, Bernard martin, Yves Sauvage,

CENTRE

Christelle de Crémiers, Christophe Ahuir, Bernard Bedouet, Nicole Bouilly, Christophe Boulanger, Jean-Claude Bragoulet, Jean-Marie Brochard, Gilles Deguet, Christophe Dupin, Thomas Dupont, Evelyne Estrade, Benoit Fauchoux, Charles Fournier, Philippe Geiger, Florent Grospar, Betsabee Haas, Sabrina Hamadi, Jean-Sébastien Herpin, Michel Isambert, Gaël Le Coroller, Jean-François Matteudi, Catherine Menguy, Bernadette Moulin, Nicolas orgelet, Françoise Pouzet, Philippe Septier, Alix Tery-Verbe,

HORS DE FRANCE

Nathan Guedj, Frédéric Supiot,

ÎLE-DE-FRANCE

Mounir Satouri, Léa Balage El Mariky, Jacques Boutault, Danièle Chademony, Opale Crivello, Martine Deloffre, Claire grover, Nadine Herrati, Lydia Labertrandie, Annie Lahmer, Anna Laurent, Christine Merot, Catherine Naviaux, Pandora Reggiani, Sandra Regol, Eva Sas, Julien Bayou, Eric Béal, Stéphane Bernard, Marc Denis, Damien Deville, Vincent Dubail, François Dubreuil, Guillaume Durand, Eric Ferreres, Alain Fournier, Bénard Gilles, Francis Harre, Wandrille Jumeaux, Samy Khaldi, Abdessalam Kleiche, Brice Loe-mie, Colin Maheu-Gourmelon, Cyril Pasteau, Nicolas Perguet, Vincent Poizat, Matthieu Ponchel, Sylvain Raifaud, Nicolas Rouveau, Samuel Szymanski,

LA REUNION

Geneviève Payet,

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Françoise Alamartine, Claude Marie Benson, Christophe Coillot, Delphine Esselin,

Philippe Karpe, Agnes Langevine, Marie-Pierre Mercier, Lydia Morlot,

MIDI-PYRÉNÉES

Hélène Cabanes, Jean-Louis Calmettes, Ludovic Favre, Sophie Handschutter, Manuel Leick-Jonard, Elisabeth Matak, Antoine Maurice, Didier Rod, Georgette Sauvaire, Marie-Cécile Seigle-Vatt,

NORD-PAS-DE CALAIS

Thierry Denys, Hélène Hardy, Virginie Henocq, Pascal Mosbah, Pauline Ségard,

NORMANDIE

David Cormand, Noëlle Le Maulf, Laetitia Sanchez,

PAYS DE LA LOIRE

Jean-Michel Braud, Danielle Estay, Christine Ladret, Claudine Layre, Patrick Meslé, Patrick Naizain, Bernard Peysson, Maël Ranou, Thierry Touche,

POITOU-CHARENTES

Didier Coupeau, Françoise Coutant, Léonore Moncond'huy, Chantal Nocquet, Serge Rivet,

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Florian Bessière, Géraldine Boÿer, Didier Chérel, Marie Ebermeyer, Serge Marolleau, Edith Metzger, Jeanne Meunier, Jean-Marc Tagliaferri,

RHONE-ALPES

Florence Cerbaï, Monique Cosson, Fanny Dubot, Jean-Charles Kohlass, Myriam Laïdouni-Denis, Hélène Le Gardeur, Veronique Moreira, Maurice Morel, Maryse Oudjaoudi, Colette Payen Vigne, Raymonde Poncet, Corinne Roussel-Thomas, Michel Wilson,

SAVOIE

Alain Coulombel,

TEXTE SOUMIS AU VOTE

Dotted lines for writing.

A series of 40 horizontal dotted lines for note-taking.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....





J'AI SIGNÉ
J'AI MARCHÉ
J'AI VOTÉ
J'ADHÈRE

soutenir.eelv.fr

